

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées / N°22 / Juillet-Sept. / 2022



SCA OPS
DÉBUTS DE LA MISSION AIGLE
LA « SUPPLY CHAIN » DU SCA,
EFFICACE ET RÉACTIVE

GRAND ANGLE
LE COMMISSARIAT DES ARMÉES,
AU CŒUR DE LA SOLDE

AMBITION SCA
UNE NOUVELLE IMPULSION
POUR LE SERVICE



Nous
sommes là
pour agir

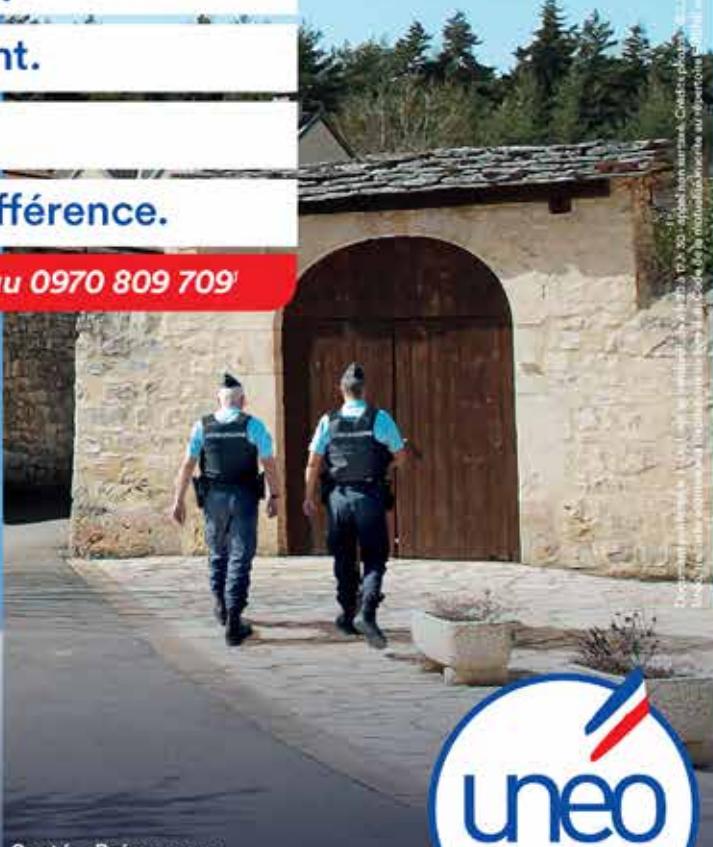


Santé, vie quotidienne, pouvoir d'achat

Il y a ceux qui parlent
et ceux qui font.

**Sur le terrain,
Unéo fait la différence.**

À vous d'en juger au 0970 809 709



Unéo, MGP et GMF
sont membres d'
UNEOPÔLE
la communauté
sécurité défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées

TYPE - MER - AIR - SENSATION
DIRECTIONS & SERVICES

Référencée
Ministère des Armées

Santé – Prévoyance

Prévention – Action sociale

Solutions du quotidien



Votre force mutuelle

édito



J'ai besoin de chacune et de chacun d'entre vous pour que notre « Ambition SCA » prenne forme au sein de chaque entité.

Au second semestre 2021, le service du commissariat des armées a défini son nouveau projet de service, dans le cadre de l'« Ambition 2030 » fixée par le chef d'état-major des armées.

Cette « feuille de route » a été construite de manière collaborative en impliquant de nombreux personnels et organismes du service. Elle a également été partagée avec les armées avant d'être validée à l'occasion d'un conseil d'orientation et de gestion extraordinaire en novembre dernier.

Désormais résolument entrée dans sa phase de déploiement, j'ai besoin de chacune et de chacun d'entre vous pour que notre « Ambition SCA » prenne forme au sein de chaque entité, dans chacun de vos postes, au travers de chacune de vos missions.

La quarantaine de déplacements effectuée depuis ma nomination me conforte dans cette idée : le service est au rendez-vous, tant au quotidien que dans les opérations, grâce à votre action.

Sur ce dernier point, la mission *AIGLE* en est le témoin le plus récent. La réactivité et l'efficacité du service ont permis d'organiser le soutien de la force en quelques jours et de l'accompagner dans son déploiement. C'est une nouvelle démonstration de la pertinence du modèle mis en place depuis 2017 à travers SCA 22. L'exercice *ORION* en 2023 sera une nouvelle occasion de faire encore plus et mieux, au plus près des forces.

Cette nouvelle édition du magazine *Soutenir* vous accompagnera durant la période estivale qui s'ouvre. Cela sera l'occasion de découvrir ou redécouvrir l'étendue du périmètre d'action du

Commissariat des armées. Le pilotage de la solde en est un exemple, de même que l'expertise en matière de restauration avec la finale du concours du Trident d'Or à laquelle j'ai eu la joie de participer en tant que membre du jury !

Le Commissariat a de quoi être fier. La belle performance d'Alix, jeune commissaire aspirant gagnante du Prix Clemenceau 2022, en est une autre raison : sa remarquable prestation individuelle fait honneur au corps des commissaires et à l'ensemble du service.

Cette édition vous permettra également de vous informer sur la prise en charge directe de nos déplacements professionnels, mécanisme conduisant à les simplifier considérablement. Enfin, la place du développement durable dans les actions du service est également à l'honneur pour souligner notre implication sur ce sujet majeur pour notre société.

De nombreux défis nous attendent dans les semaines et mois qui viennent, au service des armées et de l'ambition commune que nous portons.

Je vous souhaite donc à tous et à toutes un très bel été, qu'il vous permette de vous ressourcer en compagnie de ceux qui vous sont chers. J'ai également une pensée particulière pour celles et ceux qui continuent d'être engagés en opération ou en alerte.

Le commissaire général hors classe Philippe JACOB
Directeur central du service du commissariat des armées

sommaire

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU FILM INSTITUTIONNEL



p06

RETOUR SUR L'INFO

AUX QUATRE COINS DU MONDE, GSBD ET DICOM RÉPONDENT À L'OBJECTIF D'ENGAGEMENT OPÉRATIONNEL DU SERVICE



p14

SCA OPS

DÉBUTS DE LA MISSION AIGLE
LA « SUPPLY CHAIN » DU SCA,
EFFICACE ET RÉACTIVE





p24

VOTRE QUOTIDIEN

LE SCA SE MOBILISE POUR UNE GESTION
PLUS RESPONSABLE DES DÉCHETS

LA PRISE EN CHARGE DIRECTE,
POINT D'ÉTAPE

p30

ÉVÉNEMENT

EUROSATORY
TRIDENT D'OR

p38

FOCUS

ÉCOLE DES FOURRIERS :
FORMER LE COMBATTANT DU SOUTIEN !

p42

AMBITION SCA

UNE NOUVELLE IMPULSION
POUR LE SERVICE

p50

GRAND ANGLE

LE COMMISSARIAT DES ARMÉES,
AU CŒUR DE LA SOLDE

p58

RENCONTRES

LE CR1 RODOLPHE
DIRECTEUR ADJOINT DU CERCLE
NATIONAL DES ARMÉES

FRANÇOIS ET SIMBA
AU GS DE METZ,
UN SOUTIEN QUI A DU CHIEN !

Le directeur central adjoint sur l'opération Daman au Liban



Du 28 avril au 2 mai 2022, le directeur central adjoint du service du commissariat des armées, le commissaire général de 1^{ère} classe Olivier MARCOTTE, s'est rendu au Liban, sur le théâtre de l'opération Daman. Une visite qui avait pour but d'évaluer le soutien Commissariat de la force Daman et d'en rencontrer les acteurs sur les principaux sites. Le DCA a visité les emprises de Dayr Kifa et de Naqoura où il s'est entretenu, entre autres, avec le directeur du Commissariat (DIRCOM), le commandant de la Force commander réserve (FCR) et le Senior national representative. Les enjeux d'administration, de logistique et les perspectives d'évolution du soutien sur le théâtre d'opération lui ont été présentés par l'ASIA¹, le DIRCOM et l'AISH², dans le cadre notamment d'une étude sur la réarticulation du dispositif de soutien actuellement en place. Ce déplacement a permis à la délégation de bénéficier d'une vision au plus juste du soutien sur le théâtre, en particulier grâce aux nombreux échanges avec les différents acteurs du SCA et les soutenus de l'opération Daman.

Au sein de cette opération, les équipes du Commissariat des armées sont en charge de l'administration militaire et du soutien de l'homme. Une mission d'envergure, menée au cœur d'un Liban profondément touché par une crise économique, et sans laquelle les missions opérationnelles ne pourraient avoir lieu. À l'instar de la profonde transformation de l'opération Barkhane, le théâtre Daman pourrait devenir à son tour un « laboratoire d'expérimentation » vers un soutien optimisé répondant aux besoins de la force, au plus proche, dans un constant souci d'efficience.

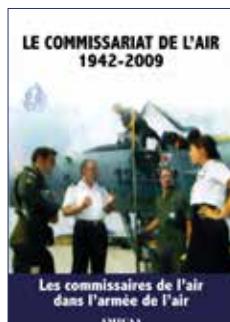


¹ Adjoint au Soutien Interarmées
² Adjoint Interarmées Soutien de l'Homme

Apprenez-en davantage sur le Commissariat de l'air

Si l'histoire des commissaires de l'air est bien connue des commissaires de cet ancrage, elle l'est sans doute moins des autres commissaires et des personnels civils du SCA. Ainsi, l'amicale des commissaires de l'air et des commissaires des armées-Air (AMICAA) a édité un livre sur « *Le Commissariat de l'air 1942-2009* ». L'occasion de découvrir les circonstances de la naissance de ce corps et du service du commissariat de l'air, son fonctionnement mouvementé durant la Seconde guerre mondiale, les pérégrinations juridiques autour de son statut dans les années 50 ou encore le développement des OPEX liées aux opérations aériennes à la fin du siècle dernier.

L'ouvrage est en vente en ligne.



Le management, un sujet primordial au Commissariat des armées

Le service du commissariat des armées a organisé un séminaire sur le thème du « management croisé », un sujet cher à son directeur central, le CRGHC Philippe JACOB. « Le management est un sujet à la fois sensible, parce qu'il touche à l'humain, et très important pour le service car il conditionne la bonne exécution de nos missions. » (CRGHC Philippe JACOB, le 6 mai 2022). Le directeur central a à cœur de regrouper les meilleures pratiques managériales au sein d'un service marqué par de nombreuses mixités (personnels militaires/personnels civils, hommes/femmes, anciens/jeunes, etc.), une grande variété de ses organismes, des enjeux de soutien forts et des impératifs opérationnels. Concept développé dans la charte du management croisé, l'objectif est de donner aux encadrants, chefs et managers du service des clés afin d'accomplir leurs missions avec efficacité tout en



maintenant la motivation des collaborateurs par une mise en œuvre optimale de leurs compétences. Ainsi, comme l'a mentionné l'inspecteur du SCA, le CRGHC Hervé MONVOISIN, à l'occasion de ce séminaire : « Nous souhaitons que le management croisé soit la compétence socle de tous les cadres du service, grâce à un accompagnement et des formations adaptés ». Les deux tables rondes organisées lors de ce séminaire, l'une sur le management par objectifs et la confiance et l'autre sur la connaissance de ses équipes, ont mis en lumière les grands principes du management, partagés et applicables par tous et qui visent la performance collective.



Commissariat des armées @SCAArmées - 13 juil
Le @SCAArmées participe à l'Innovation au @Armees.Gouv, Ici, le #CEMATI fait essayer les lunettes connectées réalisées dans le cadre d'un marché Innovation du CICIC. Elles serviront aux chasseurs opérationnels sous vol et pour améliorer le soutien par télésuivi. #EuropeAiry2022



Commissariat des armées @SCAArmées - 13 juil
Passage du président de la République @EmmanuelMacron sur le pôle « combattant » où ont été présentées les lunettes connectées et le futur nouveau barillogie des armées. #Resumatory2 @Armees_Gouv @EmmanuelMacron #combattantduavenir



Vous avez participé
Lycée des commissaires des... @ECA... - 2 mai ...
Après une semaine d'intense préparation, le commissaire aspirant Alka a brillamment gagné la finale à Clermont-Ferrand le 02 mai à Paris lors d'une finale de très haut niveau en présence du ministre des Armées.
defense.gouv.fr/actualites/com
@SCAArmées @Armees_Gouv



VOIR...

LE MAG TV DE MAI

Rencontre avec deux commissaires embarqués à bord du Monge et de la Somme, puis zoom sur le rôle de la Plateforme Affertement et Transport (PFAT).



Le directeur central réunit ses chefs d'organisme et les consuls du service pour des sessions d'information

Les 11 et 12 mai, le directeur central du SCA a réuni à Paris l'ensemble des chefs d'organisme et les consuls du Commissariat des armées pour une session d'information intense et indispensable afin que tous aient accès aux grandes actualités du service, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'**« Ambition SCA »**.

La journée du 11 mai fut entièrement consacrée aux chefs d'organisme. Une prise d'armes, en présence du GAA Éric AUTELLET (major général des armées), a ouvert la journée. Celle-ci s'est poursuivie par une présentation des grands sujets d'actualité du service par le directeur central, tels que l'administration du personnel, les ressources humaines, les aspects métiers et la transformation opérationnelle du service (avec une mention particulière pour la mission AIGLE qui a démontré l'excellente réactivité opérationnelle du SCA).

Le directeur central a par ailleurs souligné la qualité du soutien Commissariat en local (groupements de soutien, services locaux du contentieux, plateformes Commissariat) : « *Nous sommes au rendez-vous, vous êtes au rendez-vous au quotidien et dans les opérations* », tout en mentionnant que des efforts restent à fournir pour préparer l'avenir.



Le lendemain, à l'occasion de la réunion des « consuls », véritables ambassadeurs du SCA auprès des organismes dans lesquels ils sont affectés, le directeur central a mis l'accent sur les lignes directrices du projet de service « Ambition SCA », calées sur l'Ambition 2030 fixée par le chef d'état-major des armées, qui constitue le plan stratégique du service pour les années à venir.

Tout en rappelant les grands axes de la directive stratégique du chef d'état-major des armées pour le Commissariat des armées - un SCA opérationnel et résilient, ancré au cœur des armées et qui prépare l'avenir - le directeur central a abordé les chantiers en cours, tant sur l'axe opérationnel (exercice ORION 2023, réarticulation du dispositif Barkhane ou encore crise en Ukraine)



que sur l'axe RH (accent mis sur l'encadrement intermédiaire, qualité de vie au travail et formation des managers) ou sur l'axe du numérique qui comporte de nombreuses pistes d'amélioration.

Compte tenu de la forte dimension opérationnelle du nouveau projet de service et afin de coller à l'exigence de l'hypothèse d'engagement majeur (HEM) fixée par le CEMA, l'officier général transformation opérationnelle (OGTO), le CRG2 Christophe DAUREL¹, a dressé un panorama des sujets d'intérêt opérationnel du service. Le large éventail des actions entreprises par le SCA dans ce domaine démontre son plein engagement du service dans l'ensemble des réflexions opérationnelles du moment et témoigne du renforcement de sa résilience. Une journée qui s'est achevée, comme la précédente, par des temps d'échanges entre les différents participants et le directeur central.

¹ « Rencontres » Soutenir n° 21, page 46



Un printemps chargé pour l'ELoCA de Brétigny !

L'arrivée du printemps a apporté son lot de travail au personnel de l'établissement logistique du Commissariat des armées de Brétigny. L'équipe des « spécialistes embarquement voie ferrée » (SEVF) - chargée d'assurer la sécurité du dispositif de chargement/déchargement - et les caristes ont été pleinement sollicités en raison de la cadence imposée par les arrivées et les départs des trains utilisés pour expédier du matériel du service du commissariat des armées vers les théâtres d'opération africains. Au total, pas moins de sept trains contenant du matériel sont arrivés et/ou sont partis de l'ELoCA de Brétigny au mois de mars. De quoi imposer un rythme soutenu au personnel.

Le mois d'avril a quant à lui été marqué par la visite d'une délégation d'officiers américains spécialisés dans la logistique, venus spécialement d'autre-

Atlantique pour découvrir le matériel soutien de l'homme français. Cette visite fut l'occasion de présenter les matériels SH dont dispose le SCA dans le cadre du soutien d'une division en HEM (hypothèse d'engagement majeur) et d'exposer le rôle de l'ELoCA de Brétigny dans ce cadre. Le CIEC, présent pour l'occasion, a exposé les effets d'habillement et de protection des armées françaises ainsi que les dernières innovations en la matière.

La délégation américaine a ainsi pu obtenir des informations très pratiques sur chaque équipement présenté ainsi que sur les rations, particulièrement envoyées de l'autre côté de l'Atlantique ! Une belle manière de renforcer les liens et la coopération entre nos deux armées.



Le trésor du groupement de soutien de Strasbourg-Haguenau-Colmar

Il dormait entre les lattes d'un plancher depuis quelque cent-cinquante ans, attendant patiemment qu'à la faveur de travaux de rénovation il fut enfin dévoilé.

Le trésor du GS de Strasbourg-Haguenau-Colmar a été exhumé il y a quelques semaines et trône désormais en salle d'honneur du groupement, d'où il a été extrait.

Un peu plus d'une centaine de boutons, cocardes de *mutze* (bonnet) et agrafes d'uniformes de l'armée prussienne (époque 1870-1918) viennent maintenant orner les vitrines de la salle d'honneur et témoignent que le « 15 rue de Phalsbourg » à Strasbourg, construit en 1880, était dédié au soutien de l'homme bien avant que le GS ne s'y installe.



Aux quatre coins du monde, GSBdD et DICOM répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du service



En métropole, les GSBdD démontrent leur engagement opérationnel. À Rochefort-Cognac, le GSBdD a apporté son soutien à l'exercice *Cold Response* de l'OTAN à l'occasion de l'escale du *Dixmude*, l'un des trois porte-hélicoptères amphibiés de la Marine nationale, dans le port de La Rochelle, avant son départ pour la Norvège. La division conduite du soutien du GS s'est notamment chargée de l'approvisionnement en matériel de campement, en carburant et en alimentation.



La Direction du Commissariat des Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) a soutenu la séquence d'exercice majeure des FFDj, *Wakri* et *Amitié*. À l'occasion de cette préparation opérationnelle, la DICOM a déployé du personnel issu de ses différents services dans les plaines désertiques de Djibouti. Cette intervention a permis aux unités des forces de conduire cette séquence de préparation opérationnelle de grande ampleur, mettant ainsi en lumière la pleine capacité opérationnelle du service du commissariat des armées.





La DICOM La Réunion-Mayotte a également relevé haut la main le défi du soutien opérationnel en mettant en œuvre l'intégralité du spectre de ses savoir-faire lors de l'exercice Papangue, conduit par les forces armées de la zone sud de l'Océan Indien (FASZOI). Le personnel de la DICOM a été mobilisé pour assurer un soutien de taille aux forces armées. Une implication remarquée dans tous les domaines du soutien, y compris au sein du poste de commandement, dans les domaines du J1 (personnel), du J4SH (soutien de l'homme), du J8 (finances) et LEGAD.



Polynésie-française



À l'autre bout du monde, en Polynésie-française, le personnel de la DICOM-GSBdD FFPF s'est mobilisé à l'occasion de l'exercice Marara 2022, qui a réuni 13 nations du Pacifique pour s'entraîner à porter assistance à un pays dévasté par une catastrophe naturelle. Un détachement mixte du Commissariat (DMC) composé de 30 militaires de la DICOM-GSBdD a été mis en place avec pour mission principale le soutien à la force déployée, dans les domaines du soutien de l'homme et de l'administration-finances. Plus de 50 tonnes de matériels acheminés par des moyens maritimes français et américains ont ainsi été déployés par le DMC pour soutenir les 250 militaires.



La PFC Sud organise son premier « café des acheteurs » sur la base navale de Toulon



La Plateforme Commissariat Sud (PFC Sud) et la délégation à l'accompagnement régional (DAR) PACA-Corse ont organisé le premier « Café des acheteurs », en partenariat avec le Centre interarmées du soutien métiers et contrôle interne (CIMCI), la Mission achats et la Direction des affaires financières.

Cet événement, qui s'est tenu le 8 avril 2022, a réuni les services acheteurs du ministère des Armées au Conservatoire de la tenue à Toulon. Le but de cette rencontre ? Créer un réseau des acheteurs publics du ministère des Armées et le fédérer.

Première du genre, elle a réuni la Caisse nationale de sécurité sociale militaire de Toulon, le Service de soutien de la flotte, la Direction interarmées des réseaux infrastructure et système d'informations de Toulon, l'établissement d'infrastructure de la défense de Toulon, le groupement de soutien de la base de défense de Toulon (GSBdD), la Direction générale de l'armement/Technique navale du Mourillon, ainsi que les divisions achats et finances de la PFC Sud.

Cette rencontre fut également l'occasion pour les acteurs de la commande publique de la zone de défense Sud, d'échanger sur les problématiques des achats.

Une première édition du « café des acheteurs » tellement réussie qu'une seconde édition a été plébiscitée ! Celle-ci devrait se tenir au dernier trimestre 2022, sur le thème de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

DÉCOUVREZ LE FILM INSTITUTIONNEL DU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Le Festival de Cannes est terminé mais le SCA a décidé de jouer les prolongations ! Il n'était pas à l'affiche sur la Croisette mais risque bien de devenir un des plus gros succès du box-office...

Exit Tom Cruise et Top Gun Maverick, découvrez le film institutionnel du service du commissariat des armées !

Après plusieurs mois d'*acting*, de tournage et de montage, il est enfin disponible ! Pendant 2'12, plongez au cœur des grandes fonctions opérées par le Commissariat des armées au profit des forces et de l'ensemble des ressortissants du ministère.



Suivez le Commissariat des armées sur...

TWITTER
@SCArmees

YOUTUBE
Commissariat des armées

INSTAGRAM
@Commissariat des armées

LINKEDIN
Commissariat des armées

L'innovation à l'honneur au GSBD de Creil

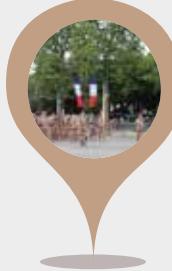
Afin de présenter à ses personnels les derniers projets innovants conduits par le service du commissariat des armées, le groupement de soutien de la base de défense de Creil a organisé, en collaboration avec les centres interarmées du soutien de la chaîne SCA et les entreprises partenaires, un événement intitulé « Innov'SCA ». L'occasion pour les centres interarmées du soutien de faire découvrir au personnel de la base de défense de Creil les dernières innovations en matière de soutien, des nouveaux effets d'habillement militaire aux dernières nouveautés en matière de vivres opérationnels, en passant par la politique de mobilité douce et le développement durable. Etaient présents pour l'occasion le Centre interarmées du soutien équipements commissariat (CIEC), le Centre interarmées du soutien multiservices (CIM), le Centre interarmées du soutien restauration et loisirs (CIRL) et la division numérique du SCA (DIVNUM), aux côtés de sociétés partenaires du SCA telles que RECNOREC, WATTELEZ, ELIO, KEOLIS ou encore ECOTRIPORTEUR.



AGENDA

4 juillet

PREMIÈRE RENCONTRE NATIONALE ENTRE LE SCA ET SES FOURNISSEURS À BALARD (PARIS)



14 juillet

DÉFILÉ DU BLOC DE L'ÉCOLE DES COMMISSAIRES DES ARMÉES (ECA) & DÉFILÉ DU BLOC DU DÉTACHEMENT DE SOUTIEN COMMISSARIAT AUX ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS (ÉCOLE DES FOURRIERS DE QUERQUEVILLE ET DISPOSITIF LOUTRE)

17 et 18 septembre

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE À RAMBOUILLET ET EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE AU PÔLE ÉCOLE MILITAIRE (PARIS)



9 octobre

PARTICIPATION DE LA TEAM SCA AUX 20 KILOMÈTRES DE PARIS



29 septembre

CÉRÉMONIE À L'ÉCOLE DES FOURRIERS DE QUERQUEVILLE POUR SON 110^{ME} ANNIVERSAIRE



Etat-major des armées / France



DÉBUTS DE LA MISSION AIGLE LA « SUPPLY CHAIN » DU SCA, EFFICACE ET RÉACTIVE

Lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'OTAN a décidé de renforcer sa posture défensive et dissuasive sur le flanc Est de l'Europe, conduisant la France à participer à la défense aérienne de la Pologne et à projeter en Roumanie des unités françaises depuis la base aérienne d'Istres.

Dans le cadre de la contribution française à la NRF¹ 22 de l'OTAN et au titre de son rôle de nation-cadre pour l'année 2022, les armées françaises contribuent à ce renfort de protection de force pour leur participation à la défense aérienne de la Pologne, la prolongation de présence des troupes françaises en Estonie au sein de la mission opérationnelle « LYNX », le renfort du groupe aéronaval déployé en Méditerranée pour des missions de défense aérienne et de surveillance au-dessus de la Roumanie et de la Bulgarie, et projection de forces en Roumanie, à travers la mission AIGLE.

Déclenchée le 28 février 2022, celle-ci a d'abord consisté en la projection en Roumanie d'un groupement tactique interarmes (GTIA) d'alerte, également appelé bataillon « fer de lance » ou « Spearhead Battalion² », de la force de réaction rapide (Nato Response Force) de l'OTAN.

Il participe au renforcement de la posture dissuasive, défensive et non aggressive de l'Alliance sur le front oriental de l'Europe. La France, qui exerce le rôle de nation-cadre, est engagée à hauteur de 500 militaires et la Belgique, 300 militaires.

Le rôle assumé par le SCA dans cette opération conforte l'importance du premier pilier du nouveau projet de service « Ambition SCA », qui vise à consolider la vocation opérationnelle du Commissariat des armées et sa résilience. Cet objectif stratégique rejoint directement un des trois axes de l'intention du CEMA pour le service qui doit être opérationnel et résilient.

Dès le 26 février 2022, NATO/SACEUR (*Supreme Allied Commander Europe / Commandant suprême des forces alliées en Europe pour l'OTAN*) a demandé le déploiement du *Spearhead Battalion (SHBn)* de la VJTF22³ en Roumanie. De son côté, le centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées (EMA/CPCO) a ordonné la mise en œuvre des mesures nécessaires à ce déploiement.



OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

CONSOLIDER LA VOCATION OPÉRATIONNELLE ET LA RÉSILIENCE

- Garantir la permanence du soutien des forces
- Consolider la préparation opérationnelle du service et sa capacité à soutenir celle des armées
- Mettre le service en capacité de répondre à l'hypothèse d'engagement majeur (HEM)

COMMISSARIAT DES ARMÉES



Le service du commissariat des armées a participé à la conception, à la préparation et à la montée en puissance de cet engagement opérationnel dans l'urgence. Son action a conduit à engager différents organismes dès fin février 2022 tout en assurant la coordination d'ensemble à partir de l'état-major opérationnel (EMO-SCA)⁴.

Ainsi, dès le début de la crise, une très forte réactivité a permis des prises de décisions rapides, conduisant à l'activation de la cellule de crise de l'EMO-SCA, la mise sous tension des organismes du SCA, et l'intensification de la préparation opérationnelle individuelle.

DÉCLENCHEMENT DE L'ALERTE LOUTRE UNE PREMIÈRE POUR LE SCA

Au regard du contrat opérationnel du SCA et de ceux des armées, le dispositif « Loutre » est notamment employé dans le cadre du concours SCA à l'alerte de l'échelon national d'urgence (ENU) et à la contribution française aux alertes de l'UE et de l'OTAN (NRF).

Ainsi, dès le 26 février, un sous-détachement mixte du Commissariat (S-DMC), armé d'un commissaire à sa tête et d'un trésorier (tous deux projetés en éléments précurseurs, mais rapidement renforcés par d'autres personnels de l'alerte ENU du SCA), a été dépêché sur la base aérienne Mihail Kogalniceanu (*Mihail Kogalniceanu Air Base - MKAB*) dans l'Est de la Roumanie dans le cadre du Harpon du Spearhead Battalion (SHBn).



¹ Nato Response Force : force de réaction rapide

² Bataillon d'intervention immédiate

³ Very High Readiness Joint Task Force 22

⁴ SOUTENIR 21 : rubrique SCA/OPS sur l'EMO-SCA

LES PRINCIPALES RESSOURCES SCA IMMÉDIATEMENT ENGAGÉES

- 700 jeux de plaque pour structure modulaire balistique (SMB)
- 200 gilets pare-balles (GPB)
- 8 000 rations de combat individuelles réchauffables (RCIR)
- 45 000 litres d'eau
- 120 000 masques anti-projection (MAP)
- 50 litres de gel hydro alcoolique
- 2 000 panoplies de protection aux risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC)
- Armoires de campagne - bureaux - chaises



NRF 22 DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le 1^{er} janvier 2022, la France a succédé à la Turquie en prenant la tête du commandement de la NRF 22. La NRF (*Nato Response Force*) est la force de réaction de l'OTAN constituée de composantes terrestres, aériennes, maritimes et des forces spéciales, déployables pour fournir une réponse militaire rapide à une crise émergente, quelle qu'en soit la nature (sécuritaire, humanitaire, etc.). Créea lors du sommet de Prague en 2002, elle est opérationnelle depuis 2004. Elle fonctionne sur le principe de la rotation : les pays de l'Alliance affectent des états-majors et des unités sur des périodes d'un an. Elle est dirigée par une nation-cadre qui en prend le commandement pour 12 mois. Cette NRF est une force multinationale pouvant être déployée sur court préavis, prête et autonome. L'armée de Terre, la Marine nationale et l'armée de l'Air et de l'Espace contribuent à ce dispositif en fournissant 8 000 des 20 000 militaires qui constituent cette force entraînée et déployable en moins de sept jours dans la zone de responsabilité de l'OTAN.

Lors du sommet du Pays de Galles, en 2014, dans le cadre du Plan d'action « réactivité », il a été décidé de renforcer la NRF en créant, en son sein, une « force fer de lance » déployable en 2 jours avant une opération de grande ampleur.

SOUTENIR LE MAGAZINE DU **COMMISSARIAT DES ARMÉES** N°22

■ LE GS DE GRENOBLE-CHAMBÉRY-ANNECY SUR LE PONT DÈS LE 24 FÉVRIER

Le groupement de soutien de la base de défense de Grenoble-Chambéry-Annecy a été activé de manière très précoce, et ce dès le 24 février lorsque, comme nous le précise le CRC2 Maxime, chef du GS, « la 4G a commencé à s'agiter ».

Dès le 27 février, et même déjà la veille de manière officieuse, l'échelon national d'urgence (ENU) est déclenché. Dès lors, tout s'enchaîne très vite : sur les cinq personnels d'alerte (les deux autres partiront un peu plus tard vers l'Estonie), trois éléments du GS rejoignent immédiatement la zone de regroupement principal (ZRP) de Miramas. Le major Fabrice, responsable du matériel SCA, l'adjoint-chef Franck, chef de gestion de site, et le caporal-chef Steve, opérateur SH, sont intégrés au détachement du 27^e BCA pour un décollage les lundi 28 février et mardi 1^{er} mars en direction de l'aéroport de Constanta en Roumanie. Le mercredi 2 mars matin, le sous-détachement mixte du Commissariat (S-DMC) AIGLE est « FOC » (*final operational capability*), c'est-à-dire en pleine capacité de fonctionnement. Rares sont les militaires à avoir pu être « les premiers sur zone ». Désormais, nos militaires pourront partager une telle expérience avec leurs homologues ! Insérés au sein du sous-détachement mixte du Commissariat, nos militaires assurent le soutien de leurs camarades des unités combattantes.

Le GS avait également en charge la distribution des équipements spécifiques pour les forces, tels que les tenues Toundra (vestes et pantalons) et les sur-bottes.

Enfin, pour l'acheminement des 437 personnels vers la zone de regroupement principal (ZRP) de Miramas, 9 cars ont notamment été mobilisés en régie. Ils auront parcouru près de 11 000 km !

AUJOURD'HUI, OÙ EN EST-ON ?

Les unités sont dispersées sur cinq sites différents à travers la Roumanie.

Dans le domaine du soutien de l'homme et de la condition du personnel en opération (SH/CPO), les vivres opérationnels (rations et eau) sont parvenus sur place, de même que les équipements de protection balistique (99% du SHBn équipés) et, en termes d'habillement, le complément d'effets « grand froid ».

⁵ Poste de commandement de contingent national

⁶ Contrôle opérationnel

⁷ National support element



LOUTRE UNE PREMIÈRE POUR LE SCA

Dès le début de l'opération, le S-DMC d'alerte ENU intégré au groupement tactique interarmes (GTIA) d'alerte Guépard (nom du dispositif de l'échelon national d'urgence rénové ou ENU-R au sein de l'armée de Terre) a été activé.

Ce détachement est parti en même temps que le GTIA. Composé principalement de trois unités différentes de l'armée de Terre (une compagnie du 27^e bataillon de chasseurs alpins -27^e BCA-, une compagnie du 126^e régiment d'infanterie et un escadron du 4^e régiment de chasseurs), ce GTIA est commandé par le 27^e BCA.

Au début du mois d'avril, ce sous-détachement mixte du Commissariat s'est étoffé et soutient les forces positionnées en Roumanie au sein de l'échelon de soutien national (ESN) créé début avril. Transformé dorénavant en détachement mixte du Commissariat (DMC) sur proposition de l'EMO-SCA et composé de huit personnels du service postés à Constanta en Roumanie, ce DMC soutient les forces dans ses deux domaines traditionnels que sont l'administration militaire en opération et le soutien de l'homme. Cette organisation renvoie à la révision de l'échelon national d'urgence (ENU), appelée « échelon national d'urgence rénové » (ENU-R) : pour le SCA, elle se traduit par la convergence des fonctions SH et administratives/financières. Ces éléments SCA sont préparés et proches des unités en alerte à soutenir. L'alerte est constituée au profit de Guépard (armée de Terre), de Rapace (pour une base aérienne projetée - BAP) mais également de dispositifs interarmées (zone de regroupement principal - ZRP - et dispositif interarmées d'appui à la projection - DIAP). Il s'agit de constituer des modules génériques, tous constitués de la même manière avec représentation de l'ensemble des fonctions Commissariat (à noter que cela n'est pas systématique dans les S-DMC pour les électromécaniciens frigoristes et la fonction restauration).

En outre, en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la France a décidé du renforcement de la posture défensive dans l'Est de l'Europe. À cette fin, un PC NCC⁵ Terre Europe continentale a été créé. Ce commandement à dominante « Terre » a vocation à assumer l'OPCON⁶ des NSE⁷ des missions AIGLE (NSE Roumanie) et LYNX (NSE Estonie), ainsi qu'à appuyer le soutien de l'opération EUFOR ALTHEA⁸. Installé à Lille, il intègre sous les ordres de l'Adjoint Soutien InterArmées (ASIA) une DIRCOM (J8) dont les fonctions sont intégralement assurées par le Centre Interarmées du soutien administration des opérations (CIAO).

⁸ Force de l'Union européenne ALTHEA, en Bosnie-Herzégovine

⁹ Deux personnels ont été projetés en harpon (chef du sous-détachement Commissariat et sous-trésorier) pour constituer l'ossature du sous-DMC, notamment pour effectuer les premières dépenses nécessaires.

Rejoins par trois pax, ils constituent aujourd'hui le détachement mixte Commissariat (DMC)

¹⁰ Budget opérationnel de programme

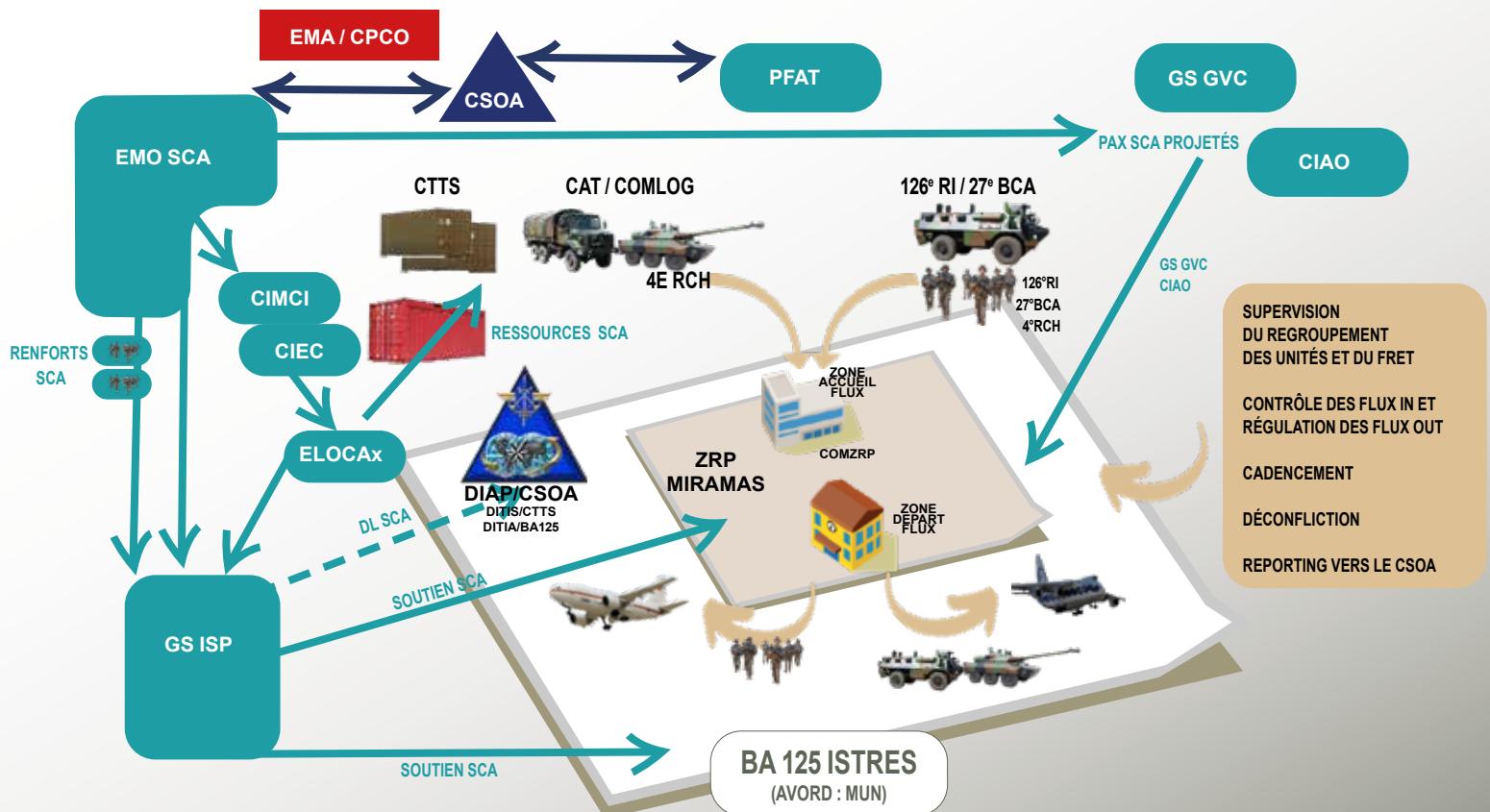


DONNONS LA PAROLE AU CRC1 JEAN-FRANÇOIS, DIRCOM DE CE PC

Dans le cadre du déclenchement de l'opération AIGLE, le Centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO) s'est immédiatement positionné en soutien du Spearhead Battalion projeté en Roumanie. Ainsi, un officier et un sous-officier ont été désignés comme chef du sous-DMC et trésorier, constituant le noyau du DMC dont la montée en puissance a accompagné celle de l'élément de soutien national. Ce DMC va poursuivre sa montée en puissance avec les renforts du dispositif français qui se profilent et les élongations qui vont apparaître sur le territoire roumain⁹. Par ailleurs, j'incarne la DIRCOM à Lille, où je me rends une à deux fois par semaine, pour traiter en lien avec l'ASIA et le chef J4 de l'ensemble des aspects administratifs, budgétaires et financiers qui se révèlent prégnants au regard du statut MISSOPS (mission opérationnelle) affecté aux opérations LYNX et AIGLE.

Outre l'étendue géographique - de l'Estonie jusqu'à la Bosnie Herzégovine - commandée depuis Lille, ces opérations se déroulent dans un contexte interarmées et interalliés inédit. De fait, il faut concevoir les règles administratives, budgétaires et financières opérées sur les théâtres de façon cohérente avec les armées, directions et services dans un contexte budgétaire où chaque dépense est imputée au BOP¹⁰ dont dépend le personnel pour qui cette dépense est engagée. Uniformiser des procédures au profit de théâtres installés LYNX et ALTHEA comme d'un nouveau, AIGLE, constitue un autre challenge. Ces règles s'inscrivent par ailleurs dans un contexte interallié, la France étant tributaire du soutien de certaines nations, tout en offrant des prestations à d'autres. Il s'agit donc d'une mission qui mobilise aujourd'hui les pleines capacités du CIAO, l'ensemble des bureaux étant impliqué à concevoir ce soutien autour d'un concept que l'on imagine se développer ces prochaines années au regard des tensions internationales qui se font jour. Ce travail de conception présente un intérêt en tout point passionnant.

DISPOSITIF INTERARMÉES D'APPUI À LA PROJECTION - Février 2022



■ LE GSBDD ISTRES-ORANGE-SALON DE PROVENCE (GS ISP)

Un acteur majeur a exécuté un volet très concret de la mission. Il s'agit du groupement de soutien de la base de défense d'Istres-Orange-Salon de Provence (GS ISP), sollicité pour assurer le soutien Commissariat de la zone de regroupement principal de Miramas (ZRP). Cette ZRP a été activée fin février afin de permettre l'acheminement en urgence du *Spearhead Battalion* vers la Roumanie. Dans le même temps, la base aérienne 125 d'Istres (BA 125) a été mise en alerte.

Le GS ISP¹¹ s'est ainsi naturellement trouvé engagé dans ces opérations. De nombreux matériels et des hommes ont transité par la ZRP de Miramas puis par la BA 125 au début du mois de mars, entre le 26 février et le 6 mars.

L'implication du GS ISP s'est concrétisée au travers de plusieurs missions :

- de transport routier, en particulier entre Miramas et Istres pour l'embarquement des passagers avions (250 pax toutes les 12h) ;
- de restauration à Miramas via le mess et une cuisine de campagne (élément lourd de cuisson pour 500 rationnaires - ELC 500) ;
- de coordination avec la ZRP et la BA 125 d'Istres.

Le pôle d'Istres-Miramas est également monté en puissance. Cela a permis au chef du GSBdD et à son adjoint d'avoir une vision « haute » de la situation et d'entretenir au bon niveau les relations extérieures (chefs de corps, commandant de la base de défense, état-major de la zone de défense, EMO-SCA), ainsi qu'une représentation, adaptée et au contact, du GS ISP dans les différents centres de crise (ZRP et DIAP via le chef de pôle, BA 125 via le C2 du GSBdD).

Par ailleurs, la bascule de moyens entre pôles a fonctionné (11 personnels de Salon-de-Provence et d'Orange) et a conduit au renfort du mess de Miramas et à l'activation de l'ELC 500 mis en place sur ce site.

¹¹ Depuis 2020 et le début de la crise COVID, la division conduite du soutien (DCS) est montée en puissance et son chef agit comme un chef OPS ou un chef BOI (préparation des opérations, dialogue avec les chefs de pôle, synthèse pour le commandement du GS, échanges avec l'EMO/SCA...), aux attributions et compétences transverses (transport, achats-finances, restauration, logistique)

Le système de renforts RH SCA, indispensable, a parfaitement fonctionné. En effet, l'EMO-SCA a accordé des renforts au GS ISP (4 personnels dans la fonction restauration, 19 chauffeurs et 19 vecteurs grâce au maintien de deux « dispositifs de fin de mission »). Quatre logisticiens (deux électromécaniciens frigoristes (EMF) de l'ELoCA de Roanne et deux gestionnaires des approvisionnements de Marseille) ont été déployés pour la mise en œuvre de l'ELC 500 (voir page 21 le témoignage de Denis, expert maintenancier de l'ELoCA de Roanne).

Le GS ISP a anticipé et a assuré la montée en puissance rapide du dispositif de soutien SCA : restauration, transport, ravitaillement en matériels COVID et de nettoyage, plein des cuves de la station carburant, mise à disposition de badges carburant, de bennes à ordure, achats urgents notamment via la mise en place d'une avance de trésorerie pour l'activité des forces, mise en place sur la ZRP Miramas du matériel Soutien de l'homme - SH -, de vivres opérationnels et d'effets de pro-

tection depuis les établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) de Marseille et de Roanne.

En une semaine, 18 containers de ressources SCA ont été expédiés en Roumanie par voie aérienne.

Le GS ISP a soutenu 800 personnes à Miramas, au plus fort des flux (200 permanents du site, 200 renforts ZRP, 400 personnels en transit).

Cette opération a enfin contribué à améliorer notamment la synergie du GS ISP avec le dispositif interarmées d'appui à la projection (DIAP) du centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA) et le 503^e régiment du train (503^e RT), responsable de la ZRP.

TÉMOIGNAGE

Pour nous, le CRP Loïc est revenu sur la manœuvre d'ensemble qui a impliqué le GS ISP, et notamment la division conduite du soutien dont il a la responsabilité.

QUEL A ÉTÉ LE RÔLE DU GS ISP AU COURS DU DÉCLENCHEMENT DE LA MISSION AIGLE ?

Le rôle du GSBdD ISP a été double. D'abord, l'aspect le plus visible est la contribution du GS au déploiement du bataillon d'alerte de la force de réaction rapide (*NATO Response Force (NRF)*) en Roumanie à partir de la ZRP de Miramas. La ZRP permet, notamment par sa capacité en hébergement, le recueil de la force, la finalisation de sa préparation et enfin sa régulation vers le ou les sites identifiés de projection. En l'occurrence la base aérienne 125 d'Istres, puis la Roumanie.

Dans le cadre de l'activation de la ZRP, le GS ISP a délivré le soutien Commissariat dans le domaine de la restauration, de la gestion de base vie, de l'achat et du transport terrestre au profit des militaires déployés en Roumanie mais aussi du personnel concourant à l'activation de la ZRP (maintenance / protection / transport des matériels / priorisation des flux, etc.).

Le soutien restauration a été délivré dans un pre-

mier temps à partir du mess permanent de Miramas (faible capacité) du pôle Istres-Miramas, puis à partir d'un ELC500 (élément lourd de cuisson pour 500 rationnaires) déployé pour l'occasion.



Le soutien gestion de base vie a consisté à assurer la mise en place de bacs de déchets, la délivrance de carburants, la mise en place d'une laverie (unité de traitement du linge en campagne - UTLC) et la fourniture de couchages.



Le soutien transport terrestre a principalement consisté en la mise en place de cars et de poids lourds, avec les chauffeurs associés, afin de convoyer les militaires projetés jusqu'à la BA125 pour y être embarqués dans des aéronefs. Il a été aussi nécessaire de mettre en place un dispositif de transport souple et réactif pour ramener les nombreux pilotes de véhicules (VAB / AMX 10RC / Auverland / PPLog, etc.) en charge des rotations entre la ZRP et la BA125.



En qualité de détachement de liaison SCA auprès du centre opération de la ZRP, le chef de pôle d'Istres-Miramas du GS ISP avait pour mission, outre le recueil des

expressions de besoins au plus près, de suivre la ressource (containers) SCA en matériels de soutien de l'homme et vivres opérationnels transitant vers la ZRP.



Ensuite, le soutien de la BA125 a dû être étoffé du fait de son engagement dans des missions de ravitaillement en vol au titre du renforcement de la posture dissuasive de l'OTAN sur le flanc oriental de l'Europe. Il faut souligner que les autres missions de la base aérienne 125 ont continué, notamment l'accueil des VAM départs et retours d'OPEX (la BA125 accueillant dorénavant le hub des armées), ou encore un exercice de dissuasion nucléaire, générant une importante activité de soutien. L'activité aérienne et ses contraintes ont parfois imposé des modifications de vols, avec un besoin associé de restauration de circonstance pour les passagers. En outre, il a été nécessaire de préparer un camp de toiles pour l'accueil de potentiels renforts de protection.



L'activation de la ZRP a été prononcée sans préavis et l'effet à obtenir en termes de soutien était quasi immédiat, sans que l'on connaisse précisément la date de fin. Une réunion des cadres de la division conduite du soutien (DCS) et du pôle Commissariat d'Istres a très rapidement permis de produire un plan de soutien validé par le chef du GS ISP au regard des quelques informations dont nous bénéficiions. Les nombreuses hypothèses de soutien associées aux évolutions fréquentes des plans de chargement des aéronefs modifiaient de manière régulière et immédiate le besoin de soutien. C'est dans un environnement particulièrement mouvant, lié au contexte d'urgence opérationnelle, qu'il a été nécessaire d'œuvrer.

COMMENT SE SONT ARTICULÉS LES RÔLES ENTRE LE GS, LA ZRP ET LA BA 125 ?

Le GS ISP, en s'appuyant sur l'organisation NG (nouvelle génération), a simplement dû répartir le rôle de chacun des acteurs du GS vis-à-vis des différents protagonistes (ZRP / BA125 / CIMCI / EMO-SCA).

Ainsi, le chef du GS était l'interlocuteur privilégié de l'EMO-SCA et du COMBdD ISP. Son adjoint représentait le GS au centre de crise de la BA 125. Et la DCS, notamment le bureau coordination production (BCP), était l'interlocuteur privilégié des centres interarmées du SCA.

Enfin, le Pôle Istres-Miramas délivrait le soutien sur les sites de Miramas et de la BA125. Il a été décidé de délocaliser le chef de pôle à Miramas et de lui confier la mission de détaché de liaison SCA (DL SCA) dans le centre opération de la ZRP. Au plus près du besoin de soutien et en contact permanent avec le centre opération, il a été un véritable atout. Son adjointe s'est focalisée sur le soutien de la BA125, elle aussi en pleine effervescence.

Le GS ISP avait déjà éprouvé le nouveau modèle d'organisation lors des évacuations sanitaires de Wuhan en janvier 2020 à la suite du coronavirus. Ce modèle NG s'est à nouveau révélé particulièrement pertinent durant cette seconde crise liée à la guerre en Ukraine : il permet la convergence de toutes les activités de soutien du SCA.

QUEL A ÉTÉ VOTRE RÔLE EN TANT QUE CHEF DE LA DIVISION CONDUITE DU SOUTIEN ?

En qualité de chef de la DCS, mon rôle a tout d'abord consisté à préparer le déploiement. Ce travail de planification et d'anticipation des besoins en renforts RH et matériels, en lien avec le pôle, s'est avéré déterminant par la suite. J'ai ensuite piloté et coordonné les opérations de soutien, par exemple en ordonnant des bascules de moyens entre les trois pôles.

Le chef de la DCS, au travers du Bureau Coordination Logistique, du Cercle et du Bureau Ressources, dispose des moyens pour soutenir ce

déploiement d'ampleur et peut agir directement sur de nombreux leviers (logistique, transport, gestion de base vie, restauration-loisirs et finances). Les deux autres pôles du GS ISP, Salon de Provence et Orange, ont servi de réservoir de forces. Là encore, le modèle GS NG est une force et permet une excellente réactivité locale.

EN QUOI LA *SUPPLY CHAIN* DU SCA A-T-ELLE ÉTÉ PARTICULIÈREMENT RÉACTIVE ?

À la suite de la mise en alerte le jeudi 24 février et alors même que nous ne disposions que de bribes d'informations, nous avons fait le choix de nous mettre en capacité de soutenir qualitativement un effectif important dans le domaine de la restauration et du transport. Nous avons ainsi exprimé très rapidement un besoin précis. L'EMO-SCA a validé notre besoin permettant ainsi au Centre interarmées du soutien métiers et contrôle interne (CIMCI) de donner les directives de préparation aux différents établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) et de désigner les GS devant fournir des renforts. Le matériel nécessaire au soutien de la ZRP (ELC500 – Élément Lourd de Cuisson pour 500 rationnaires-, KC20 – frigos) est arrivé le samedi 26 février au soir, permettant un montage rapide de l'ELC500 sans qui le soutien restauration n'aurait pas été possible à temps. Les renforts en personnels, validés par l'EMO-SCA, ont rejoint le site le lundi. L'ELC500 fut opérationnel le mardi 1^{er} mars. Il a été nécessaire de fermer le Mess Officier implanté sur la BA701 et de transférer des effectifs vers le site de Miramas (ELC500).

Au titre du transport terrestre, nous avons bénéficié d'un renfort immédiat de 19 chauffeurs et véhicules, dont certains étaient déjà présents au titre du soutien du hub des armées d'Istres.

La réactivité de l'ensemble de la *supply chain* est à souligner. De la même manière, l'Économat des armées (EdA) a ouvert un créneau de livraison supplémentaire et permis ainsi l'approvisionnement en urgence de l'ELC500.

QUELS SONT, SELON VOUS, LES FACTEURS CLÉS CONTRIBUANT À LA RÉUSSITE DE LA MISSION ?

L'anticipation et la réactivité, la connaissance des moyens et des process, l'implication du personnel et enfin le pragmatisme et le sens de l'adaptation :

- **Anticipation et réactivité** : il s'agit du point de départ de la demande de matériel. Une demande décalée de matériel avec un délai complémentaire d'un ou deux

jours aurait généré une mise en œuvre de l'EL500 trop tardive. Cela aurait fait reposer le soutien alimentaire sur une structure permanente sous-dimensionnée, dans l'incapacité de répondre à ce besoin.

- **Connaissance des moyens et des process** : elle permet de définir la solution de soutien la plus adaptée.
- **Pragmatisme et adaptation** : le manque ou le surcroît d'informations parfois contradictoires requièrent un pragmatisme certain. Il a donc été nécessaire d'adapter le dispositif de soutien en conduite. L'objectif recherché était de permettre l'accueil des militaires projetés dans de bonnes conditions tout en ayant à l'esprit la possible prolongation de cette activation dans le cadre du déploiement d'autres unités. Il fallait donc être aussi capable de « durer » et de préserver du potentiel.
- **Implication du personnel** : le caractère opérationnel et l'urgence de cette mission ont rassemblé, une nouvelle fois, le personnel du GS ISP. Ainsi, des personnels militaires ont reporté d'eux-mêmes leurs permissions pour contribuer à l'effort général. Certains personnels civils ont démontré une très forte disponibilité pour répondre aux exigences de cette mission. Le personnel s'est conduit de manière remarquable dans une situation d'urgence opérationnelle.

CHIFFRES CLÉS

Le GS ISP, dans le cadre de la mission AIGLE, a bénéficié d'un élément lourd de cuisson (ELC 500) et de 3 KC20 Frigos. Ces matériels ont été déployés par le personnel des ELoCA de Roanne et de Marseille.



Ces matériels de campagne ont permis le soutien des militaires projetés, mais aussi de ceux chargés de la protection, de la maintenance et du transport. Cela a représenté un effectif maximal de 700 rationnaires. Des rations de combats et des effets complémentaires ont été distribués aux militaires projetés. En outre, du fait des conditions d'accueil dégradées en Roumanie, le GS ISP a fourni en urgence 2 containers, l'un de rations de combat et l'autre de palettes.

Le site de Miramas a bénéficié des renforts suivants :

- trois renforts Restauration provenant d'autres GS ;
- 10 renforts RHL (restauration-hébergement-loisirs) et LOG (logistique) du pôle de Salon-de-Provence ;
- un renfort « logistique » du pôle d'Orange ;
- 19 renforts conducteurs et leurs véhicules (cars/poids lourds/cargo).

Un certain nombre de cadres du GS ISP a été déployé ponctuellement sur la ZRP afin de contribuer à l'encadrement du personnel SCA.

Le GS ISP a ainsi contribué très activement au déploiement de plus de 500 militaires, plus de 180 véhicules et 50 TC20 (transport container de 20 pieds) en Roumanie.

■ ELoCA DE ROANNE

L'établissement logistique de Roanne a également contribué à la manœuvre, en mettant en place sur la ZRP de Miramas un élément lourd de cuisson (ELC 800 pour 800 rationnaires), modèle spécifique pour le soutien des bases aériennes projetées.

L'installation de ce matériel essentiel à l'alimentation des personnels de passage avant leur départ pour la Roumanie a reposé sur la présence de deux personnels de l'ELoCA de Roanne mobilisés dès le 24 février 2022. Il s'agit de l'adjudant Benjamin et de monsieur Denis.

Donnons la parole à monsieur Denis, expert au sein de l'atelier de maintenance de l'ELoCA, qui nous raconte comment cela s'est passé concrètement :



“ L'alerte a été donnée le 24 février. Et dès le 25, il fallait trouver deux volontaires pour installer un élément lourd de cuisson à Miramas. L'ELoCA était fermé, et moi en vacances, mais j'ai évidemment dit oui immédiatement, ainsi que l'adjudant Benjamin. Nous sommes partis le dimanche 26 à 4h du matin, direction Miramas avec nos deux caisses à outils. Une fois arrivés à 8h sur place, et le matériel retrouvé dans cette fourmilière qu'était la ZRP, nous avons pu commencer à travailler. Tout ne s'est pas passé comme prévu, car la porte du BACHMANN¹² était trop étroite pour faire passer l'ELC... Il a fallu se débrouiller et faire rentrer les containers un par un et sur la tranche ! Nous n'étions pas au bout de nos peines ! En effet, si des plots sont prévus pour arrimer l'ELC au sol, ils ne correspondaient pas au bon modèle. Il a fallu casser le béton et inverser les marches de fonctionnement sur l'ELC, le tout bien sûr très rapidement car le matériel devait fonctionner dans les plus brefs délais ! Je connais ce matériel par cœur, dont j'assure les visites systématiques annuelles, avec les démontage et remontage associés. Les opérations ont donc pu être menées très vite.

Ce que je retiens de cette expérience, c'est le plaisir d'installer un matériel pour que les camarades puissent manger chaud. J'ai ressenti une vraie fierté car on sait qu'on installe un matériel et qu'il va fonctionner, qu'il va être utile. On voit ainsi que notre travail a un sens très concret ! Ce qu'on fait sur le matériel pendant un mois en amont sert vraiment à quelque chose.

Je n'ai plus entendu parler du matériel depuis, ce qui signifie que tout a bien fonctionné, même si l'ELoCA de Marseille aurait été en charge du dépannage si cela s'était avéré nécessaire. **”**

¹² Nom usité pour les abris demi-tonneau destinés à offrir un environnement de protection sûr, discret et sécurisé pour stocker ou maintenir différents types de matériels militaires.

■ ELoCA DE MARSEILLE

Dans le cadre du déploiement de la mission *AIGLE*, lors du week-end du 25 février 2022, l'ELoCA de Marseille a préparé et expédié 12 conteneurs composés d'effets NRBC, de gilets pare-balles et de vivres opérationnels, et ce dans des délais très contraints.

La semaine suivante, ce fut au tour de la préparation d'une vingtaine de conteneurs de matériels de vie en campagne et de remorques.

Dès les alertes, une chaîne d'assemblage de cartons de plaques balistiques de classe 4 a été réactivée ainsi qu'une chaîne de vérification de gilets pare-balles de classe 3 (GPB S3) afin de qualifier un maximum de ces gilets permettant ainsi des expéditions dans les meilleurs délais vers le flanc Est.

L'ELoCA de Marseille a su compter sur l'appui du GS de Marseille-Aubagne notamment pour le transport des GPB S3 vers l'ELoCA de Brétigny et Miramas où deux opérateurs en logistique se sont rendus afin d'aider au déploiement d'une cuisine de campagne pour 500 rationnaires (ELC), accompagnés de frigoristes de l'ELoCA de Roanne du 27 février au 1^{er} mars.

D'AUTRES ORGANISMES ONT ÉTÉ AU RENDEZ-VOUS...

■ ELoCA DE BRÉTIGNY

L'établissement logistique du Commissariat des armées de Brétigny a été associé aux opérations de transfert de matériels vers l'Europe de l'Est, en l'occurrence 1 000 ensembles gilets pare-balles/casques et 18 tenues de démineurs. Plus précisément, le 2 mars, l'ELoCA a chargé un convoi armé par le 515^e régiment du train, venu récupérer ces matériels cédés par la France à l'Ukraine.

■ ELoCA D'ANGERS

De son côté, l'établissement logistique du Commissariat des armées d'Angers a été sollicité à deux reprises :

- Il a reçu la mission de préparer, de charger et d'expédier des rations (50 000 RCIR, soit 200 palettes) au profit de l'ambassade de France en Pologne.

- Le 8 mars 2022, il a chargé 5 camions en provenance de la BA 106 de Bordeaux-Mérignac. L'ensemble est arrivé à destination le 12 mars 2022.

■ LA PFAT

La Plate-Forme Affrètement et Transport (PFAT) est constituée de trois bureaux achats d'affrètement et de Transport (BAAT), tous polyvalents. Un acheteur dédié gère la procédure de passation des marchés subséquents (MS) issus de l'accord-cadre (AC) relatif au « transport international de fret par voie routière commerciale », au sein de l'espace défini par les pays de l'Europe géographique et du pourtour méditerranéen, ainsi que la Jordanie, au profit du ministère des Armées et d'autres ministères. Cet accord-cadre a été utilisé dans le cadre de la mission *AIGLE*.

Le processus est très rapide : l'acheteur constitue un document de consultation simplifié et transmet ce dernier aux titulaires de l'AC qui doivent répondre en moyenne sous une semaine. Les offres reçues sont ensuite analysées par l'acheteur et par le prescripteur (centre du soutien des opérations d'acheminement-CSOA - implanté également sur le site de Villacoublay) pour la partie technique. L'acheteur rédige notamment le rapport de présentation et prépare toutes les correspondances avec les opérateurs économiques. Un circuit court de validation a été mis en place (acheteur, chef de bureau, directeur). La notification doit intervenir dans les cinq jours suivant la date limite de remise des offres. Certains MS typés « urgents » sont notifiés en un jour après celle-ci.

De façon générale, ces MS répondent à des besoins opérationnels (ravitaillement d'un bâtiment de la Marine nationale, envoi de fret pour des exercices militaires ou autres, pour des unités

stationnées aux frontières de l'Europe). Les demandes parviennent souvent dans des délais très courts et la PFAT doit faire preuve de réactivité pour que les besoins soient satisfaits dans les temps.

Le conflit en Ukraine a considérablement accru l'activité de la cellule, renforcée par un acheteur supplémentaire. Dans ce contexte, la mission *AIGLE* participe à cet effort et le bataillon mis en place par l'OTAN est fourni en matériel notamment via les MS notifiés par la PFAT. Tout récemment, l'opérateur du SCA a conclu 3 MS pour un montant de 60 000 € pour un poids de 52T et un volume de 280 m³. Ont été transportés des sacs à terre (conditionnés sur palette), des barbelés de différents diamètres, des mâts d'éclairage (conditionnés sur remorque) et des aménagements modulaires du génie (conditionnés en vrac).

EN CONCLUSION

Le SCA a répondu avec réactivité à l'ensemble des demandes liées à cette crise dans un contexte assez particulier (mesures COVID et absences). Le service a été très réactif sur les demandes grâce à la connaissance et à la très bonne coopération entre les bureaux et organismes en charge de la logistique, de l'équipement du combattant ou de l'administration des opérations.



RETEX DU CRC1 ALEXANDRE, CHEF DE L'EMO-SCA

QUELLES ONT ÉTÉ LES RAISONS DU SUCCÈS POUR LE SCA DANS SA CONTRIBUTION À LA MISSION AIGLE ?

J'en vois trois principales :

- d'abord, et dès décembre 2021, la présence permanente de l'EMO-SCA dans les instances quotidiennes de planification de la chaîne des opérations : EMA/CPCO et EMO-T mais aussi avec le centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA) et le centre pour les opérations interarmées (CPOIA). Ce travail de préparation a été conforté par notre participation aux différentes équipes liaisons reconnaissance théâtre (ELRT) qui se sont ensuite rendues en Roumanie. J'y ajoute également la très bonne liaison avec le commandement des forces terrestres (CFT) à Lille ;
- ensuite, la capacité de l'EMO-SCA à mobiliser et intégrer les expertises nombreuses du service pour le soutien des engagements opérationnels, les CIS, la DC (les bureaux logistique et habillement/soutien de l'homme) mais aussi le « ticket » constitué par l'EMO et le CIAO ;
- enfin pour la phase concrète de projection, avoir pu s'appuyer sur l'alerte Loutre, sur la grande relation de confiance avec nos interlocuteurs des centres interarmées du soutien « Métiers et contrôle interne » et « Équipements Commissariat » (CIMCI ou du CIEC) mais aussi sur le sens de la mission des ELoCA et des différents GS mobilisés pour ajuster sans cesse nos interactions avec les acteurs précités de la chaîne opérationnelle des armées (CPCO, CSOA, état-major opérationnel –Terre).

QUELS SONT LES ENJEUX DE LA POURSUITE DE CETTE MISSION ?

Ils sont nombreux car, passé le succès du déploiement initial, nous devons maintenant inscrire notre action dans la durée avec tous les acteurs des armées et de l'interarmées. Ainsi, les détachements des composantes aéroterrestres en Roumanie mais aussi ailleurs à l'est de l'Union Européenne ou de l'Alliance pourront affirmer leur mission de préparation opérationnelle.

En particulier, avec l'armée de Terre et le CPCO, nous devons poser un modèle de soutien Commissariat efficace afin que le *Battle Group Forward Presence* puisse s'entraîner là et comme cela lui convient. Cela passe par bien adapter nos capacités locales (celles du DMC) et bien parfaire notre contribution au niveau opératif de la mission au sein du NCC-T EUROPE stationné à Lille. Nos études sont denses et collectives : outre les précédents acteurs bénéficiaires ou partenaires, nous nous efforçons d'y associer l'Économat des armées et de rechercher toute les options de convergence entre les possibilités offertes par la nation hôte, par les nations partenaires et notre logistique « patrimoniale ».



LA PRISE EN CHARGE DIRECTE (PCD) POUR SOULAGER LA TRÉSORERIE DES AGENTS CIVILS ET MILITAIRES ET DE LEURS FAMILLES

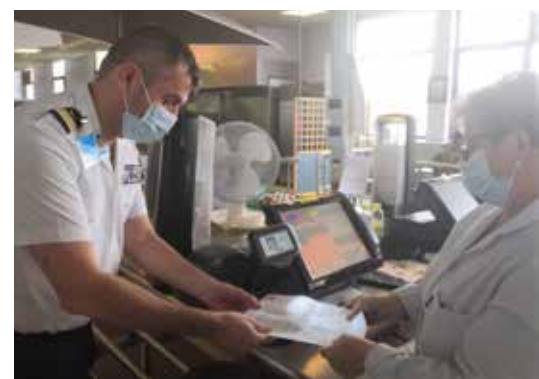
Lancé en octobre 2017, « Le plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires » visait à apporter des améliorations concrètes dans le quotidien des militaires et de leurs familles. Un des axes avait pour objectif de « mieux prendre en compte les absences opérationnelles » en supprimant notamment « l'impact des déplacements professionnels sur la trésorerie des ménages » tout en simplifiant les démarches.

Alors que la **PFMD**¹ (plateforme multi-déménageurs) a constitué une première phase de travaux pour la mise en œuvre de la PCD sur le volet des changements de résidence et représente déjà plus de 48% des déménagements opérés en métropole, le projet AMA (agence de mobilité des armées), développé sur le volet des déplacements temporaires dès 2018, constitue la seconde phase de ces travaux issus du plan Famille. Protéiforme et porté par le service du commissariat des armées, ce projet comprend en cible une application smartphone, **ALIDADE**, offrant un bouquet de services liés à la mobilité en prise en charge directe (PCD). Les sous-projets de l'AMA sont aujourd'hui en cours d'expéri-

mentation, avant leur déploiement généralisé. Focus sur ces différents systèmes de PCD et leur état d'avancement.

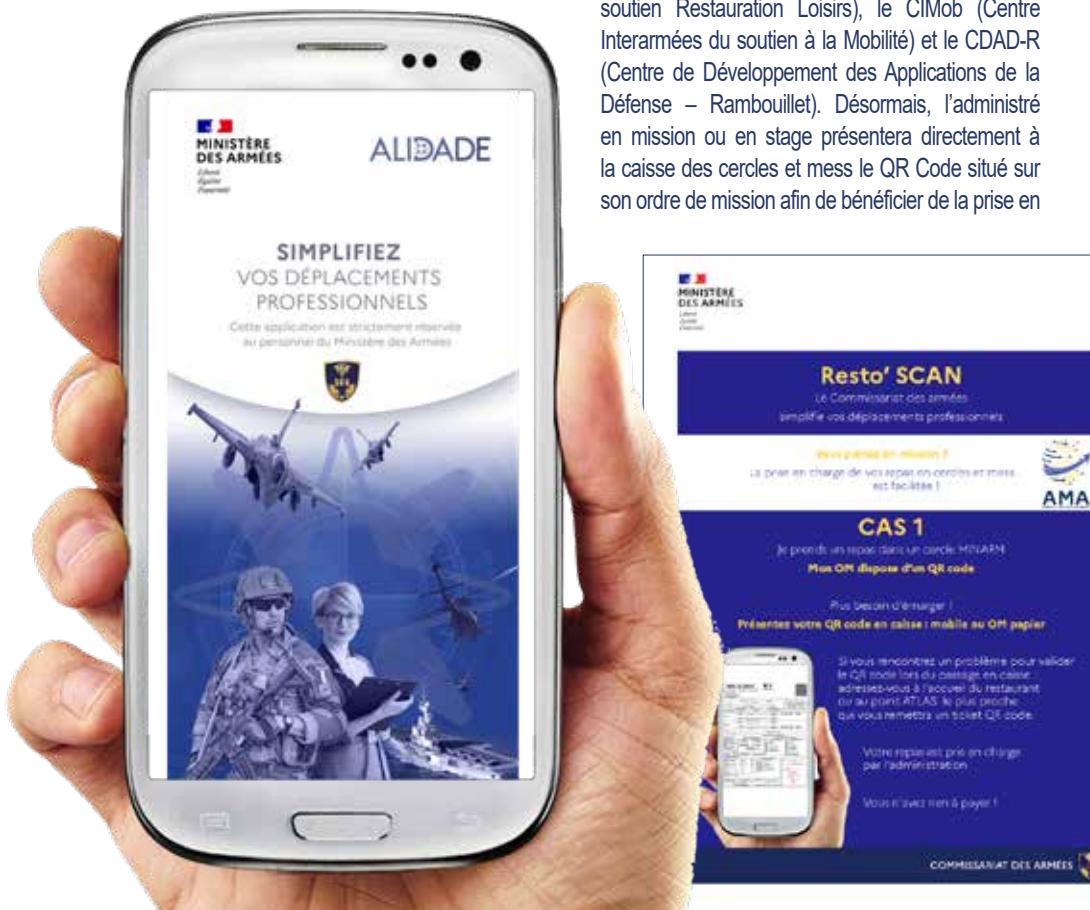
Resto'SCAN est le premier dispositif de PCD à avoir été lancé dans le cadre de l'AMA. Si la prise en charge directe existait déjà dans le domaine de l'alimentation en secteur administratif (cercles et mess) depuis 2019, la nouveauté porte sur la mise en œuvre de Resto'SCAN. Modernisant et simplifiant l'accès aux restaurants administratifs pour le missionné, Resto'SCAN facilite et fiabilise le contrôle interne.

Ce projet a été développé dans le cadre d'une étroite collaboration entre le CIRL (Centre Interarmées du soutien Restauration Loisirs), le CIMob (Centre Interarmées du soutien à la Mobilité) et le CDAD-R (Centre de Développement des Applications de la Défense – Rambouillet). Désormais, l'administré en mission ou en stage présentera directement à la caisse des cercles et mess le QR Code situé sur son ordre de mission afin de bénéficier de la prise en



charge directe de son repas. Aujourd'hui mis en place à titre expérimental à Besançon, Bourges, Lyon, Tours et Rambouillet, le système sera déployé au niveau national au cours du dernier trimestre 2022.

¹ PFMD : dispositif permettant de simplifier les démarches impliquées par un déménagement, notamment grâce à la prise en charge directe des frais par l'administration



Resto' SCAN

CAS 2
Je prends un repas dans un cercle MINARM
Mon OM ne dispose PAS d'un QR code

Dirigez-vous vers l'accueil du restaurant ou au point ATLAS le plus proche pour y présenter votre OM.

Il vous sera remis un ticket QR code (format papier ou numérique sur votre mobile) valable toute la durée de votre mission.

CAS 1
Je prends un repas dans un cercle MINARM
Mon OM dispose d'un QR code

Plus besoin d'échanger !
Présentez votre QR code en caisse (mobile ou QR papier)

Si vous rencontrez un problème pour valider le QR code lors du passage en caisse, adressez-vous à l'accueil du restaurant ou au point ATLAS le plus proche qui vous remettra un ticket QR code.

Votre repas est pris en charge par l'administration

Vous n'avez rien à payer !

Présentez le QR code affiché sur votre commande lors du passage en caisse.

Votre repas est pris en charge par l'administration

Vous n'avez rien à payer !

COMMISSARIAT DES ARMÉES

La PCD de l'hôtellerie est apparue comme un sujet prioritaire selon le besoin exprimé par les armées.

“ Ce projet n'est pas construit hors sol. Nous avons travaillé la PCD en association avec les armées, en montant des ateliers avec leurs représentants pour en faire un outil qui soit vraiment tourné vers elles, au plus près de leurs besoins. ”

CRP Mélanie, chef de section frais de déplacements
DCSCA/SDDIEJ/BDI, adjointe au directeur de projet AMA

Elle est opérée via le marché agence de voyages (MAV) du ministère dont CWT (Carlson Wagonlit Travel) est le prestataire unique. Pour l'heure, elle concerne l'hôtellerie privée et doit intégrer l'hôtellerie patrimoniale (cercles militaires) par la suite. La réussite de l'hôtellerie privée en PCD repose aujourd'hui sur un double enjeu : proposer une couverture hôtelière suffisante sur le territoire, notamment dans les zones d'intérêt du ministère et offrir une hôtellerie de qualité. Le SCA travaille ainsi avec CWT à enrichir le panel des hôtels proposés dans les villes à forte activité de déplacements professionnels pour les agents du ministère et au bon niveau de qualité requis. Ces réservations en PCD hôtellerie privée font aujourd'hui l'objet d'une expérimentation dans les organismes SCA. Pilotée par le CIMob, elle s'opère via le plateau opérateur voyages (POV) à Lille, qui effectue les réservations au regard des demandes et souhaits des missionnés (près du lieu de mission, de la gare, etc.). Les offres d'hôtellerie en PCD s'entendent petit-déjeuner et taxes inclus. À l'issue de leur mission, les agents qui ont utilisé la PCD reçoivent un questionnaire leur permettant d'évaluer la qualité de l'hôtel, la prestation du POV, les délais de réception des vouchers, etc. Un outil de gestion des réclamations SPHINX est également mis à disposition des missionnés pour faire remonter au prestataire CWT tout problème lié à la PCD rencontré lors d'un déplacement. Ces remontées d'informations sont primordiales pour garantir un meilleur niveau de satisfaction client.

LE SAVIEZ-VOUS ?

De l'anglais *voucher* (« ticket »), issu du verbe *to vouch* (« se porter garant »), de l'ancien français « *voucher* », un « *voucher* » est un bon émis par certaines agences et donnant droit à des services. Titres échangeables contre des prestations. Synonymes : bon, bordereau, coupon.

En cible, la réservation des prestations en PCD sera accessible à tous les missionnés sur l'application ALIDADE. En cours de développement, cette application pour smartphone vise l'autonomie du missionné dans ses démarches de réservation de billetterie (train, hôtel, etc.) en ligne dans le cadre d'un déplacement professionnel.

L'offre d'hôtellerie privée et patrimoniale en prise en charge directe doit être distinguée de l'application « e-Hôtel » qui deviendra, à terme, un outil exclusivement dédié à la réservation « loisirs ». L'AMA et ALIDADE sont quant à elles exclusivement dédiées aux voyages professionnels (missions et stages). Si pour l'heure les deux systèmes fonctionnent encore de concert, « e-Hôtel » n'offre pas la possibilité d'une PCD, contrairement aux hôtels accessibles grâce à l'AMA et à ALIDADE.

Une version expérimentale sera lancée en septembre, avec une mise en service prévue au 1^{er} trimestre 2023, pour l'ensemble des armées, directions et services du ministère.

LE SCA SE MOBILISE POUR UNE GESTION PLUS RESPONSABLE DES DÉCHETS

Écologie, économie verte, préservation de l'environnement, développement durable, gestion différenciée des espaces verts, traitement des déchets... Des mots qui sont sur toutes les lèvres aujourd'hui mais de quoi parle-t-on concrètement ?

Pour mieux comprendre les enjeux liés à la gestion responsable des déchets au SCA, revenons-en aux fondamentaux.

Avant toute chose, qu'appelle-t-on « déchet » ? Si on s'en réfère au Code de l'environnement, un déchet se définit comme « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défaît ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ». Ils sont caractérisés par leur nature (organique ou inorganique), leur producteur (ménage, industrie, administration) ainsi que par leur dangerosité (non dangereux ou dangereux).

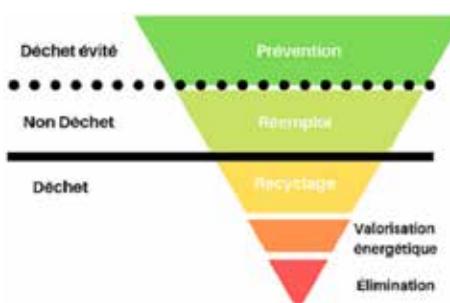
Notre société est actuellement conditionnée par un mode linéaire de fabrication et de consommation : extraire, produire, consommer et jeter. Ce modèle induit une production accrue de déchets. Une hausse de 70% de la production mondiale des déchets est attendue d'ici 2050. Nous sommes donc aujourd'hui amenés à faire face à un enjeu de réduction massive des déchets afin de préserver l'environnement, dans le but d'éviter les risques de pénuries d'exutoires¹, d'économiser les ressources et de continuer à alimenter l'industrie française en matières premières. En outre, ces objectifs sont conditionnés par le besoin de maîtriser les coûts et de développer l'économie circulaire. Cela rompt avec cette logique linéaire et s'attache à concevoir, produire et recycler autrement : il s'agit ici d'intégrer l'exigence européenne de réduction des déchets² à tous les niveaux, depuis la conception, en passant par la production, jusqu'à la valorisation ou l'élimination.

Le ministère des Armées est un producteur important de déchets, caractérisés non seulement par leur volume – 35 000 tonnes annuelles – mais également par leur diversité. Conscient de ses responsabilités en matière de préservation de l'environnement, le MINARM a mis en place une stratégie ministérielle relative aux déchets : il consacre annuellement 35 millions d'euros aux prestations de collecte et de traitement des déchets et entend s'engager dans des actions volontaristes de maîtrise de la production des déchets et d'optimisation de leur gestion sur l'ensemble de ses sites (en métropole, dans les départements d'outre-mer et à l'étranger).



Concrètement, qu'est-ce qu'un traitement responsable des déchets ?

Un traitement responsable des déchets consiste tout d'abord en la hiérarchisation et la priorisation de cinq modes³ de traitement :



1. l'action à privilégier en premier lieu est la **prévention**, tant quantitative (réduction de la masse et du volume des déchets) que qualitative (réduction de la nocivité des déchets) : le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas ;
2. vient ensuite le **réemploi** : il s'agit de donner une seconde vie à un objet afin qu'il n'acquière pas le statut de déchet ;

3. puis vient le **recyclage**, qui suppose de réintroduire le déchet au cycle de production dont il est issu et de valoriser sa matière, comme c'est le cas avec le compostage ;

4. arrivent ensuite les autres types de **valorisation**, notamment la valorisation énergétique (par exemple la méthanisation pour l'utilisation de biogaz) ;

5. enfin, le dernier mode de traitement des déchets est l'**élimination**. Ce mode devrait être le moins utilisé. En effet, il est le plus polluant du fait de l'incinération des déchets sans valorisation énergétique⁴ ou encore de leur enfouissement.

¹ Lieu d'élimination des déchets ultimes. Le vrai enjeu économique et environnemental est la juste adéquation des capacités de ces exutoires et leur bonne répartition sur le territoire

² Directive européenne à laquelle la France doit se soumettre

³ Directive 2008/98/CE relative aux déchets (UE)

⁴ Une installation de valorisation énergétique a interdiction de laisser passer de telles émissions et dispose de systèmes de filtration

Les nouveaux objectifs de l'État français pour 2025 portent sur l'efficacité du tri à la source afin de tendre vers une augmentation des taux de recyclage. Les premières mesures d'améliorations ont été mise en place en 2016 avec le tri à 5 flux (papier/carton, métal, plastique, verre et bois). À l'été 2021, on est passé au tri à 7 flux, ajoutant le plâtre et les fractions minérales. D'ici 2025, on devrait évoluer vers un tri à 8 flux, ajoutant le textile. Ce tri à la source doit permettre d'atteindre un taux de recyclage de 60% pour le verre, le papier et le carton, 50% pour les métaux, 15% pour le bois et 22,5% pour le plastique.

Et le SCA dans tout ça ?

Le SCA a activement participé à l'élaboration de la nouvelle stratégie ministérielle relative aux déchets. Il s'est engagé à développer des actions volontaristes de maîtrise de la production des déchets et d'optimisation de leur gestion. Cette stratégie ministérielle fixe quatre objectifs en matière de gestion des déchets, à atteindre d'ici 2025 :

- la prévention des déchets
- le tri des déchets pour mieux les valoriser
- l'optimisation de la gestion des déchets non recyclables
- le développement de moyens financiers et humains visant à assurer la bonne application de la stratégie et favoriser la sensibilisation, le suivi et la traçabilité.

Conformément à ces objectifs, le SCA a élaboré toute une série d'actions à décliner sur les sites du MINARM :

Soucieux donc de favoriser un traitement responsable, respectueux de l'environnement, et de limiter au maximum la production de déchets sur les emprises du ministère, le SCA met l'accent sur deux domaines :

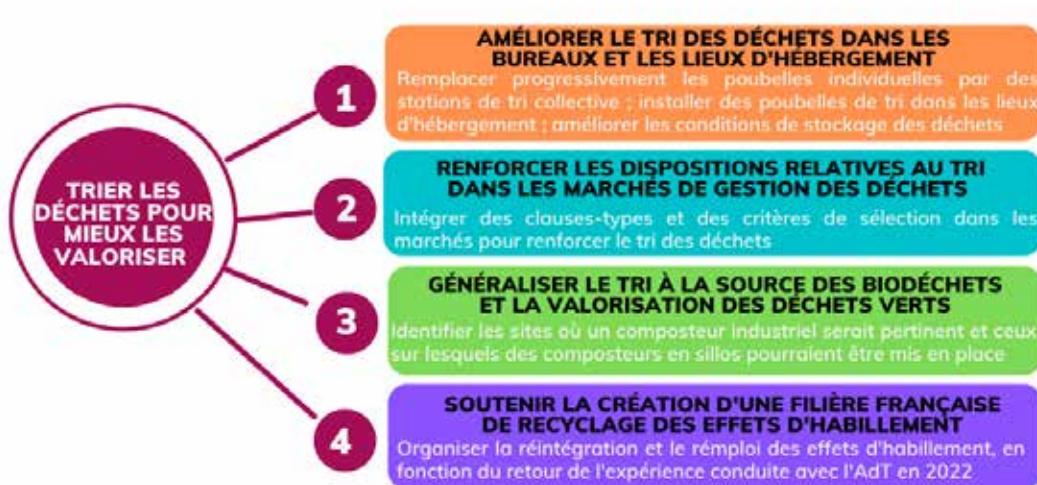
L'innovation et les nouvelles technologies, pour accompagner les bases de défense vers un traitement plus responsable de leurs déchets,

La formation et la professionnalisation : l'identification, le tri et l'emballage des déchets répondent à des normes de plus en plus exigeantes. Le SCA met donc en place un cycle de formation dédié aux agents de déchetterie et aux préveteurs. Le traitement responsable des déchets résulte d'un travail d'équipe : de nombreux acteurs interviennent à l'échelon central, zonal et local dans une logique d'interdépendance. Leur coordination conditionne le bon aboutissement de la mission. La clarification du rôle de chacun des acteurs, des processus de traçabilité et des points de contact par thème est un des chantiers de l'année 2022. La stratégie d'achat en matière de traitement des déchets est quant à elle en cours de refonte pour mieux prendre en compte les attendus de la part des titulaires.

Sur le terrain, cela donne quoi ?

La base aérienne de Mont-de-Marsan et la base navale de Toulon, laboratoires expérimentaux sur le segment des déchets

Faisant face à de nombreux problèmes en matière de gestion des déchets, notamment au sein de sa déchetterie, la base aérienne de Mont-de-Marsan s'est portée volontaire pour une expérimentation innovante de valorisation des déchets. Le parcours déchets, réalisé par la DCSCA, a mis en lumière plusieurs anomalies



telles qu'une non-différenciation des déchets recyclables et non-recyclables lors de la collecte et l'absence de tri à la source dans les logements et les différents locaux. Autant de problèmes nocifs pour l'environnement. En effet, si la BA de Mont-de-Marsan incinérait et enfouissait tous ses déchets, cela équivaudrait en une année à l'émission de 94 tonnes de CO₂, soit 94 allers-retours Paris-New-York en avion ! Afin d'éviter ce scénario, le GS souhaite améliorer sa gestion des déchets. Pour cela, il va accueillir des solutions ordinaires ou innovantes - contenants permettant le tri, sensibilisation, poubelle intelligente récompensant le bon tri, cendrier ludique, etc. -. En outre, un partenariat étroit doit être conclu avec l'agglomération de Mont-de-Marsan : il permettra

d'identifier les synergies possibles pour maximiser le tri, valoriser les déchets et rendre plus vertueuse l'emprise de la base de défense.



Poubelle intelligente, repérée au Salon POLLUTEC à Lyon.

Sur le même modèle que la base aérienne de Mont-de-Marsan, un parcours déchets a été réalisé sur la **base navale de Toulon** et les différents pôles du GSBD. Si une amélioration du tri est réelle grâce au nouveau marché passé en octobre 2021 et à une communication intense dans ce domaine, force est de constater que de nombreux problèmes subsistent, puisque le taux de recyclage avoisine à peine les 30%...Pour pallier ce problème et favoriser un traitement plus responsable des déchets, le GSBD de Toulon a mis en place des corbeilles de tri dans les locaux, des bacs bi-flux (déchets valorisables et non valorisables) dans les zones intermédiaires. Des points de regroupement ont été créés pour fluidifier et optimiser la collecte des déchets par le prestataire. Enfin, dans un souci de lutte contre le gaspillage alimentaire, le scan gaspillage KIKLEO va être mis en place en vue de quantifier le gaspillage. Cet outil permettra par ailleurs un suivi de l'amélioration du tri des déchets. La communication et la sensibilisation des agents étant les maîtres-mots, des « journées ambassadeurs du tri » ont été mises sur pied, la première ayant eu lieu le 14 juin, à laquelle le SCA a participé.



En métropole, comme en outre-mer et à l'étranger, tous concernés, tous responsables !

Si le SCA a identifié des sites d'expérimentation, les groupements de soutien, en métropole comme en outre-mer et à l'étranger, ne sont pas en reste et sont tout aussi impliqués dans la préservation de l'environnement ! Si la DICOM-GSBD La Réunion-Mayotte a mis en place un fond d'investissement pour l'environnement afin de mener des actions concrètes dans ce domaine et de préserver la biodiversité, le GSBD de Cazaux, lui, mise sur le « zéro plastique » : plus aucune bouteille en plastique n'est distribuée au sein du groupement de soutien : place aux gourdes ! Quant à l'ELoCA de Marseille, il a récemment organisé une opération de ramassage des déchets, à laquelle l'ensemble du personnel a participé. Et une fois les déchets collectés, il convient de bien les identifier : une opération à laquelle peuvent désormais se livrer les agents des déchetteries des GSBD de Bourges-Avord, d'Orléans-Bricy, d'Épinal-Luxeuil, de Bordeaux-Mérignac-Agen, de Cherbourg et d'Istres grâce à la formation en gestion des déchets industriels qu'ils ont reçue ! Et puisque la prévention des déchets passe aussi par la lutte contre le gaspillage alimentaire, des tables de tri ont été installées au sein de restaurants-pilotes, à Pau-Uzein, Avord, Épinal, Issoire, Suresnes et Clermont-Ferrand. ■



FORMER LES AGENTS DE DÉCHETTERIE À LA GESTION DES DÉCHETS INDUSTRIELS, UNE PRIORITÉ POUR LE SCA !

Cinq sessions de formation sur la « gestion interne des déchets industriels » à destination des agents de déchetterie et des préventeurs et référents transport de marchandises dangereuses (TMD) se sont déroulées dans plusieurs organismes du SCA au premier semestre 2022. Ces formations avaient pour but de donner aux agents des bases solides dans le domaine du traitement des déchets. En effet, il s'agit d'un domaine en mouvement constant, qui va connaître un grand changement dans les prochains mois avec la fin du bordereau de suivi des déchets dangereux « papier » et la mise en place de sa version numérique « Track-Déchets ». La réglementation s'intensifie côté déchets, et leur identification demeure une obligation et une priorité, que l'on en soit producteur ou détenteur. La prise en compte de la réglementation TMD impose donc l'acquisition de nouvelles compétences par les agents de terrain. La campagne de formation s'achèvera en octobre par une session outre-mer, au sein de la DICOM-GSBD La Réunion-Mayotte. Mais ce travail de formation continuera par la suite grâce à des apports plus ciblés sous la forme de module court en e-learning.

DEUX QUESTIONS À MARGOT, APPRENTIE À LA DCSCA : LA GESTION DES DÉCHETS, ÇA LA CONNAÎT !



COMMENT LES BASES DE DÉFENSE PEUVENT-ELLES AMÉLIORER LEUR GESTION DES DÉCHETS ?

D'après mes observations sur le terrain, une amélioration de la gestion des déchets pourrait passer par une plus grande communication et de la sensibilisation : mise en place d'affiches ludiques à proximité du local à poubelles ou encore dans les logements pour guider le personnel et optimiser le tri. Mettre à disposition des contenants pour chaque type de déchets accompagnés d'un affichage clair est nécessaire. Les personnels doivent se sentir concernés par le sujet, il faut leur montrer ce que l'absence de tri provoque (émission CO₂, décharge, pollution) et, inversement, ce que le tri apporte de bon (fertilisation des sols, recyclage, etc.).

DES SOLUTIONS INNOVANTES POURRAIENT-ELLES FAVORISER UNE GESTION RESPONSABLE DES DÉCHETS ?

QUELS EN SONT LES FREINS OU LES FACTEURS DE RÉUSSITE ?

Les expérimentations suivantes sont envisageables : une poubelle de tri automatique des déchets qui, grâce à l'intelligence artificielle, réduirait drastiquement le risque d'erreur de tri ; l'utilisation de plaques en pneus recyclés pour limiter le développement de la végétation, alternative aux produits phytosanitaires ; le recyclage des masques usagés en matériaux écologiques et imputrescibles qui se travaillent comme du bois et permettent de créer de nouveaux objets.

Ces exemples prouvent que les progrès en matière de développement durable sont nombreux et que les idées ne manquent pas. Le plus compliqué est de réussir à faire changer les habitudes et de généraliser des pratiques plus écoresponsables. Le facteur temps est, selon moi, le plus important.

DEUX QUESTIONS À CLOTILDE, STAGIAIRE : DE L'ARCHIPEL D'HAIDA GWAI AU SCA !



COMMENT VOTRE EXPÉRIENCE À HAIDA GWAI VOUS A AMENÉ À VOUS QUESTIONNER SUR LA GESTION DES DÉCHETS ?

Lorsque j'avais quinze ans, je suis partie vivre une année à Haida Gwaii, archipel canadien situé au large de Vancouver. J'y ai découvert des paysages incroyables, forêts montagneuses, jonchées de totems hâdas. Mais ce territoire avait une face cachée : les déchets ! À l'abord des forêts, sous les pontons du port, on pouvait apercevoir des monticules de déchets parsemés d'animaux pris au piège.

Le caractère insulaire d'Haida Gwaii complexifie la gestion des déchets, exportés vers le continent. Le coût élevé de ce traitement incite les populations à abandonner les déchets dans la nature. Ces dépôts sauvages polluent et attirent les animaux, notamment les ours que les habitants abattent de peur d'être attaqués.

Ce constat amer a abouti à la publication de mon livre *Luttes en Terres autochtones – Se mobiliser pour « l'environnement »* à Haida Gwaii, aux éditions Maïa.

VOUS AVEZ DONC PU OBSERVER LES DIFFICULTÉS DE LA GESTION DES DÉCHETS EN MILIEU MARITIME AU CANADA : DANS QUELLE MESURE LE SCA APPORTE-IL DES SOLUTIONS SUR LES DÉCHETS À BORD DES NAVIRES ET À QUAI ?

Durant mon stage au SCA, j'ai eu la chance de me rendre sur la base navale de Toulon. Première du genre en Europe, il s'agit d'un site industriel, nucléaire et pyrotechnique en charge de 70% de la flotte française, accueillant chaque jour 24 000 personnes.

Comme vous pouvez l'imaginer, de nombreux déchets y sont produits chaque jour, et ces déchets il faut les valoriser.

Le Label PassePort Propre, mis en place par la base navale, en lien étroit avec le GSBdD de Toulon, permet de certifier que le bateau, à quai comme à bord, gère et traite ses déchets de manière responsable.

À bord, ils sont soigneusement triés grâce à des poubelles de tri disposées sur les ponts et coursives ainsi que des bornes de récupération des piles usagées. Un broyeur, un compacteur et un incinérateur peuvent être placés à bord de certains bâtiments.

Sur les quais, à proximité des bateaux, ont été mises en place des bennes différencierées, pour faciliter la tâche des marins.

LE COMMISSARIAT DES ARMÉES AU SALON EUROSATORY 2022



Des équipements qui évoluent pour répondre avec précision aux besoins du combattant

Entre le 13 et le 17 juin, le Parc des expositions de Villepinte a accueilli le Salon international de défense et de sécurité EUROSATORY, référence en la matière depuis 1967. L'occasion pour le ministère des Armées de montrer un cheminement cohérent dans la conduite des études et programmes, pour aboutir aux capacités futures des systèmes de combat terrestre et aéroterrestre. Ceci tout en mettant en lumière le maintien au meilleur niveau des systèmes actuels grâce au développement incrémentaux et aux innovations. L'opportunité également de faire reconnaître l'expertise et les capacités de la France dans le domaine de la Défense et d'asseoir son positionnement stratégique.

L'édition 2022 se déroulait dans un contexte inter-

national bouleversé, avec le retour de la guerre en Europe depuis l'offensive russe en Ukraine et la réarticulation des forces françaises hors du Mali. Enfin, elle s'intégrait dans la vision stratégique du CEMA qui souligne la nécessité pour les armées de se préparer aux conflits de haute intensité.

Dans cette perspective, le Commissariat des armées a participé à EUROSATORY afin de présenter différents équipements indispensables au combattant sur le plot central dédié au combattant.

Lors de ce salon, le SCA a mis en avant le cœur de sa mission : répondre aux enjeux opérationnels, soutenir et protéger les forces armées en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.

Pour ce faire, les experts du centre interarmées du soutien équipements commissariat (CIEC) ont exposé divers matériels, dont notamment :

- la tenue des forces spéciales et son casque adapté,
- la tenue de combat F3 avec le nouveau bariolage multi-environnement (BME) qui sera déployé de manière progressive dans les armées à compter de 2024,
- le casque de combat F3, les gants de combat et les chaussures de combat zone tempérée « nouvelle génération »,
- les équipements des troupes de montagne (camouflage neige),
- l'équipement de protection intempérie, le gilet porte-plaques polyvalent (G3P).





ZOOM : LE NOUVEAU CAMOUFLAGE DE LA TENUE DE COMBAT DES ARMÉES

Le camouflage de la tenue de combat évolue. Un nouveau modèle, le bariolage multi-environnement (BME), est en cours de conception, sous la houlette du Commissariat des armées et de l'armée de Terre. Il sera déployé dans les armées françaises à compter de 2024.



L'ensemble des armées, directions et services.

Essentiel à la réussite de la mission du combattant, le bariolage permet à ce dernier de ne pas être distingué dans son environnement, de jour comme de nuit. Il constitue par ailleurs une « signature identitaire » de l'armée française. L'actuel bariolage polychrome a été considéré, au moment de son introduction dans les années 90, comme une importante avancée opérationnelle. Le BME est destiné à remplacer les deux bariolages actuellement en vigueur dans les forces conventionnelles françaises : les bariolages Centre-Europe et désert. Ce nouveau bariolage accompagnera la généralisation du treillis F3 à

Eurosatory en chiffres



Son adoption répond notamment aux besoins suivants :

- accroître la furtivité du combattant : +25% de délai de détection ;
- renouveler l'identité visuelle des armées françaises associée, depuis 30 ans, au graphisme Centre-Europe. Ainsi, le BME est constitué de six couleurs en formes brisées mixtes aux contours légèrement pixélisés, atténués par un dégradé avec la présence de blanc et de branchage ;
- rationaliser et augmenter l'efficacité logistique (disparition de deux bariolages, mais création d'un bariolage zone enneigée).

Conçu et réalisé par la section technique de l'armée de Terre (STAT), le BME a été mis au point par le service du commissariat des armées (plus précisément par le centre interarmées du soutien équipements commissariat, CIEC) avec une entreprise française. Le graphisme élaboré a fait l'objet de comparaisons avec un panel de bariolages contemporains. La performance opérationnelle et l'esthétique ont été retenues comme critères centraux.

Découvrez sans plus tarder le BME et ses nombreux atouts grâce au film réalisé par la STAT
(© ADJ Alexandre)



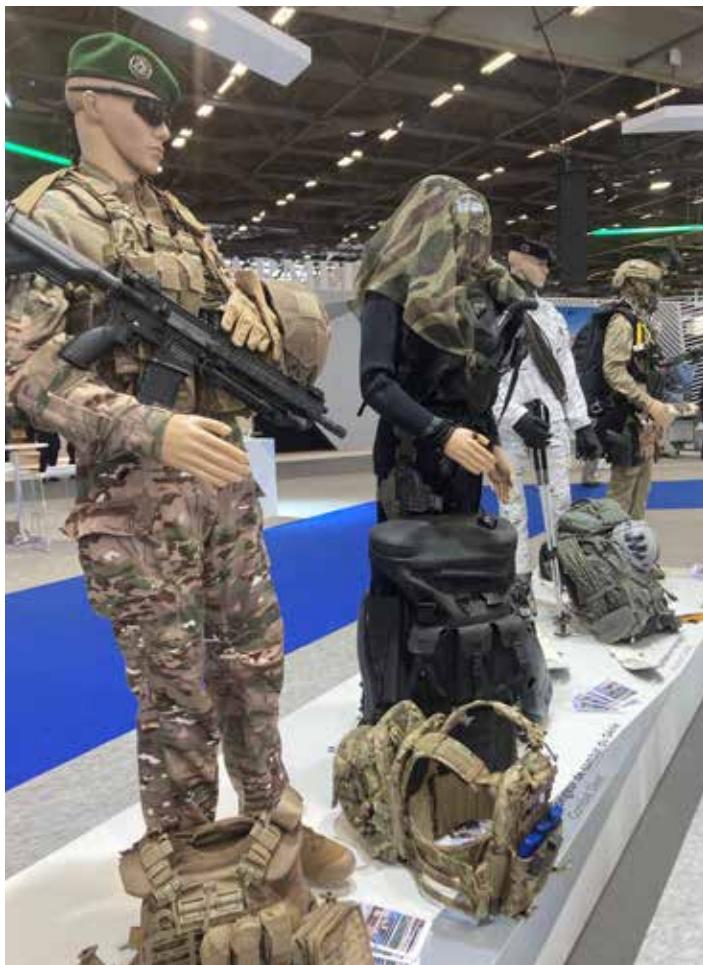
L'ensemble de ces équipements a été conçu pour répondre avec technicité et précision aux attentes du combattant.

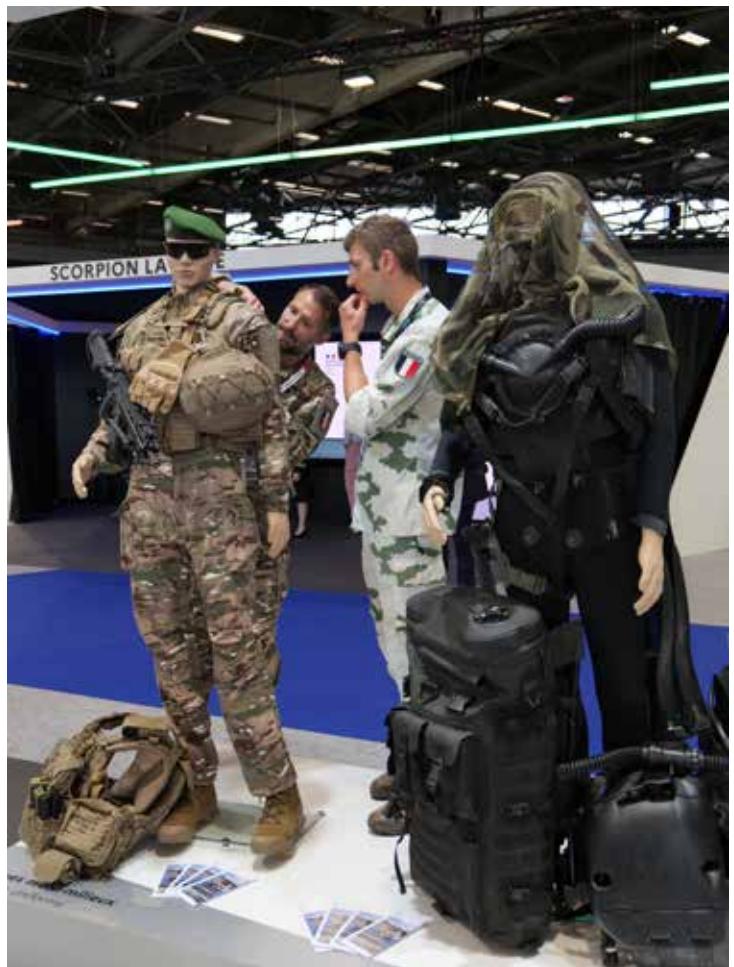
En cinq jours, un grand nombre de visiteurs s'est rendu sur le stand du SCA dont la star fut sans conteste le nouveau bariolage multi-environnement ! Cette vitrine internationale a permis de mettre en lumière le rôle essentiel du SCA au sein du dispositif de défense français.

Le lundi 13 juin, le président de la République a inauguré le salon. Il était notamment accompagné du ministre des Armées, M. Sébastien LECORNU, du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance de la France, M. Bruno LEMAIRE, du chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry BURKHARD et du délégué général pour l'armement, M. Joël BARRE.

Il s'est arrêté sur le pôle «Combattant», où le Commissariat des armées présentait entre autres le futur nouveau bariolage des armées françaises.

Comme l'avait fait un peu plus tôt dans la matinée le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Pierre SCHILL, il a essayé les lunettes connectées réalisées par le CIEC dans le cadre d'un marché d'innovation. ■





LE GSBdD DE TOULON REMPORTE L'ÉDITION 2022 DU TRIDENT D'OR !



La 4^e édition du concours du Trident d'Or s'est achevée le jeudi 9 juin lors de la finale à l'Institut Paul Bocuse à Écully (69). Une journée dense, qui a vu la prestation du binôme du Cercle Grande Rade de Toulon récompensée par un double jury exceptionnel, composé notamment de grands chefs cuisiniers et d'autorités militaires du ministère des Armées.

L'effervescence était grande en ce 9 juin à l'Institut Paul Bocuse pour cet événement marquant qu'est la finale du Trident d'Or. Dès le milieu de matinée, huit binômes composés de cuisiniers, civils ou militaires, femmes ou hommes, se sont engagés dans cette compétition d'excellence. Tous se sont qualifiés lors des éliminatoires organisés en novembre dernier sur le site de l'École des fourriers de Querqueville.

À 11h, top départ du concours, le premier binôme s'élance dans l'une des deux cuisines préparées pour l'occasion. La suite est cadencée, avec un binôme rejoignant son plan de travail toutes les 10 minutes. Ils ont chacun 4h30 pour réaliser une

prestation complète « entrée-plat-dessert » sur le thème choisi cette année « **Entre tradition et modernité** ».

Les recettes doivent être réalisées pour six personnes. Le prix de revient global de l'entrée au dessert ne doit pas excéder 7,00 € HT (7,70 € TTC) afin de rester en adéquation avec



les possibilités budgétaires actuellement accordées aux responsables de restaurants du ministère des Armées.

Dans chacune des salles, « concentration » est le maître-mot. Si des signes de stress apparaîtront plus tard lors de l'envoi des premières assiettes, l'ambiance est sereine et appliquée : chacun déroule ce qu'il a prévu lors des entraînements blancs, selon un ballet bien orchestré. Les membres du jury technique sont attentifs, rien n'échappe à leurs regards d'experts sur la préparation des plats, l'utilisation judicieuse des ingrédients ou encore la propreté de chacun des plans de travail. Beaucoup d'entre eux ont déjà participé à ce concours, mais du côté des fourneaux !

Pendant ce temps-là, les membres du jury dégustation arrivent au sein de l'Institut, dont le site arboré et le château magnifique invitent à profiter d'une journée très particulière.

À 13h30, Mme Marie SAUCE-BOURREAU, présidente des Toques Françaises et marraine du concours, briefe les membres du jury dégustation. Pour beaucoup, c'est une première, et notamment pour le commissaire général hors classe Philippe JACOB, directeur central du service. Ce jury est lui-même dédoublé : la moitié goûtera les huit entrées et les huit desserts, l'autre se concentrera sur les plats.

À 13h45, la première entrée arrive en salle. Débute alors un vrai marathon, tant les assiettes s'enchaînent avec une régularité de métronome, sous l'œil vigilant du maître d'hôtel.



Vers 16h30, tous les plats ont été « envoyés », dégustés et évalués. Place à la phase de délibération : la marraine et le parrain du concours, M. Thierry MARX, s'enferment pour discuter des prestations, aidés par les notations de chacun des membres du jury et par la mise en place des assiettes de présentation.

Le suspense dure et enfin, à 18h, la cérémonie de remise de prix commence. Après un discours du directeur central, suivi de ceux de Marie SAUCE-BOURREAU et de Thierry MARX, les concurrents sont appelés pour recevoir leur prix. La cohésion, le « zéro gaspi » et l'aspect technique récompensent respectivement les binômes du GSBD de Carcassonne (EAL CNEC Montlouis), de Montauban (restauration du camp de Caylus) et de Brest (cercle interarmées de la base de défense de Brest).

Tandis que les prix de la meilleure entrée et du meilleur dessert reviennent au GSBD de Montauban, celui du meilleur plat récompense le binôme affecté sur le PHA Dixmude.

Enfin, après ces « prix spéciaux », l'heure du podium arrive. La tension monte encore d'un cran. Dans le regard des candidats, les impressions se cumulent : fierté d'être là et angoisse du résultat final.

Le Trident de bronze est finalement attribué au binôme Marine nationale du Dixmude, et le Trident d'argent au GSBD de Montauban.

Les grands gagnants du Trident d'or 2022 sont les deux personnels du GSBD de Toulon, affectés au Cercle Grande Rade. Le binôme est ému, tout en brandissant avec fierté le trophée amplement mérité. Pour l'un des deux cuisiniers, Jean-Pierre, c'est la troisième tentative, et ce fut la bonne, témoignant de la nécessaire combativité et ténacité dans cette entreprise !



Trident de bronze



Trident d'argent



L'entrée et le dessert du GSBD de Montauban

SKYROCK
PLM

Var-matin

•3 auvergne
rhône-alpes

LE PROGRÈS



Trident d'or



Le plat vainqueur de l'équipe de Toulon

C'est sous des applaudissements nourris et entourés de l'ensemble des participants, jurys et concurrents, que cette belle journée s'est achevée. Pour Magali et Jean-Pierre, c'est le début d'une nouvelle aventure : en décrochant ce trophée, ils ont remporté un ticket pour la compétition culinaire internationale qui se déroulera au premier semestre 2023 à Fort Lee (États-Unis / Virginie). Ils y affronteront les meilleurs cuisiniers des pays membres de l'OTAN. Un grand bravo et bonne chance pour la suite ! Le Commissariat des armées remercie particulièrement son partenaire privilégié, l'Économat des armées (EdA), dont l'important soutien a permis de faire de l'édition 2022 du Trident d'Or un événement à la hauteur des plus grands concours culinaires.



Dans le MAG SCA de juin,
retrouvez les grands moments de cette finale 2022

Pour mémoire...

La finale du concours du trident d'Or s'est déroulée à Lyon, à l'Institut Paul Bocuse, sous les parrainages des chefs Thierry MARX et Marie SAUCE-BOURREAU, Présidente des Toques Françaises.

Il s'agit d'un grand concours culinaire réunissant les meilleurs cuisiniers des armées. Ceux-ci, dont le nombre total est d'environ 4000, sont employés par le service du commissariat des armées, entité interarmées comprenant 23000 personnels et en charge du soutien des forces dans trois grands domaines que sont l'administration, la logistique et le multiservices.

Le jury technique – Présidé par Thierry MARX

Composé de chefs cuisiniers, d'instructeurs de l'École des Fourriers de Querqueville et de cadres du ministère des Armées de la filière RHL, il évalue les techniques de production (découpes, cuissons, taillages, appareils, sauces, etc.), l'organisation dans le temps, le respect des règles d'hygiène et la propreté du module de travail. L'évaluation technique représente 50 % de la note finale.

Le jury dégustation – Présidé par Marie SAUCE-BOURREAU

Composé de professionnels – dont quelques-uns des Meilleurs Ouvriers de France et Bocuse d'Or - de la restauration et d'autorités militaires, il évalue l'aspect visuel, l'association des produits et le goût des plats présentés. L'évaluation de la dégustation représente 50 % de la note finale.

Les autorités militaires qui participent au jury dégustation évaluent les trois assiettes (entrée, plat et dessert) des huit équipes, en binôme avec un chef cuisinier du monde de la gastronomie pour les accompagner dans l'argumentation de la grille de notation.

Les chefs cuisiniers présents au jury sont :

- Marie SAUCE-BOURREAU, Présidente des Toques Françaises - Marraine du Trident d'Or 2021-2022 - Présidente du jury dégustation
- Ghislaine ARABIAN, Double chef étoilée
- Christian TETEDOIE, MOF 1996 - Président des Maîtres Cuisiniers de France
- François ADAMSKI, Bocuse d'Or 2011 - MOF 2007
- Guy LEGAY, MOF 1972 - Ancien Chef de Ledoyen et du Ritz
- Stéphane BURON, Prix Taittinger 2002 - MOF 2004
- Mickaël MOURAGNON, Chef du Grand Chancelier - Palais de la Légion d'honneur
- Marie-Jo GERMON, Chef du Ministère des Outre-Mers
- Danielle CROST, Vice-Présidente de la Cuillière d'Or
- Bernard LEPRINCE, MOF 1996
- Jean-Marc TACHET, MOF 1993 (jury technique uniquement)



ÉCOLE DES FOURRIERS FORMER LE COMBATTANT DU SOUTIEN

Pour préparer l'avenir du soutien des armées, le service du commissariat des armées dispose de deux écoles : l'école des commissaires des armées à Salon-de-Provence et l'école des fourriers à Querqueville. Cette dernière fête cette année un double anniversaire : ses 110 ans d'existence et les vingt ans de son interarmisation complète. En effet, depuis 2002, l'école des fourriers dispose du monopole de la formation des militaires du rang et des sous-officiers des métiers du soutien. Soutenir vous propose un petit détour par la presqu'île du Cotentin...



■ UN BEL HÉRITAGE : 110 ANS ■ AU SERVICE DE LA FORMATION !

Aujourd'hui, l'école est à la fois héritière d'un lieu et d'une histoire ancienne. En 1912, les trois écoles de comptabilité implantées à Brest, Toulon et Rochefort sont réunies dans cette dernière ville au sein de l'école des fourriers. Au départ uniquement conçue pour les marins, elle accueille dès 1958 les cuisiniers de l'armée de l'Air. Elle entame ainsi son interarmisation, qui se poursuit dès 1996 avec l'arrivée des formations restauration - hôtellerie – loisirs de l'armée de Terre et de la Gendarmerie nationale, puis en 1997 avec les sous-officiers spécialistes en administration.

En 2002, l'école rejoint Querqueville, à 5 km de Cherbourg, sur l'ancien site du centre d'instruction naval

fermé après la suspension du service national. Sur ce site remarquable de 40 hectares en bordure du littoral, l'école des fourriers s'installe. Cela vient clore ce grand mouvement d'interarmisation puisque, depuis désormais 20 ans, toutes les formations des armées pour les métiers du soutien sont assurées à Querqueville.

Le site est profondément marqué par l'histoire militaire : en 1786, lors de son unique voyage en dehors de Versailles, Louis XVI ordonne que soit construit un fort à Querqueville pour fermer la grande rade à l'ouest de Cherbourg et mettre fin aux incessants raids de pillage anglais sur la ville de Cherbourg. La présence militaire est donc continue depuis le XVIII^e siècle avec notamment un régiment de ligne et son polygone de tir après 1870, une base aéronavale à partir de 1925, une école d'électriciens de la

Marine après la Seconde guerre mondiale, un centre d'instruction naval à partir de 1974 et enfin l'école des fourriers depuis 2002. En dépit de tous ces déménagements, de son évolution de format et de son interarmisation, nous pourrions dire aujourd'hui que l'école des fourriers est l'école du geste métier pour toutes les spécialités du soutien.

■ L'ÉCOLE DU GESTE MÉTIER

Chacun garde un souvenir différent de son passage sur les bancs de l'école, plus ou moins marquant, plus ou moins éloigné, selon qu'on est un jeune matelot de 17 ans ou un personnel chevronné de 57 ans. Chacun appréhende également différemment sa venue en formation selon qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un cursus débouchant sur une affectation ou sur un départ en opération extérieure.

Enfin, selon son expérience, le poste tenu, chacun rejoint la terre cherbourgeoise avec des attentes différentes.

Former à l'employabilité immédiate

Dans leurs travaux d'ingénierie de compétences, les armées et les CIS (centres interarmées du soutien) ont la lourde tâche de déterminer le socle commun aux différents emplois couverts par chaque stage. Si cela peut sembler simple au premier abord, cela l'est beaucoup moins en réalité tant certaines spécialités ont une couverture très large. Cela vaut particulièrement pour les personnels militaires du rang qui, en début de carrière, opèrent des emplois très génériques.

Pendant des années, la durée des formations permettait de balayer de la façon la plus exhaustive l'intégralité des fonctions tenues. Aujourd'hui, l'augmentation des besoins en formation a conduit les prescripteurs à procéder à une analyse très précise de ce qui relève de l'indispensable, de l'utile ou du possible.

Et malgré ces choix et ces concessions, le chef militaire qui reçoit un jeune formé attend un personnel employable immédiatement. Ainsi, tous les jeunes marins de la branche restauration servent sur un poste embarqué en sortie de formation, quittant parfois l'école un vendredi pour embarquer sur un bâtiment du groupe aéronaval (GAN) le lundi suivant pour un déploiement opérationnel de longue durée.



Former à l'autonomie du geste

« L'école des fourriers, un lycée hôtelier ? ». Tenace, cette acception est largement ancrée, y compris au sein de la rade de Cherbourg. Probablement parce que dans l'inconscient collectif, le geste métier doit être visuel ou se traduire par une réalisation pratique immédiatement utilisable. Probablement aussi parce qu'une assiette est largement plus « médiatique » dans le cadre d'un concours comme le « Trident d'or » qu'un acte « ressources humaines » au fond d'un bureau de gestion.

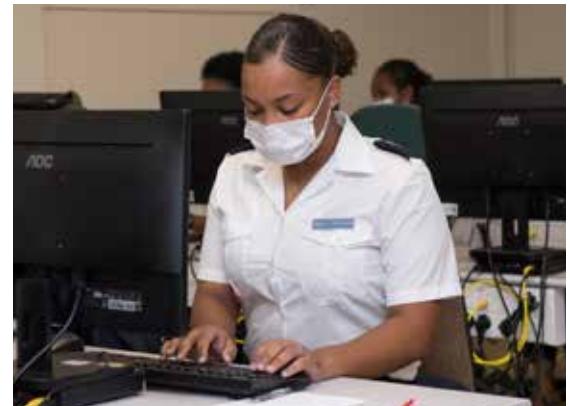


Et pourtant, la crise Louvois a démontré l'importance de disposer d'une ressource de gestionnaires de grande qualité, tant technique qu'humaine, pour accompagner les milliers de situations individuelles complexes générées par l'ancien calculateur de solde.

Comme il a été indiqué *supra*, un chef veut un personnel immédiatement exploitable qui puisse travailler en toute autonomie. La multiplication des systèmes d'information (SI), un corpus réglementaire de plus en plus étendu et paradoxalement très pointu, l'hyper judiciarisation de certaines fonctions, impliquent de repenser la façon d'enseigner.

Des populations diverses, ayant une appétence plus ou moins marquée pour l'apprentissage « livresque », pour l'informatique, doivent parvenir en fin de stage à un niveau d'autonomie et de compétence minimal qui se bonifiera à la fois au gré des affectations et en s'appuyant sur le tutorat fortement ancré au sein des armées et services.

L'utilisation d'un logiciel, qu'il s'agisse d'un SIRH, de CRISTAL, SIGMESS ou de tout autre logiciel de gestion logistique des biens (GLB) se prête parfaitement à des démonstrations pratiques,





à des entraînements sur des bases de données écoles.

De même, la mise en œuvre de conteneurs « soutien du combattant », que le stagiaire déployera dans les quelques mois suivant son passage à l'EFQ, se traduit par la présence d'une quinzaine de stagiaires reconnaissable à leur cotte d'entretien déconditionnant et reconditionnant (tenue de protection).

La transmission des gestes métiers plus administratifs implique une réelle réflexion. De l'apprenant passif qui subit une documentation toujours plus importante, il faut passer à l'apprenant qui appréhende à la fois l'esprit et la lettre et qui gagne en autonomie. Pour faire simple, nul besoin d'apprendre par cœur tous les taux particuliers de solde en outre-mer et à l'étranger : il suffit de comprendre où les trouver et comment les utiliser pour donner la bonne réponse au bon moment.

Former pour fidéliser

Chaque armée a parfaitement compris que le meilleur moyen de fidéliser est de former à une employabilité immédiate et à temps. Un personnel attendant trop longtemps entre sa formation initiale et sa formation de spécialité peut perdre sa motivation, s'interroger sur la pertinence de son choix, voire découvrir très tardivement que la spécialité qu'il a choisie ne lui convient pas. Pour tenir des échéances raisonnables, les armées consentent un investissement important pour affecter les formateurs nécessaires.

Mais les formations suivies dans le cadre des cursus permettent également de valoriser l'acquisition de compétences transposables dans le monde civil. Pour beaucoup de militaires ayant suivi des scolarités souvent éloignées de la filière professionnelle qu'ils souhaitaient, ou peu transposables dans la société civile, pouvoir se voir attribuer un diplôme



reconnu qui puisse éventuellement servir ultérieurement dans le cadre d'une reconversion est un réel avantage.

Dans ce cadre, l'école des fourriers délivre près de 2 500 titres professionnels du titre 3 (niveau CAP/BEP) au titre 5 (niveau BTS) se plaçant ainsi comme le plus important lycée professionnel de l'académie Rouen-Caen.

UNE ÉCOLE TOURNÉE VERS LE MODÈLE D'ARMÉES 2030

Si l'école dispose d'une histoire particulièrement riche, elle n'est pas tournée vers le passé et accompagne les armées et le SCA dans leurs nécessaires adaptations. En formant la jeunesse, elle prépare l'avenir du soutien. Son action s'inscrit dans le projet « Ambition SCA » qui colle au modèle de soutien d'armées 2030. L'école décline plus particulièrement trois volets de la feuille de route du service : le développement des compétences au profit du service, la résilience et la préparation opérationnelle ainsi que la culture de l'innovation.

Le développement des compétences

90% de l'activité de l'école consiste à assurer la formation de cursus des trois armées (4 500 élèves formés à l'année). Mais l'école joue également un rôle non négligeable dans la montée en compétence des agents civils et militaires du service à travers les 26 formations d'adaptation à l'emploi proposées à 850 stagiaires chaque année.

Les centres interarmées du soutien, responsables du pilotage d'un vivier RH, définissent les compétences à atteindre et ordonnent la mise en formation en fonction des besoins du service et de ses évolutions. L'école sait porter l'effort sur les métiers en tension : par exemple, pour les trésoriers militaires, l'école

forme une cinquantaine de stagiaires chaque année au profit du service, auxquels viennent s'ajouter les militaires formés au titre de la formation de cursus de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air et de l'Espace. Ces formations d'adaptation à l'emploi (FAE) constituent un outil agile et efficace au profit du service qui repose sur le principe fondamental d'une formation au juste besoin et au juste moment.

Résilience et préparation opérationnelle

L'école des fourriers participe activement au contrat opérationnel du service en projetant du personnel et en participant à la préparation opérationnel métier (POM) du personnel.

La crainte de tout chef d'organisme de formation est de faire délivrer des enseignements théoriques, déconnectés de la vie des forces et du service en opérations. C'est pourquoi l'école s'organise, en dépit des contraintes liés à l'accroissement du nombre de stages, pour projeter régulièrement les instructeurs en OPEX. Cela vient enrichir leur parcours professionnel et nourrir leurs enseignements d'expériences vécues en opérations. Les cours sont illustrés par des exemples récents de dispositifs déployés lors des opérations Barkhane ou Chammal. Depuis l'été 2021, 14 militaires de l'école ont été projetés en OPEX et 6 sont sur le départ pour la fin d'année 2022.

Mais l'école a une autre fonction structurante pour le service : la préparation opérationnelle métier. Elle se décline en plusieurs stages : CRISTAL, GLOBE OPEX, achat OPEX, MAT SCA OPEX, Foyer OPEX, ORDIN OPEX, cuisine et boulangerie de campagne, etc. En juin dernier, le plateau technique de l'école destiné à la préparation opérationnelle a accueilli les commissaires d'ancre terre en formation à Coëtquidan pour leur faire découvrir le



matériel déployé actuellement en OPEX et les grands principes de sa mise en œuvre.

Ces stages de préparation opérationnelle métier sont un passage obligé pour tout le personnel destiné à être projeté à court terme. Ils permettent de certifier qu'ils sauront mettre en œuvre du matériel, appliquer des procédures et des méthodes conformes aux directives des centres interarmées du soutien (CIS) pour le soutien des armées en opérations. C'est une des contributions majeures de l'école à la résilience du service.

L'innovation au cœur du système pédagogique

À l'école, l'innovation est avant tout pédagogique. C'est sa mission première et sa raison d'être. La section pédagogique est en charge de transformer l'expert d'un métier en instructeur, spécialiste de la transmission d'un savoir-faire. En s'inspirant de la somme des travaux scientifiques qui ont révolutionné le monde des neurosciences ces trente dernières années, grâce aux progrès

de l'imagerie cérébrale, la section pédagogique diffuse des boîtes à outils, véritables bouées pédagogiques pour le jeune instructeur. Elle a créé un module « apprendre à apprendre » particulièrement efficace. Elle déploie la méthodologie désormais éprouvée de la classe inversée où le stagiaire est immergé dans des cas pratiques et progresse sous le tutorat de l'instructeur, ce sans cours

magistral. Si nous restons convaincus que rien ne remplace l'interaction entre un élève et son instructeur, vieille tradition militaire du compagnonnage des anciens vers les plus jeunes, l'équipe pédagogique ne boude pas les dernières évolutions numériques.

Ainsi, l'utilisation de tablettes a été expérimentée en 2021. Des tablettes Android connectées en salle de cours via un *hot spot* Wi-Fi ont permis aux stagiaires d'accéder aux contenus (cours, exercices, sources, etc.) mis en ligne par le formateur sur Eform, plateforme d'enseignement à distance. Des tablettes numériques dotées d'un catalogue d'applications ont également été utilisées. Le formateur muni de sa propre tablette transférait la documentation nécessaire (document Word, Excel, PPT, PDF, etc.) via la fonctionnalité d'échange en Wi-Fi direct (AirDrop). Ces expérimentations ont permis un gain de temps significatif et une diminution drastique de la consommation en reprographie. L'engouement a été manifeste chez les formateurs comme chez les élèves, surtout les plus jeunes.

Pour les évaluations, l'outil « Speechi » avec ses questionnaires à choix multiples, a été utilisé. Les stagiaires répondent par le biais de boîtiers de vote individuels, comme pour l'examen du code de la route. Le formateur peut effectuer différentes évaluations : connaître le

niveau de connaissance des élèves à leur arrivée, s'assurer de la compréhension des stagiaires pendant la durée de leur formation, et même certifier certains cursus ou stages d'adaptation.

Une correction collective peut être effectuée immédiatement après l'évaluation, permettant un retour sur l'erreur très efficace pour l'ancre mémoire. Les résultats obtenus peuvent également être utilisés *a posteriori* par le formateur. Nécessitant une légère préparation, cet outil très pratique permet d'obtenir une correction fiable et rapide et surtout de dédramatiser le passage obligé par l'examen final.



Dans certaines salles de cours, des tableaux blancs interactifs (TBI) et des projecteurs interactifs (VPI) sont mis à disposition des formateurs. Connectés à un ordinateur, ils permettent de projeter divers documents (vidéos, fichiers PPT ou Excel) sur lesquels le formateur intervient directement avec un stylet ou à la main. L'interactivité avec l'outil engage l'apprenant et facilite la méthode pédagogique « active », garantie d'un apprentissage optimal.

Disposant d'une base documentaire numérisée significative destinée à la préparation à distance de l'ensemble de la formation de cursus des armées, l'école échange étroitement avec les centres interarmées du soutien pour numériser une partie des formations d'adaptation à l'emploi au profit du service. La formation solde est le parfait exemple d'une formation totalement repensée et réussie. Le CISAP a conçu un *serious game* pour s'assurer des prérequis des candidats à la formation. L'EFQ a mis en place un enseignement à distance obligatoire avant la formation en présentiel à Querqueville : le temps de formation est ainsi optimisé, grâce au numérique, mais l'interaction finale entre l'instructeur et le stagiaire vient garantir la maîtrise des fondamentaux du métier.

L'école diffuse ainsi une culture numérique au profit des plus jeunes qui, s'ils sont d'une aisance redoutable dans l'utilisation des applications au profit des réseaux sociaux, se montrent en difficulté dans la maîtrise de la suite Office ou de la navigation au sein des (SI) ministériels métiers.

Aussi, l'école s'adapte et évolue constamment : le temps du tableau noir et de la craie que l'on regarde en souriant sur les photos de 1912 semble désormais bien lointain.



« AMBITION SCA » UNE NOUVELLE IMPULSION POUR LE COMMISSARIAT DES ARMÉES

La nomination du nouveau directeur central du Commissariat des armées a été suivie de celle d'un nouveau chef d'état-major des armées en juillet 2021. Deux événements majeurs qui ont fait émerger une nouvelle impulsion, une nouvelle vision pour le périmètre de l'état-major des armées puis pour celui du service du commissariat des armées.

Dès sa nomination à la tête du Service le 31 mars 2021, le commissaire général hors classe Philippe JACOB a été clair : cinq valeurs fondamentales allaient constituer la clé de voûte de son projet en tant que nouveau directeur central. Ce nouvel élan, il ne l'a pas voulu comme une nouvelle transformation, mais plutôt comme la continuité de SCA 22 avec certains ajustements qui lui paraissaient nécessaires pour mener à bien la transformation du SCA, initiée en 2017.

La nomination du général d'armée Thierry BURKHARD comme nouveau chef d'état-major des armées a conforté cette position au travers de la publication de sa vision stratégique pour les armées à l'horizon 2030. Cette « Ambition Armées 2030 » associe le Commissariat des armées à travers les trois intentions du CEMA pour le SCA : un service opérationnel et résilient, ancré au cœur des armées, préparant l'avenir et en mesure de soutenir les forces dans une perspective d'hypothèse d'engagement majeur (HEM)¹. C'est sur cette base que le Service s'est mis en ordre de marche pour construire sa nouvelle feuille de route. Dès août 2021, le commissaire général hors classe Philippe JACOB a présenté au général d'armée Thierry BURKHARD la déclinaison de la vision du CEMA pour le SCA dans un projet de service, désormais baptisé « Ambition SCA », qui fixe une ambition alignée sur celle du modèle d'armée 2030.



DES THÉMATIQUES ET DES CHANTIERS : PILIERS D'AMBITION SCA

C'est un nouvel élan pour un service composé de 23 000 personnes, à parité de civils et de militaires. Afin de favoriser l'adhésion à cette démarche, le choix a été fait d'associer autant que possible l'ensemble des personnels, amenés à faire de cet élan une réussite partagée.

Pour répondre à la vision du CEMA, le directeur central a fixé six objectifs stratégiques (OS), dont trois sont tournés vers les soutenus (« **Consolider la vocation opérationnelle et la résilience** », « **Ancrer le service au cœur des armées et dans les territoires** », « **Moderniser et simplifier la relation aux soutenus** ») et les autres vers le service même (« **Disposer d'une RH compétente et épanouie** », « **Dynamiser l'innovation et la prospective** », « **Améliorer l'organisation et la performance du service** »). Ces OS sont eux-mêmes déclinés en objectifs opératifs (OO) puis en chantiers ou projets. Un des enjeux majeurs de cette démarche d'évolution sera de repenser les processus au travers des 11 fonctions du soutien Commissariat, qui doivent assurer une meilleure lisibilité de l'offre de services en interne comme en externe.

Afin de gagner en cohérence d'ensemble, il a été décidé de rassembler ces six OS en quatre thématiques, chacune sous la responsabilité d'un respon-

sable de thématique (RTHEM) en charge du suivi des chantiers au sein d'une comitologie dédiée.

La mise en œuvre de la feuille de route aura des conséquences importantes sur le fonctionnement de l'ensemble du service. Transposée dans le système de management intégré (SMI, concept reposant sur la complémentarité du contrôle de gestion, du contrôle interne et de la qualité), elle sera déclinée en local en lien avec les responsables de chantiers. L'implication de chaque organisme, sous l'impulsion de l'encadrement, dans son appropriation et sa déclinaison sera notamment mesurée lors des visites de commandement.

Fruit d'un travail collaboratif partagé avec un panel large et diversifié d'acteurs de tous niveaux du service, elle fait l'objet depuis janvier 2022 de travaux de mise en œuvre au sein de chantiers dédiés à l'atteinte des objectifs stratégiques fixés.

LES VALEURS DU SCA, PILIERS D'AMBITION SCA

Tous les acteurs du service sont appelés à s'approprier les cinq qualités fondamentales pour garantir un soutien performant et résilient. Ces valeurs (ASCAP) se déclinent à la fois dans la relation du service avec l'extérieur et dans son fonctionnement interne.



AGILITÉ

Le service doit pouvoir s'adapter en permanence aux situations inédites, aux particularités et aux évolutions des besoins des soutenus et des standards technologiques tout en assurant un soutien réactif et différencié aux armées.



SIMPLICITÉ

Le service doit être lisible pour les soutenus tant dans son organisation qu'à travers son offre de soutien tout en promouvant l'allégement des tâches des soutenus.



CONFIANCE

Dans un environnement fortement interdépendant, la relation du SCA avec les armées s'inscrit dans un lien de confiance réciproque. En interne, le service doit favoriser une responsabilisation et une subsidiarité accrue des acteurs de terrain.



ACCESSEURITÉ

Le SCA doit proposer une offre de service disponible à tout moment et par tous moyens à ceux qu'il soutient. En interne, il développe la fluidité des échanges entre les différents niveaux de son organisation.



PROXIMITÉ

Le service doit être proche et en interaction permanente avec ceux qu'il soutient afin de répondre au mieux à leurs attentes, avec un effort particulier sur le soutien collectif.

¹ Retrouvez la vision stratégique du CEMA pour le Commissariat des armées : <https://portail-commissariat.intradef.gouv.fr/node/12814>

UN RESPONSABLE DE THÉMATIQUE, C'EST QUOI ?

Afin de faciliter le pilotage, les six objectifs stratégiques sont regroupés en quatre thématiques pour assurer la coordination entre les différents chantiers et garantir une cohérence d'ensemble dans la mise en œuvre de la stratégie du service :

THÉMATIQUE OPÉRATIONNELLE « OPS »

Correspond à l'objectif stratégique

- ▷ Consolider la vocation opérationnelle et la résilience du service

THÉMATIQUE OFFRE DE SERVICE

Correspond aux objectifs stratégiques

- ▷ Ancrer le service au cœur des armées et dans les territoires
- ▷ Moderniser et simplifier la relation aux soutenus

THÉMATIQUE RH

Correspond à l'objectif stratégique

- ▷ Disposer d'une RH compétente et épanouie

THÉMATIQUE PRÉPARATION DE L'AVENIR

Correspond aux objectifs stratégiques

- ▷ Dynamiser l'innovation et la prospective
- ▷ Améliorer l'organisation et la performance du service

Les quatre thématiques sont supervisées par des responsables de thématique (RTHEM). Dans une logique de leadership assumée, ceux-ci portent la vision du CEMA et du directeur central. Ils donnent l'impulsion nécessaire à la production des effets attendus, encouragent l'intelligence collective, notamment en associant les soutenus et les états-majors.

En janvier 2022, le directeur central adjoint, le commissaire général de 1^{ère} classe Olivier MARCOTTE, a précisé le rôle du responsable de thématique. Il agit comme un facilitateur, notamment en appuyant les responsables de chantiers et de projets et en faisant preuve de pédagogie pour éviter toute ambiguïté en interne et en externe. « Vous devez vous sentir en capacité d'agir » : le collectif sera essentiel, avec le soutien du RTHEM et des membres du COMEX.

Responsable de l'avancement et du pilotage de sa thématique ainsi que de la supervision des responsables de chantier/projet relevant de celle-ci, le RTHEM rend compte au directeur central en comité exécutif (COMEX).

TÉMOIGNAGE DE L'AEHC FRÉDÉRIC CRÉNICY, responsable de la thématique PRÉPARATION DE L'AVENIR



En tant que responsable de thématique, mon rôle n'est pas de conduire ou piloter les actions des 27 chefs de projets ou chantiers qui relèvent de ma coordination. En effet, ceux-ci ont vocation à conduire leurs chantiers en toute autonomie, en mode projet, en impliquant ou en appuyant le terrain dans une démarche collective.

Le responsable de thématique sert à fluidifier au maximum le travail des chefs de chantiers. Il identifie les facteurs clés de réussite et leur éventuelle fragilisation en cours de démarche ou les éventuels frottements des interfaces inter-chantiers (par exemple sur le télétravail, avec les sujets du travail nomade et de la qualité de vie au travail) ou les besoins de clarification.

Dans ce cadre, j'ai d'abord travaillé avec certains chefs de chantiers sur la consolidation de la carte d'identité permettant de définir clairement les attendus de leur chantier. Ensuite, j'ai organisé un premier comité de pilotage permettant de suivre l'état de chaque chantier et notamment d'identifier les difficultés significatives.

Sur cette base, le rôle du RTHEM est de synthétiser ces informations pour les porter dans les comités de coordination ou les COMEX qui président au pilotage de la feuille de route.

En un mot, le RTHEM est un facilitateur et un médiateur qui sert à mettre de l'huile dans les rouages complexes de la feuille de route Ambition 2030.

UN CHEF DE CHANTIER OU DE PROJET, C'EST QUOI ?

Ambition SCA décline la vision du CEMA en un plan d'actions sur la période 2022-2030 à travers six objectifs stratégiques (OS) eux-mêmes décomposés en dix-neuf objectifs opératifs (OO).

Les OO comportent des chantiers ou des projets dont les responsables ont pour mandat d'enrichir le projet de service au travers de plans d'actions. La mise en œuvre de ces derniers doit irriguer l'ensemble du service et en particulier les 11 fonctions du soutien Commissariat. Cette déclinaison comprend le « reste à faire » du projet SCA 22 ainsi que les différents autres projets ou schémas directeurs en cours.

Le responsable de chantier/projet est en charge de la déclinaison de son chantier/projet en « actions », de l'identification des « facteurs

clés de succès » et de la mise en œuvre de son chantier/projet. Il mobilise les acteurs utiles et les « ressources » (RH, budget, infrastructure, SI, etc.) et rend compte au RTHEM au cours de comités de pilotage (COPIL).

En janvier 2022, le commissaire général hors classe Philippe JACOB a explicité sa conception du rôle des chefs de chantiers ou de projets : sous la houlette des responsables de thématiques (RTHEM), ils auront un rôle transverse dans cette organisation reposant sur le fonctionnement en matriciel. « *Vous serez des animateurs. Vous devrez jalonnez votre travail, donner des objectifs intermédiaires à vos équipes. Vos résultats seront visibles, objectivés, mesurés, et ce avec toujours en vue la performance globale du service* ». Ainsi, chacun des responsables de chantier/projet devra avoir à cœur d'exprimer une vision organique propre dans son domaine et de donner une vraie impulsion en vue de résultats concrets.

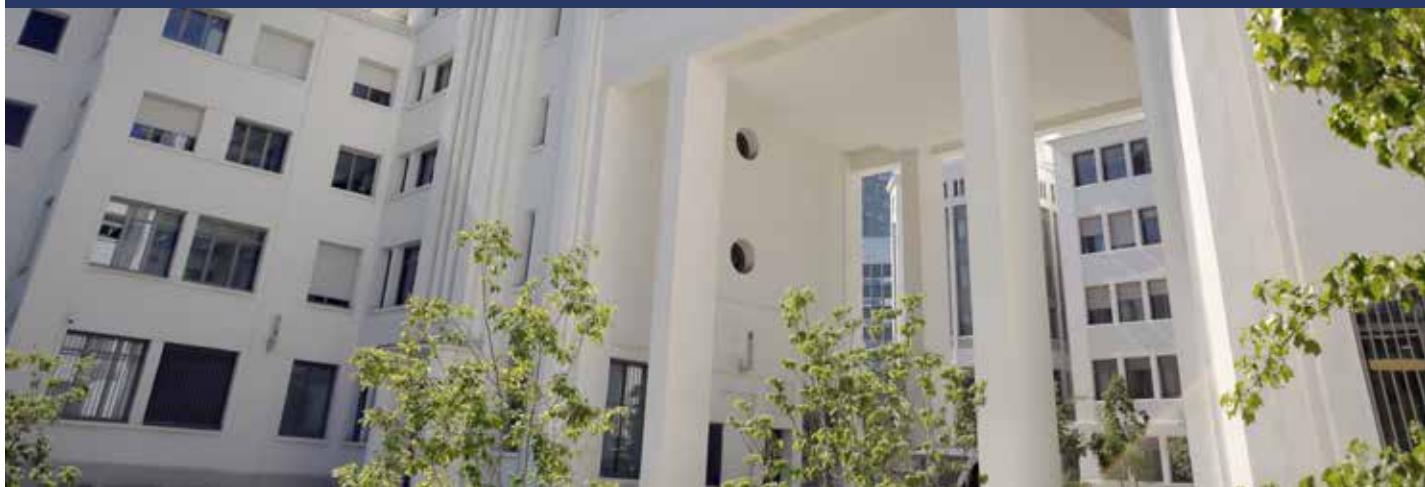
TÉMOIGNAGES DE DEUX CHEFS DE CHANTIER

CRC1 AGATHE, responsable des chantiers portant sur le déploiement des politiques de soutien écoresponsables

« Passées les difficultés organisationnelles connues et reconnues, l'accueil du terrain est précieux car toujours enthousiaste et débouche le plus souvent sur de nouvelles actions, de nouveaux livrables, de nouvelles personnes volontaires et passionnées. Je mesure la chance que j'ai de piloter trois beaux chantiers vivants et qui ne cessent de se régénérer grâce aux soutenus et aux soutenants. Il sera bientôt temps de passer le relais à un autre chef de chantier qui connaîtra les mêmes joies et la même passion. »

CRC2 HÉLÈNE, responsable du chantier portant sur la dynamisation de la politique de formation (campus SCA, e-learning, serious game, etc.)

« L'horizon de la feuille de route invite les responsables de chantier à voir loin. Il est donc essentiel et très salutaire d'amener les équipes d'un chantier à prendre du recul, notamment par rapport à la charge de travail quotidienne, pour penser l'acquisition et le développement des compétences de demain. Ce changement de perspective ainsi que le sentiment d'engager -humblement- l'avenir est très stimulant et de nature à donner à chacun l'envie d'améliorer toujours l'existant. Et évidemment, les avancées, quelles que soient leurs envergures, sont très gratifiantes. »



■ UN CALENDRIER DENSE

Le séquencement de la montée en puissance de l' « Ambition SCA » a été rapide. Les travaux ont été amorcés dès la prise de fonction du nouveau directeur central puis se sont inscrits dans le cadre posé par la vision stratégique du CEMA. Les six objectifs stratégiques (OS), déduits des axes stratégiques du CEMA, ont été déclinés au cours de l'été 2021 par les fonctions du soutien Commissariat.

Cette phase préparatoire a été validée lors du COMEX du 14 septembre 2021, à Rambouillet. Une étape qui a permis d'initier une réflexion collégiale à haut niveau permettant aux membres du COMEX du SCA de finaliser les grands axes de la feuille de route du service, qui donneront les grandes orientations pour les trois ou quatre années qui viennent.



En octobre 2021, la sous-direction performance-synthèse a organisé cinq tables rondes régionales (Metz, Toulon, Bordeaux, Rennes, Lyon) afin d'échanger avec des personnels de toute catégorie sur le projet de feuille de route.

Le 17 novembre 2021, le directeur central a réuni l'ensemble de ses chefs d'organisme à Rennes, avec un maître-mot : « Lancer ensemble et sereinement une bonne dynamique ».

Cette séquence importante était l'occasion pour le directeur central, appuyé par le directeur central adjoint et le sous-directeur performance-synthèse, de transmettre ses grands messages et ses intentions stratégiques. Il a alors insisté sur la nécessité de décliner la feuille de route chacun à son niveau.



Le 17 janvier 2022, lors d'une réunion de lancement, le DC SCA a réuni les cadres désignés pour déployer la feuille de route du Service, soit 46 responsables de chantiers/projets, supervisés par les quatre responsables de thématiques (RTHEM).

« Demain se prépare dès aujourd'hui, et grâce à hier » selon le directeur central : aussi est-il déterminant de mener à leur terme les projets lancés dans le cadre du projet SCA 22, notamment :

- la finalisation de la bascule vers l'avant avec l'ouverture des derniers espaces ATLAS de métropole ;
- les ajustements organisationnels via l'adossement des petits groupements de soutien ;
- l'amélioration de l'articulation front office/back office ;
- le déploiement du système d'information logistique (SIL) couche basse (*supply chain*) ;
- la mise en œuvre de l'agence de mobilité des armées (AMA).

Il faut passer d'une armée équipée à une armée entraînée à des affrontements dans le cadre de l'hypothèse d'engagement majeur (HEM). GA Thierry BURKHARD

Cette ambition porte par conséquent une dimension opérationnelle exigeante. En témoigne le premier jalon de la feuille de route, l'exercice ORION 2023, exercice d'ampleur dans lequel « on sera à la fois joueur et acteur du soutien », comme le rappelle le directeur central.

Enfin, l'atteinte de l'ambition 2030 du service est intimement liée aux ressources mises à sa disposition dès maintenant et en particulier dans le cadre de la prochaine loi de programmation militaire (LPM). Le SCA se doit donc d'être force de propositions auprès du chef d'état-major des armées et du cabinet du ministre des Armées.

« On sait où l'on va, les échéances sont lointaines mais il faut lancer dès maintenant la dynamique pour arriver à bon port en 2030, grâce notamment à la tenue des jalons, à la méthode déployée et à la gouvernance. Je vous assure de mon appui entier. » CRGHC Philippe JACOB, 17 janvier 2022



Les 7 et 8 mars 2022, le DC SCA a réuni son COMEX à Metz. Deux jours dédiés pour l'essentiel à l'examen des chantiers de la feuille de route « AMBITION SCA ».

Chaque RTHEM a présenté les chantiers relevant de sa thématique : périmètre, objectifs, principaux livrables et jalons de mise en œuvre.

Les centres interarmées du soutien (CIJ, CIMob, CIAO, CIEC, CIRL, CIM, CISAP et CIMCI) et les deux écoles (ECA et EFQ) ont ensuite détaillé les actions mises en place pour appuyer ces chantiers et s'insérer globalement dans le déploiement de cette feuille de route, toujours selon les cinq grandes valeurs rappelées régulièrement par le directeur central depuis sa nomination.

En effet, si le responsable de chantier/projet est le pivot de la mise en œuvre de l' « Ambition SCA », cette dernière est également déclinée par chaque organisme du SCA, en lien avec les responsables de chantier/projet. Chaque établissement du service n'est pas concerné par l'ensemble des chantiers. Cependant, chaque chef d'organisme doit identifier par chantier les actions concrètes qu'il est en mesure de mener.



UN TRAVAIL D'EXPLICATION TOUS AZIMUTS

Un important processus de concertation et de présentation a été lancé en même temps que la rédaction de la feuille de route, initiée dès juin 2021. Cette démarche a notamment associé, en interne, les organisations syndicales, le CTR SCA (comité technique de réseau), le CFM SCA (conseil de la fonction militaire) et les consuls du service.

Auprès des consuls du Commissariat des armées...

Le 15 novembre 2021, le directeur central a réuni les « consuls » du service. Commissaires affectés en dehors du Commissariat des armées, ils en sont les ambassadeurs auprès des organismes dans lesquels ils sont affectés.

Cette séquence a permis au directeur central de les informer sur les grandes actualités du service, et

LES 11 FONCTIONS DU SOUTIEN COMMISSARIAT

Ces 11 fonctions comprennent trois grands pans : le multiservices, l'administration (ou bloc régalien) et la logistique (notamment l'habillement et les transports).



Le triptyque Filières/Métiers/Organique connu sous l'acronyme FMO est revu, de même que la notion d'AGSC (administration générale et soutien commun). Désormais, le SCA structure son activité autour de 11 fonctions du soutien Commissariat : elles correspondent à celles qu'il met en œuvre dans le cadre du soutien opérationnel des forces et en tant qu'opérateur ministériel au profit de l'ensemble des ressortissants du ministère des Armées. Si cela passe par une refonte de la cartographie des macro processus du SCA, l'objectif est simple : accroître la lisibilité du fonctionnement du service en interne et pour les soutenus.

Ces fonctions ne sont pas militaires par nature. Elles le sont par leur destination et par les milieux dans lesquels elles sont opérées, et ce de bout-en-bout, de la co-construction au conseil, avec et auprès des forces. L'ensemble de l'activité produite est mesuré, sous l'égide du centre interarmées de coordination du soutien (CICoS), par la QSR (qualité de service rendu) qui se situe aujourd'hui à 90%.



notamment sur la nouvelle feuille de route, « Ambition SCA ». Le directeur central a ensuite laissé la parole au directeur central adjoint et au sous-directeur performance-synthèse pour évoquer plus précisément les grandes orientations et ambitions de la feuille de route du SCA.

...du Comité technique de réseau du SCA...

Le CTR SCA, présidé par le commissaire général hors classe Philippe JACOB, s'est tenu en présentiel

le 18 novembre dernier sur le site de Balard à Paris. À cette occasion, le directeur central a affirmé sa volonté de stabiliser l'organisation du SCA en finalisant les projets lancés dans le cadre de la transformation SCA 22 (concessions, ATLAS, etc.) et en recentrant le service sur sa mission principale tout en le modernisant.

Cette rencontre, particulièrement riche en échanges, a été l'occasion pour le directeur central de présenter aux représentants des personnels. Le nouveau projet de service.



...du corps des commissaires des armées...



En fin d'année 2021, lors des différentes conférences d'information RH consacrées au corps des commissaires, le chef de la Division gestion des corps (DGC) a évoqué les mesures ayant pour objectif, conformément au projet de service, de positionner les commissaires des armées comme un corps d'excellence : actions visant à conforter leur rôle et leur place dans le haut encadrement militaire interarmées et d'ancrage, développement des perspectives d'emploi à l'international ou en interministériel, etc.

POUR MÉMOIRE...

Le 4^{ème} pilier de l'Ambition SCA vise à disposer d'une ressource humaine compétente et épanouie

Si le modèle RH du service est conforté dans ses grands équilibres, il nécessite d'y porter une attention permanente pour garantir sa pérennité. L'effort porte sur le développement de l'identité « Soutien Commissariat », le dialogue gestionnaire/employeur, la gestion des viviers critiques, les parcours professionnels, la formation ainsi que les perspectives d'emploi des commissaires.

... du Conseil de la fonction militaire du SCA...

À l'occasion de sa 11^{ème} session fin novembre 2021, le CFM SCA a présenté au directeur central de nombreux sujets de réflexion issus de la concertation régionale, parmi



lesquels l'habillage des officiers sous contrat, la mise en place de la téléactivité, l'accompagnement à la reconversion des commissaires, le statut des aumôniers et le souhait de voir créé un échelon indiciaire supplémentaire ou la mobilité des commissaires. Autant de sujets qui se situent au cœur de la feuille de route Ambition SCA, pour lesquels le CFM SCA met un point d'honneur à être force de proposition.

...et de la 29^e promotion de l'École de Guerre

Le 10 janvier 2022, le directeur central a été convié à une conférence à trois voix, visant à présenter les services et directions interarmées du soutien à la 29^e promotion de l'École de Guerre. Ainsi, aux côtés des représentants du Service de santé des armées et du Service de l'énergie opérationnelle, il a rappelé à l'ensemble de la promotion les origines du service du commissariat des armées, ses grandes fonctions et les perspectives promises par le déploiement de la feuille de route en 2022. Présentant les grandes lignes de cette dernière, il a particulièrement insisté sur les aspects opérationnels, dont il a fixé l'objectif : être au rendez-vous de la montée en gamme de l'entraînement des armées et relever le défi de la préparation opérationnelle du SCA.

Face à cet auditoire interarmées, il a appelé de ses vœux le nécessaire travail en commun à mener avec les armées, le SCA étant largement dépendant de multiples facteurs extérieurs comme les ressources humaines ou l'évolution du plan de stationnement général.



■ DES INITIATIVES LOCALES

Chaque chef d'organisme doit identifier les chantiers qu'il est en mesure de décliner à son niveau sous la forme d'actions concrètes. Lors des visites de commandement, l'implication de chaque organisme dans la démarche sera mesurée et prise en compte dans l'évaluation des cadres.

Enfin, chaque échelon de commandement est responsable de la diffusion de la feuille de route et de son appropriation par le personnel.

Groupement de soutien de la base de défense de Nancy

À défaut d'une galette des rois, le futur plan d'actions du groupement de soutien de la base de défense de Nancy a été mis sur la table, lors d'une demi-journée de travail et de cohésion avec l'équipe de commandement le 3 février 2022.

Une occasion de réflexion commune pour décliner la feuille de route du service, visant pour le SCA à affirmer une ambition alignée sur celle du modèle d'armée 2030, et une opportunité pour inscrire la lettre d'intention du chef de groupement dans cette dynamique. Un moment privilégié qui sera renouvelé deux fois par an.

Centre interarmées du soutien à la mobilité

Le 24 février, le directeur du CIMob a réuni les chefs de division et de bureau du centre, civils et militaires. Le commissaire en chef de 1^{ère} classe Marc a tout d'abord salué la réussite collective de la création du CIMob, malgré un délai restreint assorti d'un contexte sanitaire difficile.

Puis il a évoqué les orientations à venir, qui devront essentiellement s'inscrire dans le canevas de la feuille de route du service : « Ambition SCA ». Ces séances de présentation se sont poursuivies en mars auprès des cadres de l'antenne de Lille et au profit des sous-officiers/officiers mariniers et personnels de catégorie B non chefs de bureau de la portion centrale de Brest.



Plateforme Commissariat Sud-Est

En mars 2022, le directeur de la PFC-SE, l'AAHC Jean-François, mobilisait l'encadrement de la plate-forme pour un séminaire dans la Drôme.

Deux objectifs affichés :

- après 2 ans de pandémie, ressouder l'équipe de commandement ;
- hors les murs et dans une ambiance apaisée, décliner la feuille de route « Ambition SCA » au niveau de la PFC-SE.

Retour à Lyon le 16 mars, avec un carton plein pour le directeur : un bon moment passé en commun et une séance de travail fructueuse.



LA SEMAINE DE L'AMBITION SCA

Depuis le lancement des travaux, le commissaire général hors classe Philippe JACOB insiste sur l'importance de la déclinaison d'« Ambition SCA » par chacun des acteurs dans son organisme et sur son périmètre d'action. Il rappelle également la nécessité de faire remonter toute difficulté dans cette démarche qui s'inscrit dans le temps long de la vision stratégique du CEMA.

Les visites des organismes du SCA, qu'il souhaite conserver sur un rythme soutenu comme depuis le début de son mandat, seront sans nul doute de bons capteurs pour suivre l'avancement de ces chantiers. Pour faciliter cette appropriation, le directeur a décidé d'organiser une « semaine de l'Ambition SCA ».



L'organisation de cette séquence provient d'un constat réalisé par le directeur central lors de ses visites de commandement au sein des organismes : la réussite d'Ambition SCA repose sur une compréhension commune et une pleine appropriation des enjeux portés. Il importe donc que chaque acteur en situation d'encadrement, quel que soit son niveau dans la hiérarchie, s'approprie les grands objectifs d'Ambition SCA, trouve sa place dans cette démarche majeure pour le service et comprenne qu'il est un maillon essentiel dans la réussite du projet.

Cette semaine avait donc pour objectif affiché, entre le 30 mai et le 3 juin, de laisser chaque organisme mener une ou plusieurs actions ciblées et adaptées au contexte local afin d'associer pleinement les cadres aux défis communs et de permettre la diffusion d'Ambition SCA.

LA SEMAINE DE L'AMBITION SCA S'EST DÉROULÉE PARTOUT SUR LE TERRITOIRE

Au GSBdD Grenoble-Annecy-Chambéry



Pour lancer la semaine de l'« Ambition SCA », le CRC2 Maxime, chef du GSBdD Grenoble-Annecy-Chambéry, est intervenu le 30 mai devant les cadres intermédiaires. Au programme, la présentation de la feuille de route du service, explicitée durant une heure à travers des vidéos, des présentations et des séances de questions/réponses. Les mots clés « agilité, simplicité, confiance, accessibilité et proximité » ont pris tout leur sens auprès d'un public de cadres intermédiaires amenés à manager des personnels du Commissariat des armées. Cette séance pédagogique a également été l'occasion de réunir des représentants civils et militaires du groupement.

Désormais, la feuille de route est connue et partagée.

Au GSBD de Creil, une « Radio SCA » pour rendre ludique « Ambition SCA »



Entre le 30 mai et le 3 juin, le GSBD de Creil a relayé les directives du directeur central pour le déploiement du nouveau projet de service.

Cette démarche s'est effectuée grâce à un procédé créatif et innovant : la mise en place d'une radio interne. « Radio SCA » est née !

Tout au long de la semaine, des personnels civils et militaires ont revêtu leur costume d'animateur radio afin de

diffuser « Ambition SCA » le plus largement possible. Fidèle à son *jingle* radiophonique « *Radio SCA pas de blabla, Radio SCA on sait où l'on va* », ce média s'est fait le porte-voix du directeur central.

Grâce à cette initiative, le personnel du GSBD de Creil était à la fois acteur et auditeur. Il s'est ainsi approprié les grandes lignes de la feuille de route, chacun étant amené à partager son point de vue sur les chantiers évoqués. Cette action s'est achevée par un quizz ludique afin de favoriser l'esprit d'équipe et clore cette semaine dans une ambiance dynamique et chaleureuse.



Le CIEC, la PFC de Rambouillet, l'ELoCA d'Angers et le LaboCA réunis pour une journée d'échanges le 1^{er} juin sur le site d'Angers

La mise en perspective par le CIEC de la feuille de route SCA au regard de la vision stratégique du CEMA a mis en exergue la relation entre les ambitions du SCA et le soutien des forces face aux nouvelles menaces, dans le cadre d'hypothèses d'engagement majeur et d'actions de haute intensité.

Pour sa part, la PFC Rambouillet a présenté les actions lancées au titre du nouveau projet de service. Elles conduiront à adapter ses marchés et poursuivre dans la voie de la relocalisation des achats en UE afin d'assurer des achats résilients, même en situation de crise.

L'ELoCA d'Angers est actuellement en plein chantier de rénovation de ses chaînes de conditionnement de rations de combat. Cette action, inscrite dans « Ambition SCA », consolide et développe la vocation opérationnelle du service ainsi que sa résilience. Elle lui permettra de disposer d'un outil de production plus performant en 2023, grâce à des robots et l'installation de transstockeurs modernes et informatisés. Par ailleurs, acteur ancré dans les territoires, cet établissement tisse des liens avec les entreprises locales



de maintenance, essentielles à son fonctionnement.

Enfin, le LaboCA, qui vient d'obtenir le renouvellement de son accréditation COFRAC, a présenté sa démarche visant à consolider ses protocoles scientifiques de contrôles, travail essentiel pour garantir des approvisionnements et un soutien de qualité. Une visite du LaboCA et de l'ELoCA a conclu la journée riche en enseignements et qui a mis en évidence :

- des approches communes et cohérentes, grâce à la feuille de route qui vise à moderniser et améliorer le service apporté aux soutenus, mais aussi aux agents du SCA à travers la qualité de vie au travail,
- une nécessaire approche intégrée dans laquelle chacun des organismes apporte sa contribution pour un service agile et un soutien simple et accessible, centré sur la proximité et dans lequel le soutenu a confiance.

À l'EDIACA, l'information relative à « Ambition SCA » rendue accessible pour tous

L'EDIACA (établissement de diffusion, d'impression et d'archives du Commissariat des armées) s'est mobilisé dans le cadre de la semaine « Ambition SCA » pour faire connaître le nouveau projet de service à l'ensemble de ses équipes. Dans cette perspective, les deux films de présentation de la feuille de route, disponibles sur le site du SCA, ont été diffusés en boucle sur un téléviseur spécialement installé dans un lieu stratégique de passage du bâtiment.

De nombreuses autres belles initiatives des organismes du SCA, visant à faire connaître le projet de service, sont à souligner.

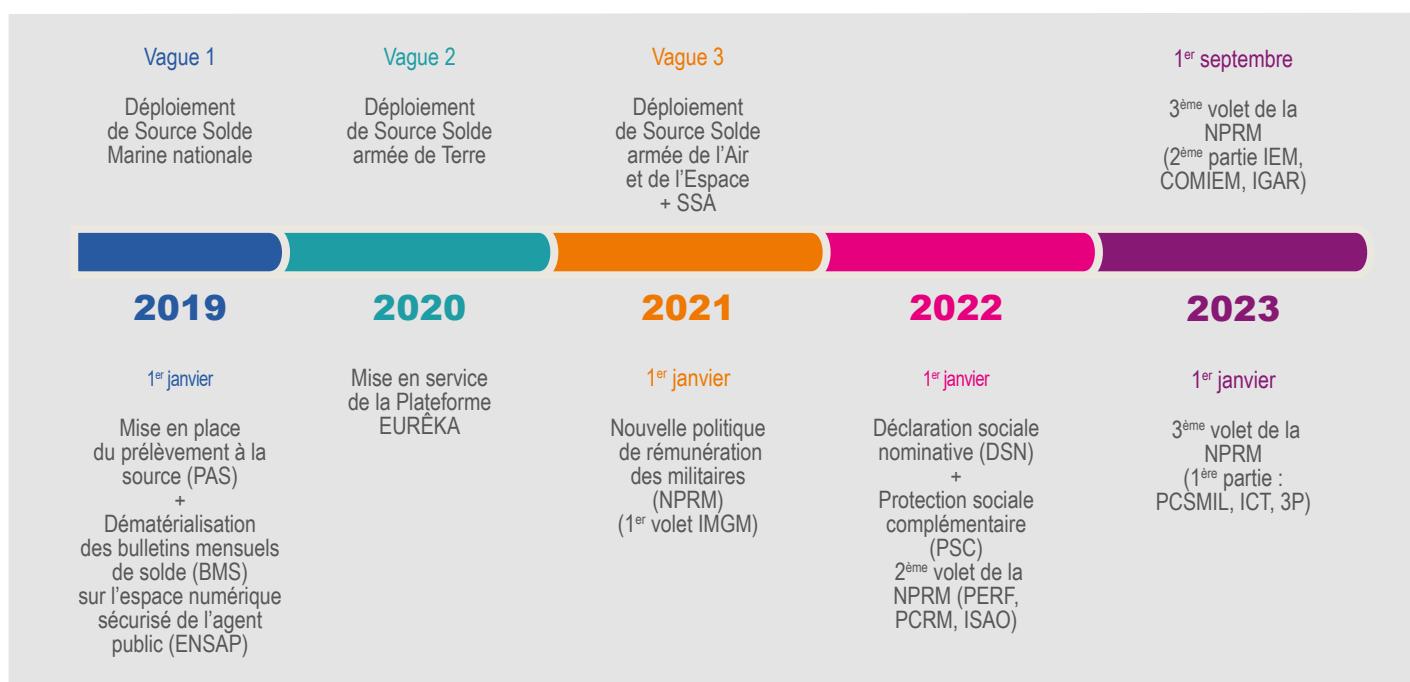
Par exemple, celle du GSBD de Draguignan, qui a publié quotidiennement, entre le 27 et le 31 mai, une série de brèves expliquant en détail chaque objectif stratégique. Au pôle école militaire (GSBD Île-de-France), outre la présence d'affiches déclinant les différents objectifs stratégiques dans les couloirs du pôle, l'ECP (échelon coordination et production) s'est par exemple attaché à effectuer un travail de pédagogie sur les chantiers de la feuille de route relatifs à son périmètre de compétence.



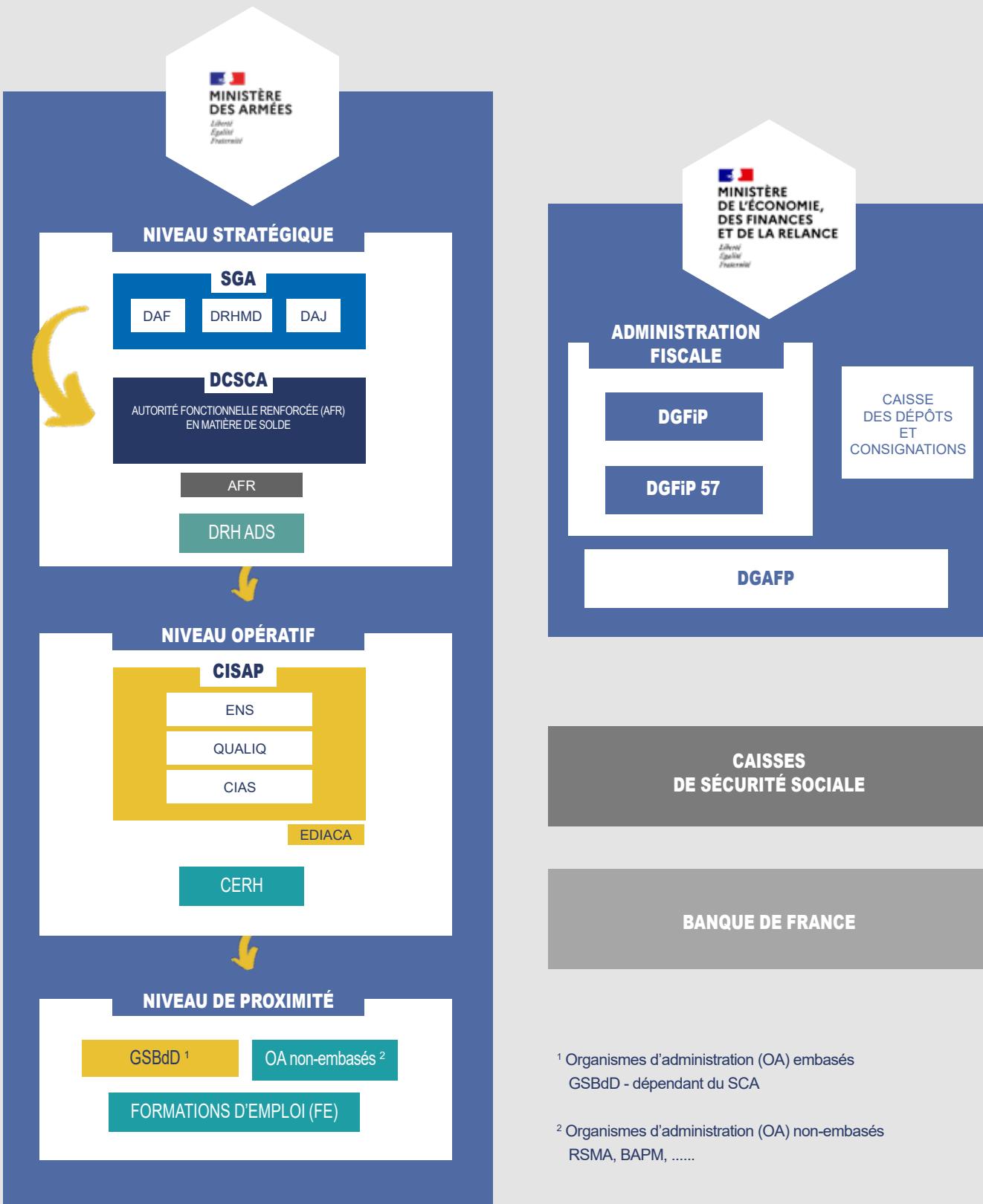
LE COMMISSARIAT DES ARMÉES, AU CŒUR DE LA SOLDE

La rémunération des militaires est un sujet aussi primordial que sensible. Le domaine a en effet connu des difficultés, réglées par le passage au calculateur Source Solde (SSLD) de l'ensemble des armées et services en remplacement du système Louvois. La bascule, organisée en trois vagues successives, s'est achevée début 2021. Cette étape majeure s'est accompagnée d'une évolution profonde de l'organisation de la chaîne et des procédures mises en œuvre pour l'exécution du service de la solde.

« Outre le changement de calculateur, c'est une véritable transformation de la chaîne fonctionnelle solde qui a été opérée avec la mise en place de Source Solde. » CRG1 France Blandin-Kolb, directrice du centre interarmées du soutien solde et administration du personnel (CISAP)



PANORAMA DES ACTEURS DE LA SOLDE EN ENVIRONNEMENT SOURCE SOLDE



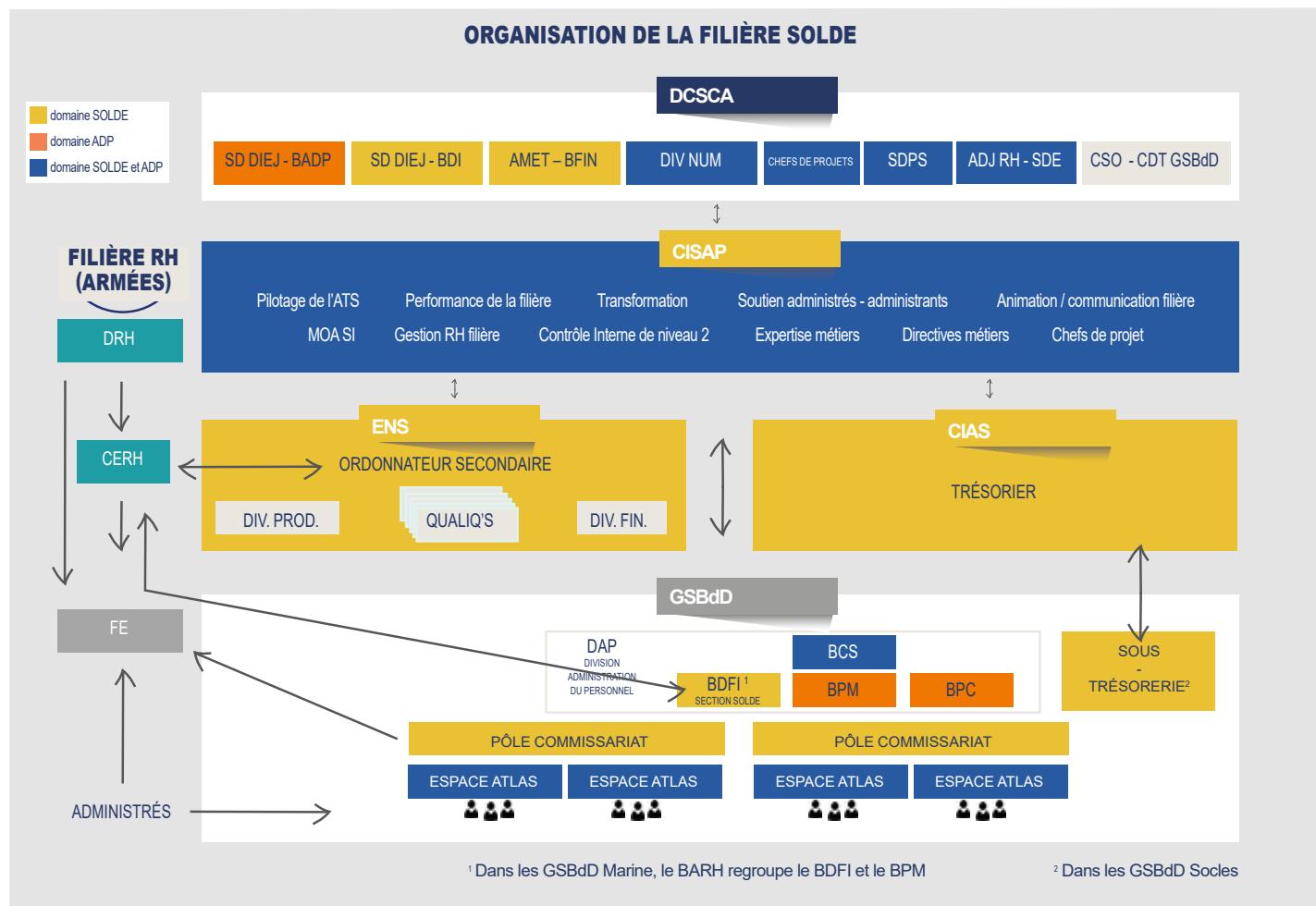
¹ Organismes d'administration (OA) embasés
GSBdD - dépendant du SCA

² Organismes d'administration (OA) non-embasés
RSMA, BAPM,

PLUS QU'UN CHANGEMENT DE CALCULATEUR, UN REPOSITIONNEMENT DES ACTEURS DE LA SOLDE

La bascule sur Source Solde a impliqué un repositionnement des acteurs de la solde, de la saisie des faits générateurs¹ « Ressources Humaines-Gestion Administrative-Solde » (RH-GA-Solde) à la mise en paiement des droits correspondants (le calcul de la solde découle des faits générateurs : elle prend en compte la situation du militaire [grade, ancienneté, situation familiale, domicile]...), jusqu'à leur traduction dans les restitutions financières de l'État², dans une logique de bout-en-bout.

Le SCA se trouve au cœur de cette chaîne. Ses responsabilités sont partagées entre des acteurs de niveaux stratégique (direction centrale), opératif (les centres interarmées) et de proximité (les GSBdD). Explications.



L'écosystème de la solde est riche et complexe, et mobilise de nombreux acteurs. Cet article se concentrera sur le rôle central du SCA et de ses organismes.

LES ACTEURS DE LA SOLDE EN ENVIRONNEMENT SOURCE SOLDE : NIVEAU DCSCA

Responsable de l'exécution du service de la solde³, le SCA dispose de l'autorité fonctionnelle renforcée (AFR)⁴ sur le domaine RH-GA-Solde, par délégation de la DRH-MD⁵. Cela lui confère un rôle de prescripteur⁶ envers les DRH d'armées et les organismes d'administration embasés (GSBdD) ou non pour l'application des directives métiers⁷, des modes opératoires et contrôles associés au service de la solde.

La direction centrale du Commissariat des Armées est en charge de piloter la

mise en œuvre de la chaîne RH-GA-Solde. Deux sous-directions sont concernées ; la sous-direction « droits individuels et études juridiques » et la sous-direction « métiers »⁸.

Plus précisément, le SCA est responsable :

- des opérations de production de la solde,
- de la liquidation de la solde et de son contrôle ;
- du contrôle interne de deuxième niveau⁹ sur l'ensemble du domaine RH-GA-Solde sous l'autorité de la DRH-MD et de la DAF ;
- du paiement de la solde aux militaires, aux ayants droits et ayants causes, ainsi que du versement des prélèvements et cotisations aux organismes tiers ;
- du recouvrement des créances de solde par précompte ou de leur transmission au comptable public ;

- du contentieux lié à la solde ;
- de la comptabilisation des dépenses et des recettes relevant du titre II ;
- de la production et de l'archivage des bulletins mensuels de solde (BMS) ainsi que de la production du flux numérique relatif aux BMS destinés à être insérés dans l'espace numérique sécurisé de l'agent public (ENSAP).

La sous-direction « droits individuels et études juridiques » est responsable de l'exécution de la solde. Elle s'assure du traitement des recours administratifs qu'ils soient gracieux ou hiérarchiques, et participe à l'élaboration de la réglementation en matière de soutien commun.

La sous-direction « métiers » participe, en matière financière, à l'élaboration et à la mise en œuvre de la réglementation financière. Par ailleurs, elle propose au directeur central la création de trésoreries et sous-trésoreries militaires nécessaires au fonctionnement des armées et des services de soutien interarmées. Enfin, elle fait réaliser les opérations de liquidation et de paiement des militaires ainsi que de leurs ayants droit et ayants cause.

LES ACTEURS SCA, ŒUVRANT POUR LA MISE EN ŒUVRE CONCRÈTE DE LA SOLDE

La transformation conduite par le SCA consistait à clarifier les responsabilités en matière de production de la solde. Ces évolutions majeures tirent les enseignements de la crise Louvois pour laquelle un émettement des responsabilités avait été un facteur aggravant.

Désormais, dans son organisation interne, le SCA dispose de plusieurs acteurs pour l'exercice de ses missions de production et de liquidation de la solde :

- le Centre Interarmées du Soutien Solde et Administration du Personnel (CISAP) ;
- l'Établissement National de la Solde (ENS) ;
- le Centre Interarmées de la Solde (CIAS) ;
- l'Établissement de Diffusion, d'Impression et d'Archivage du Commissariat des Armées (EDIACA).

Visionnez le MAG TV d'avril 2022
en partie consacré à la solde



¹ Voir explications page 55

² La rémunération versée aux militaires, en contrepartie du lien juridique qui les lie à l'État et des services qu'ils accomplissent, est régie par la réglementation applicable aux finances publiques. Elle induit pour l'État des dépenses dites « de personnel », retracées au sein d'une partie du budget général dénommée « titre II – dépenses de personnel »

³ Art. R3232-2-1 du code de la défense

⁴ Autorité fonctionnelle renforcée : le SCA a la possibilité, alors même qu'il n'a pas d'autorité hiérarchique, d'émettre des directives aux armées dans le domaine RH-GA-Solde

⁵ CF. Instruction n°0001D18029484 relative à la gouvernance de la chaîne ressources humaines

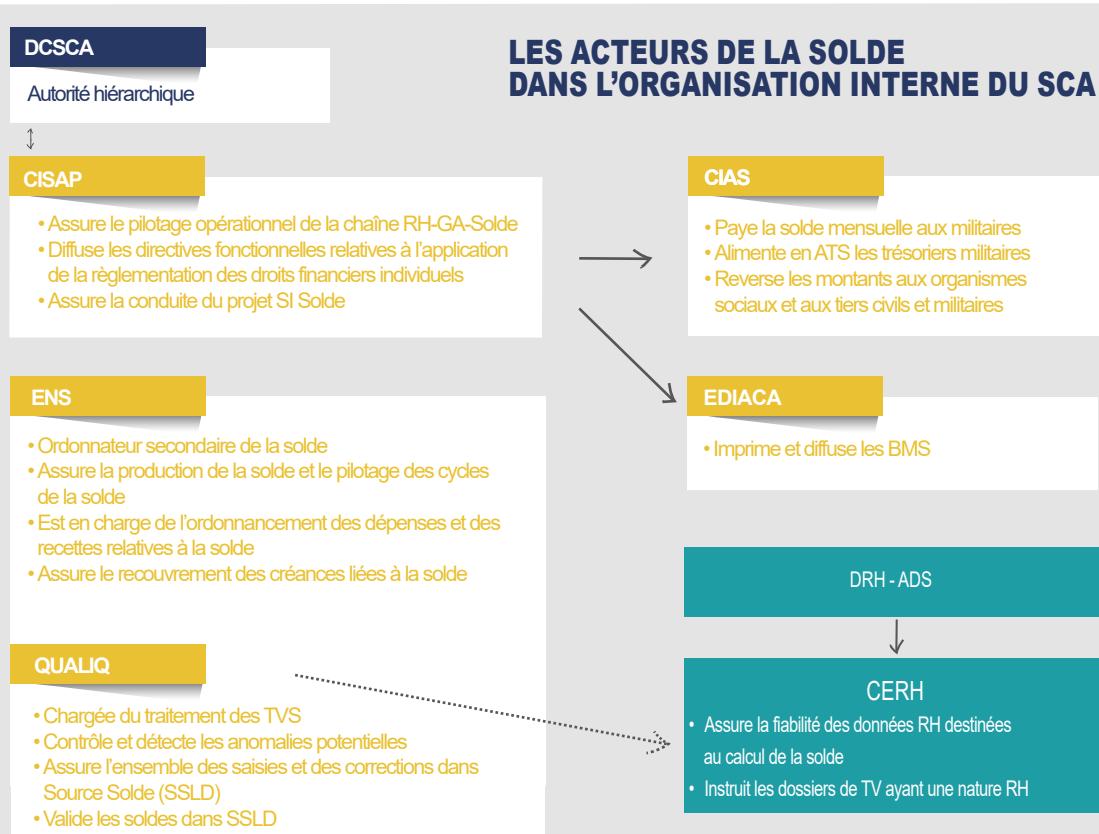
+ Voir schéma « Les acteurs de la solde en environnement Source Solde »

⁶ Qui recommande, influence

⁷ Conduites à tenir, procédures à mettre en place par exemple dans le cas de trop-versés de solde

⁸ Arrêté du 28 février 2019 portant organisation du service du commissariat des armées

⁹ Le contrôle interne permet d'apporter une assurance raisonnable que les processus liés à la solde sont maîtrisés. Le 1^{er} niveau est assuré par les organismes d'administration embasés ou non embasés (OA), le 2^e niveau par le CISAP, le 3^e niveau par la DRH-MA et la DAF.



À la tête de la chaîne métier de la filière solde au sein du SCA, se trouve le CISAP.

Basé à Rambouillet, il agit comme le véritable chef d'orchestre de la filière solde en organisant le travail de l'ensemble des acteurs, qu'ils relèvent du SCA ou des armées. Il porte l'autorité fonctionnelle renforcée sur la chaîne RH-GA-Solde : ainsi, il émet des prescriptions fonctionnelles sur la formation, le pilotage du vivier et l'évaluation des dispositifs de contrôle interne.

En particulier, le CISAP soutient les divisions administration du personnel des GSBdD dans leurs activités quotidiennes. Il est également à l'écoute de l'ensemble du personnel militaire, notamment au travers de la plateforme téléphonique « Bureau administrants-administrés » (anciennement « Cellule solde assistance »).

Effective depuis 2012, cette plateforme vise à apporter des réponses aux personnels militaires, mais aussi à leurs familles sur toutes les questions qui relèvent de la solde. En 2021, 15 500 appels ont été traités par les agents de ce bureau.

Par ailleurs, le CISAP, en lien avec les armées, la direction des ressources humaines de la Défense, la DGA et la DIRISI participe à la rédaction des textes juridiques liés à la solde. Une fois qu'ils sont publiés, les équipes du CISAP traduisent ces textes juridiques de façon à ce qu'ils soient compréhensibles par les informaticiens, en charge des spécifications fonctionnelles des systèmes d'information, principalement de Source Solde. Enfin, le CISAP teste des versions du calculateur réalisées par l'industriel pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Cela permet au SCA de maîtriser l'ensemble de la chaîne d'évolution et de mise en œuvre du calculateur.

Le CISAP coordonne également l'activité, s'assure de la performance et exerce sa tutelle sur l'ENS et le CIAS, responsables de la production et du paiement de la solde.

En parallèle, un établissement spécifiquement dédié à la production de la solde, bénéficiant d'une meilleure visibilité, a donc été créé en 2020, concomitamment à la dissolution du service exécutant de la solde unique (SESU).

Organisme déconcentré du SCA, l'**établissement national de la solde** (ENS) dispose de quatre divisions qualité-liquidation (QUALIQ) colocalisées avec les CERHs. Grâce à cette évolution, le SCA dispose désormais des moyens lui permettant d'exercer la plénitude de ses responsabilités, depuis la production jusqu'à la liquidation de la solde.

Les missions confiées à l'ENS

(extrait de l'arrêté d'organisation du SCA) :

Organisme opérateur, l'ENS produit et exécute la solde du personnel militaire des trois armées et des services communs. Il assure, par ailleurs, le mandatement du titre II de la Gendarmerie nationale.

Il a en charge :

- le pilotage de la production de la solde, effectué par sa division production ;
- la fonction « contrôle et liquidation des soldes produites », mission réalisée par ses antennes qualité-liquidation (QUALIQ) ; les QUALIQ sont aussi chargées du traitement des trop-versés ;
- l'ordonnancement de la solde et le rétablissement des recettes sur le titre II, mission réalisée par sa division finances.

L'ENS procède par ailleurs à l'imputation budgétaire et comptable des montants décaissés au titre du paiement de la solde et du versement de leurs dus aux organismes sociaux et aux tiers. L'ENS traite enfin les recours exercés en la matière par le personnel militaire soldé par Source Solde.

L'ENS assure le soutien du personnel militaire des armées et sécurise environ 250 000 soldes par mois. Le directeur de l'ENS est également ordonnateur secondaire¹² des dépenses de personnels militaires de la Gendarmerie nationale.

Depuis sa montée en puissance en 2020, l'ENS dispose d'environ 300 personnels civils et militaires pour réaliser sa mission, répartis sur six sites différents :

- Rambouillet pour sa division production
- Metz pour sa division « finances »
- 4 divisions qualité-liquidation (QUALIQ) colocalisées avec les CERHs d'armée

UN SERIOUS GAME POUR ÉVALUER LES COMPÉTENCES DES SOLDIERS !

Dans la continuité d'un dispositif innovant développé en 2017, le CISAP, pilote du vivier solde, met en place des sessions de *Serious Game* pour évaluer son personnel. Dans l'esprit d'un jeu vidéo, les administrants sont immergés dans des situations professionnelles virtuelles les conduisant à interagir avec des avatars. Un moyen de cibler plus finement les besoins en formation, à partir d'une photographie panoramique des compétences dans le domaine de la solde.



Concrètement, durant la session, le soldat fait face à des sollicitations d'administrés auxquelles il doit répondre sous forme de questions à choix multiples, aidé par une banque de documents qu'il faut mobiliser à bon escient. La mise en situation permet au participant de retrouver ses actes réflexes tout en étant dégagé du stress inhérent aux évaluations traditionnelles. Ce format interactif à destination de l'ensemble des soldats affectés dans les GSBdD offre au CISAP une bonne cartographie des compétences en matière de solde.

En fonction des résultats, les participants n'ayant pas validé le test sont orientés vers des modules d'e-learning ciblés ou sont invités à suivre une formation d'adaptation à l'emploi complète en distanciel et en présentiel à l'École des Fourriers de Querqueville (Q1 Solde).

L'ambition est à présent de pérenniser ce dispositif innovant, avec un jeu rénové, pensé pour être modulable et réutilisable à l'infini. Il sera en outre adapté aux indemnités entrées en vigueur dans le cadre de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM). Cela ne sera possible qu'avec l'expertise de la DCSCA / Bureau transformation numérique de la Division Numérique pour la partie technique, mais aussi de soldiers actuellement en poste pour retranscrire fidèlement des situations du quotidien. À cette fin, un appel à volontaires a été adressé récemment vers les GSBdD : avis aux gamers !

Grâce aux **QUALIQ**, l'ENS s'assure de la justesse du calcul et du versement à temps de la solde des militaires sur la base des données RH transmises par les administrés et saisies dans les SIRH¹³ d'armées par les GSBdD, principalement, et les OA non-embasés.

Enfin, le **centre interarmées de la solde** (CIAS), situé à Nancy, est chargé d'exécuter, au profit de toutes les armées, les missions suivantes :

- payer la solde des militaires à partir de l'avance de trésorerie solde mise à disposition et à l'aide de Source Solde ;
- payer leur dû aux organismes sociaux et aux tiers ;
- fournir à l'ENS toutes les pièces justificatives liées aux montants réellement décaissés ou non au titre des soldes brutes, des cotisations sociales et des dettes (opposition, cessions, pensions alimentaires).

Ses activités s'exercent au niveau national.

COMPRENDRE LES GRANDES ÉTAPES DU CYCLE DE LA SOLDE

La solde prend sa source au niveau du militaire (prise en compte des données liées à son grade, son lieu d'affectation, sa situation familiale, ses activités opérationnelles, ses qualifications, ses mutations, etc.) et suit un processus qui part de la saisie d'un fait RH au déclenchement d'un processus de dépense financière. Son élaboration est complexe puisqu'environ 170 primes et indemnités existent (avant la NPRM), chacune avec ses propres modes de calcul.

Les « faits générateurs » désignent tout événement personnel ou professionnel venant modifier selon le cas, l'attribution d'un droit à solde ou prestation familiale, ou son montant (exemples : changement de situation familiale, de résidence, de grade ou de position statutaire, cession de solde, obtention d'un diplôme, réalisation d'une activité opérationnelle).

La solde d'un administré peut aussi être impactée à l'initiative d'un tiers en tant que créancier (exemple : saisie sur rémunération), ayant droit (cession volontaire ou délégation de solde), ou encore ex-conjoint (reversement d'un avantage familial).

Les opérations de saisie sont effectuées sur présentation d'une pièce justificative (PJ) qui doit avoir une valeur probante

¹² L'ordonnateur secondaire a une fonction de décideur financier. Par délégation, c'est celui qui va apprécier l'opportunité d'exécuter une dépense ou de constater une recette

¹³ SIRH : système d'information RH

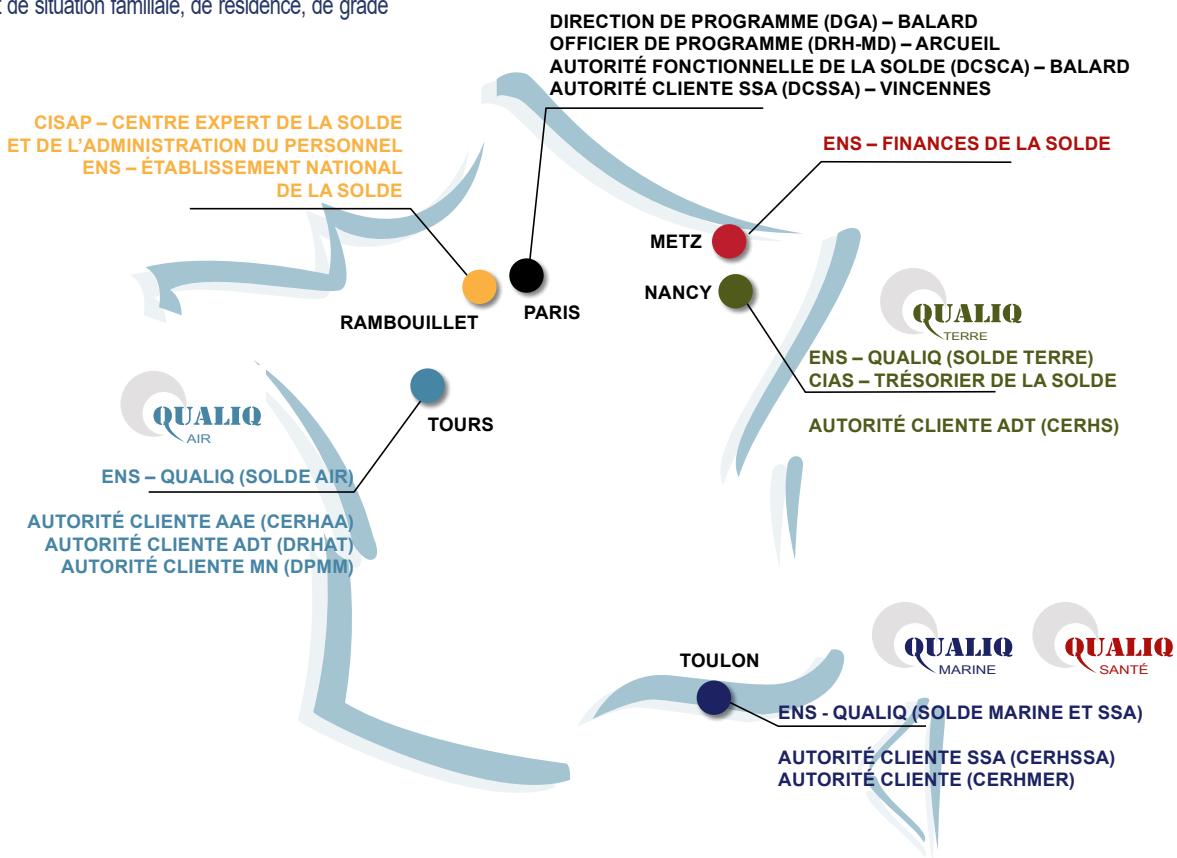
conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ces PJ sont enregistrées et archivées.

L'ensemble des faits générateurs est saisi dans les SIRH (Concerto, Rhapsodie, Orchestra, Armonie) par des opérateurs en GSBdD, au CERH ou dans les DRH puis transmis au calculateur de la solde selon des flux mensuels définis dans le calendrier de la solde. Source Solde procède à la détermination des droits à solde, puis au calcul de cette dernière.

La solde est réglementairement due le dernier jour ouvrable du mois considéré. Mais le calendrier de production de la solde vise à permettre le paiement de la solde au plus tard le 25 du mois. De ce fait, le cycle de la solde n'est pas calé sur le cycle calendaire mensuel.

Les incidents de solde : des « incidents de solde » peuvent survenir en cas d'erreur rencontrée par le calculateur.

De telles erreurs peuvent donner lieu à des trop-versés de solde (TVS) ou à des moins-versés de solde, détectés par le calculateur Source Solde. Dans le cas d'un TVS par exemple, ce dernier est analysé par la QUALIQ qui va procéder à l'arrêt de son montant total net et des modalités de recouvrement (par reprise directe ou par demande d'émission de titre de perception, [DETP]), et valider la production d'une lettre de notification. Lorsque le TVS résulte d'un fait RH, la QUALIQ saisit le CERH compétent pour analyse approfondie du dossier RH de l'administré.



Les délais de prescription en cas de TVS diffèrent selon que :

- l'administration en est à l'origine (dans ce cas, le délai de prescription est de 2 ans à compter du premier jour du mois suivant le versement indu) ;
- l'administré en est à l'origine (dans ce cas, le délai de prescription est de 5 ans à compter du premier jour du mois suivant le versement indu) ;
- l'administré a volontairement transmis des informations inexactes (dans ce cas, il n'y a pas de prescription).

La sécurisation de la solde

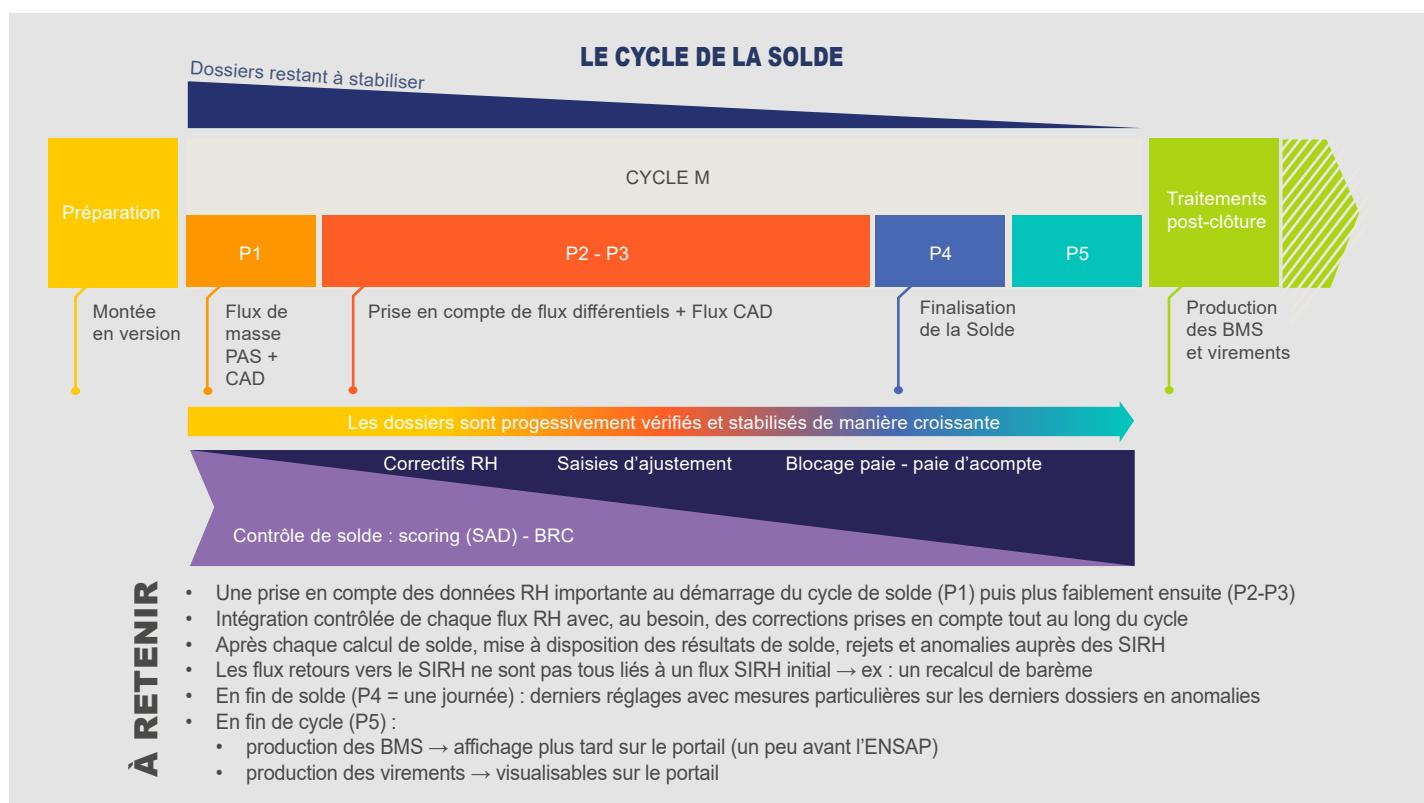
Afin d'assurer le paiement d'une solde correcte aux administrés et vis-à-vis des tiers (percepteurs, orga-

nismes sociaux, etc.), le cadencement des opérations dans Source Solde est sécurisé, un contrôle de la qualité des calculs est réalisé, et des moyens de contournement sont prévus.

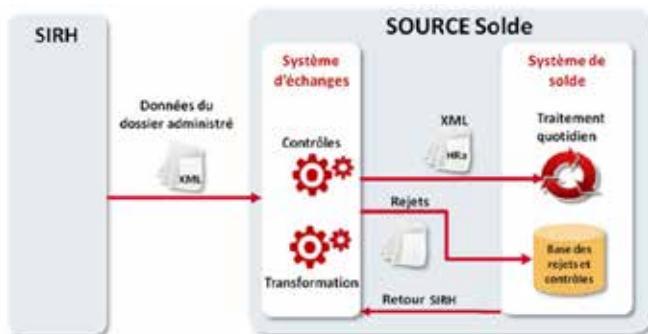
Dans une logique d'amélioration continue, une étape de RETEX (retour d'expérience, compte-rendu) à la fin de chaque cycle de solde permet d'identifier des actions d'amélioration pour les cycles suivants. Il peut s'agir :

- d'évolutions à apporter au calculateur ;
- d'évolutions à apporter à l'outil de scoring (évaluation) afin d'affiner les critères utilisés ;
- de consignes ou rappels de procédures à destination des acteurs responsables du contrôle de la solde.

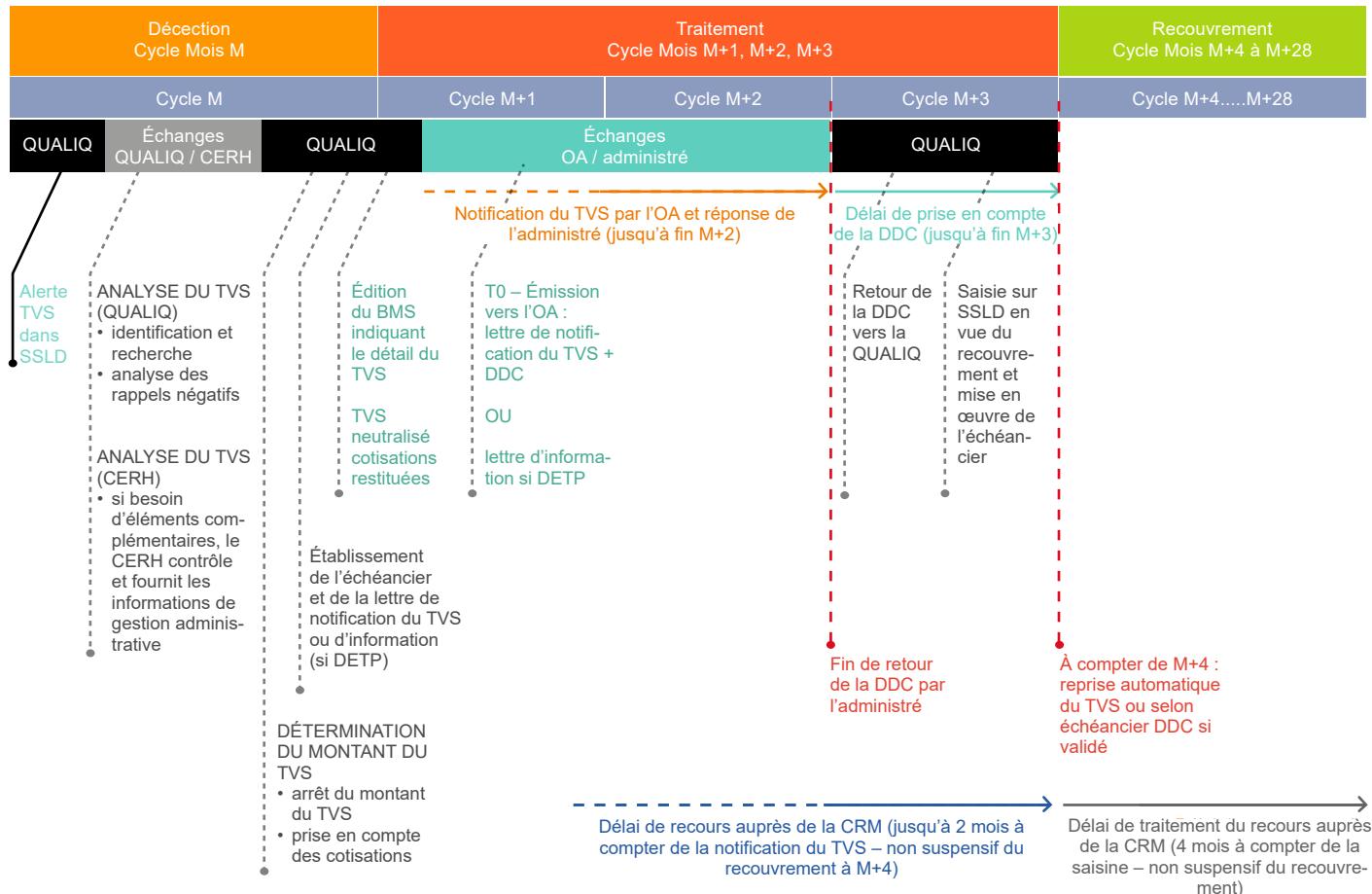
La mise en place du calculateur Source Solde a marqué l'avènement d'un système robuste, universel et garant des droits des militaires pris en compte. Son déploiement s'est accompagné d'une réorganisation générale de l'écosystème de la solde, global et interne au SCA, notamment marquée par la création d'un nouvel établissement dédié à la production de la solde. Il a aussi permis de mettre en lumière à la fois la complexité du cycle de la solde, mais surtout l'incroyable diversité de ce domaine, tant au niveau des paramètres à prendre en compte que des profils des experts solde. ■



REPRÉSENTATION SCHÉMATISÉE D'UN FLUX QUOTIDIEN



LE GESTION DES TROP-VERSÉS DANS SOURCE SOLDE



MA SOLDE ET MOI

Pour garantir le versement d'une solde juste et à temps, je signale à mon organisme d'administration, au plus vite, tout changement de situation (mariage, changement de résidence, statut fiscal de mes enfants, etc.).

Besoin d'une simulation de solde ?

Je consulte PICASSO : <https://picasso.intradef.gouv.fr/>

Une interrogation sur la solde ?

Je consulte mon espace Source Solde

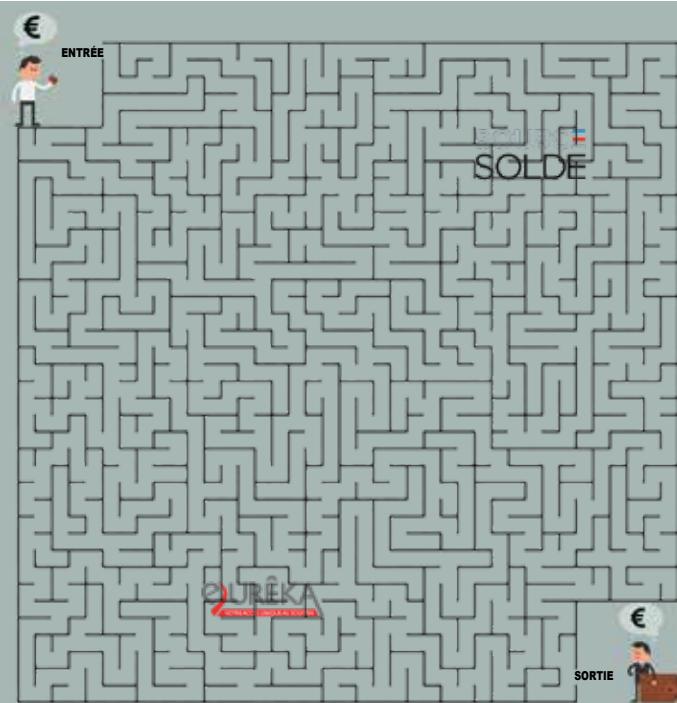
<https://sourcesolde-sso.intradef.gouv.fr/cas/login>

ou mon BMS sur Internet : ensap.gouv.fr

Dans tous les cas, le CISAP est à mon écoute

au 0800 00 69 50 (numéro vert)

par mail : solde.assistance.fct@intradef.gouv.fr



RENCONTRE AVEC... LE CR1 RODOLphe

DIRECTEUR ADJOINT DU CERCLE NATIONAL DES ARMÉES

Le CR1 Rodolphe occupe un poste aussi exceptionnel qu'atypique pour un jeune commissaire : celui de directeur adjoint du Cercle national des armées (CNA). Un poste prestigieux qui s'accompagne de son lot de défis quotidiens, où les surprises sont nombreuses et l'adrénaline ne manque pas...

DE DERRIÈRE LES FOURNEAUX... À DERRIÈRE UN BUREAU

Rien ne prédestinait le CR1 Rodolphe au poste de directeur adjoint du Cercle national des armées (CNA), ni à occuper des fonctions administratives, tout simplement. Étudiant en licence de cuisine et management hôtellerie/restauration et très peu attiré par les restaurants étoilés, il effectue un stage chez le chef d'état-major de la Marine, qui se poursuit à l'Élysée puis dans les cuisines de la résidence du chef d'état-major des armées, à l'École militaire. Satisfait de ces expériences, le CR1 Rodolphe souhaite continuer sa découverte du monde des armées et choisit de revenir dans les cuisines du CEMA pour y effectuer un contrat d'apprentissage. De là est né son désir de rejoindre les rangs de l'armée. Diplôme en poche, il décide de s'engager en tant qu'officier sous contrat. Le Commissariat des armées lui propose alors le poste d'intendant général du Diocèse aux armées françaises, poste qu'il accepte avant de se voir offrir ce qu'il considère alors comme « le meilleur



leur poste » : celui de directeur adjoint du Cercle national des armées. « *C'est une des plus grandes chances de ma vie que le SCA m'aît affecté sur ce poste, à tout juste 25 ans* » nous confie-t-il. Loin d'être déstabilisé par un tel poste et par les responsabilités qu'il suppose, quoiqu'un peu effrayé, c'est surtout l'excitation et la motivation qui le gagnent. « *Même si vous n'avez pas 25 ans, vous n'avez pas le choix, il faut se retrousser les manches et remplir les objectifs fixés. Être directeur adjoint du Cercle national des armées, c'est seconder le commandement dans la direction : manager, aider au pilotage d'une délégation de service public, appuyer dans les questions d'infrastructure, d'entretien général du bâtiment, de planning budgétaire, dans l'exécution financière, tout cela pour trois hôtels et trois restaurants, et ce peu importe que vous ayez 25 ou 40 ans. C'est effrayant au début tant les responsabilités sont importantes mais c'est enthousiasmant.* »



DIRECTEUR ADJOINT DU CERCLE NATIONAL DES ARMÉES, UN POSTE AUX MULTIPLES DÉFIS

« *Les défis en tant que directeur adjoint, c'est d'être un facilitateur pour permettre au directeur de se concentrer sur les grandes lignes stratégiques du Cercle. A moi donc l'opérationnel pur et dur, c'est-à-dire s'assurer que les restaurants tournent bien, que les chambres sont en état, que les clients sont satisfaits, etc. C'est une synergie qui fonctionne plutôt bien !* »

Des défis et des challenges, c'est ce qui rythme son quotidien. « *Il n'y pas un seul jour où l'on s'ennuie, les missions sont incroyables et chaque journée est différente de la précédente. On apprend de nouvelles choses tous les jours et on doit savoir tout faire ici ! Le commissaire est un couteau suisse, preuve en est : je peux devoir raceler des litres et des litres d'eau après une inondation dans notre cave, mais aussi encadrer une délégation de service public ! Chaque jour présente son lot de surprises, c'est ce qui est extrêmement motivant !* ».

Ce sont justement ces imprévus et les missions de terrain qui plaisent particulièrement au CR1 Rodolphe : « *Quand j'ai commencé mes études, je me suis toujours dit "jamais je n'atterrirais derrière un bureau" ! Et même si je suis aujourd'hui derrière un bureau, je réalise également des missions extrêmement concrètes, comme filer traiter une fuite dans notre chaufferie dans cinq minutes. Il faut constamment être dans l'urgence, dans l'adaptation et cela me plaît énormément.* »

S'il affirmait ne jamais vouloir travailler dans un bureau, le CR1 Rodolphe confesse qu'il aurait désormais du mal à le quitter. Son prochain poste, il l'imagine d'ailleurs aussi dans le tertiaire, au profit des fonctions restauration ou hébergement. « *En RHL on ne s'ennuie jamais, c'est cela que j'aime. Le Commissariat des armées est quand même le 6ème restaurateur de France, on fournit plusieurs dizaines de millions de repas par an. C'est une filière dans laquelle je souhaiterais rester.* »

Une chose est sûre, lorsqu'il changera de fonctions, le CR1 Rodolphe emportera un monceau d'anecdotes avec lui. Toutes ne peuvent être dévoilées mais à la question sur le projet le plus fou qu'il ait eu à mener, c'est sans hésitation que sa réponse fuse : « *La garden-party de la ministre en 2021 ! Nous avons accueilli le président de la République en dernière minute pour la garden-party de la ministre, qui devait se dérouler à l'hôtel de Brienne. La pluie s'étant invitée à la fête, il a été décidé de tout réorganiser au CNA...trois heures avant le début de l'événement ! Il a fallu déployer une forte capacité de réactivité et d'adaptabilité, évidemment nécessaire dans le cadre d'une visite du président de la République : relations entre chefs de cabinet, choix du lieu du discours, pièces dédiées où la ministre ou le président puissent s'isoler, etc. Il faut repenser toute une organisation d'événement de A à Z, faire revenir le traiteur de Brienne puis tout réinstaller ici, vérifier que tout se déroule bien...c'était très sportif ! Clairement ce n'était pas un marathon, c'était un sprint, une course contre la montre ! Mais c'est ce que j'aime dans ce poste.* »

Et quand on lui demande s'il a définitivement abandonné les métiers de bouche ou s'il envisage de repasser un jour derrière les fourneaux, il nous répond : « *En faire mon métier, non, mais je n'ai pas totalement fait une croix dessus, j'ai quand même gardé un pied dedans parce que c'est important pour moi. La cuisine, c'est une passion, un passe-temps. Mon meilleur ami étant de son côté resté dans ce milieu, je continue donc de cuisiner énormément.* » Et s'il n'en a pas fait son métier, son poste de directeur adjoint au CNA le ramène parfois auprès des fours et des plaques de cuisson... « *Notre position au Cercle est telle qu'il a pu m'arriver de me retrouver en cuisine, lors de la crise COVID 19 ou dans le cadre d'un plan Hommage. Notre délégué ne disposait plus de cuisinier en poste sur une partie imprévue, on n'avait personne pour faire un dîner pour les familles présentes pour l'hommage... à 21h00, j'ai donc enfilé mon tablier et préparé un plat de pâtes au parmesan. Ce n'était pas un dîner gastronomique mais tous ont été conquis !* » Être tout à la fois directeur adjoint et cuisinier peut ainsi s'avérer très utile !

LE CERCLE NATIONAL DES ARMÉES, LA « MAISON DES OFFICIERS »

Situé sur la place Saint Augustin à Paris, le Cercle national des armées se compose de 84 chambres d'hôtels, dont sept suites, de trois restaurants et de salons de réception. Parmi les trois restaurants, tous n'ont pas la même vocation. S'il existe un restaurant gastronomique, un autre est à vocation CONDIPERS, une fonction sur laquelle insiste le CR1 Rodolphe : « *Les officiers sont prioritaires, cet endroit leur est dédié, ils bénéficient d'un tarif extrêmement préférentiel avec un coût unitaire du repas à 9.20€ pour entrée-plat-fromage-dessert. Cela défie toute concurrence dans Paris, d'autant plus dans le 8^e arrondissement !* » Outre les restaurants et les chambres d'hôtel, le CNA accueille les événements du ministère des Armées dans ses salons de réception (séminaires de direction, galas des grandes écoles militaires, voeux ministériels, etc.) mais également des événements privés, contribuant ainsi au renforcement du lien Armées-Nation cher au CR1 Rodolphe. « *Le Cercle a un rôle social très important, il agit comme un catalyseur des relations sociales et le renforcement du lien Armées-Nation est une de ses vocations premières.* »

Que ce soit à l'occasion d'une mission sur Paris, d'un événement ou d'un repas, le CR1 Rodolphe vous attend désormais toutes et tous au Cercle national des armées ! ■



RENCONTRE AVEC... FRANÇOIS ET SIMBA, ÉLÈVE CHIEN GUIDE D'AVEUGLE AU GSBdD DE METZ, L'ENGAGEMENT A DU CHIEN !

Au début de l'année, le GSBdD de Metz a accueilli, avec l'accord du directeur du GSBdD, un nouvel arrivant... Plutôt hors norme ! Simba, un magnifique labrador de 11 mois. Mais Simba n'est pas n'importe quel chien. Il est élève chien guide d'aveugle, de l'association Chiens guides de l'Est. Une noble cause, où le temps et la patience des bénévoles sont de rigueur pour soutenir le handicap... Soutenir justement, la mission du Commissariat des armées, magnifiquement liée ici à l'engagement personnel des agents qui constituent notre Service.

Rencontre avec Simba et François, binôme aussi original que réjouissant au sein d'une enceinte militaire.

FRANÇOIS, POUVEZ-VOUS VOUS PRÉSENTER EN QUELQUES MOTS ?

Je suis affecté à la division socle depuis septembre 2021, en tant qu'adjoint du chef de la cellule « gestion logistique des biens ». Je travaille dans le domaine de la comptabilité, en particulier sur le système d'information logistique ARES¹. Je sers le ministère des Armées depuis 40 ans, dont les deux tiers comme sous-officier de l'armée de Terre dans l'arme du Génie. En 2005, j'ai intégré le corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications. Je suis aussi bénévole pour l'association Chiens guides de l'Est, de Woippy.

POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR LA FORMATION DE SIMBA ?

Simba est un élève chien guide d'aveugle en phase de formation. Initialement destiné à être remis gracieusement à une personne déficiente visuelle, il doit suivre une formation de 18 à 24 mois. Arrivé à l'association à l'âge de deux mois, il a été confié à une première famille d'accueil jusqu'à ses 10 mois. Cette première phase visait à en faire un chien de compagnie agréable :



il y a appris la discipline, à la maison comme en déplacement, la socialisation, ou encore la propreté. Cette famille a un rôle essentiel : elle détecte les qualités, mais surtout les défauts du chien. Pour cette première phase, notre association recherche en priorité des bénévoles. Je l'ai ensuite accueilli à titre personnel et nous avons passé ensemble ces six semaines au GSBdD.

JUSTEMENT, QU'A APPORTÉ SIMBA AU GSBdD ?

Le chef du GSBdD m'a demandé de présenter Simba aux différents services. Son arrivée et le sens de sa mission ont permis de créer des sujets de discussion entre des personnels qui n'échangeaient pas forcément et d'aborder le handicap sous un angle positif. En se déplaçant dans toute l'emprise militaire, Simba a généré des ondes positives et a permis aux agents de sortir de leur routine. Finalement, Simba a été un super atout pour développer la QVT ! Sa présence a suscité de la surprise et des interrogations : a-t-il le droit d'aller au mess ? Suis-je rémunéré ? Suis-je un éducateur professionnel ? *Et cætera*. En rejoignant cette belle cause, je pense avoir fait naître des vocations !

QUEL A ÉTÉ SON QUOTIDIEN LORS DE SON PASSAGE AU GSBdD ?

Simba est d'un naturel très calme et son quotidien a été rythmé par beaucoup de siestes... Mais pas seulement ! Il a par exemple assisté à une répétition de la musique de l'armée blindée de cavalerie. D'abord surpris, il a ensuite commencé à écouter puis il s'est endormi ! Ce genre d'expériences est formateur car Simba doit être confronté à toutes sortes de bruits environnants. Au-delà des une à deux sorties d'hygiène par jour, je lui programmais une petite session de sport après le mess car j'avais pour consigne de le muscler !

ÊTES-VOUS ÉDUCATEUR PROFESSIONNEL ?

Non. J'étais la famille d'accueil de Simba le week-end. Je dois maintenir son niveau d'éducation à la maison, le socialiser au quotidien et l'habituer à la vie humaine : celle des bruits de la circulation, des échanges avec les passants qui sont curieux vis-à-vis de son « statut », de la vie des établissements recevant du public, etc. Pendant la semaine, il était éduqué par des professionnels [Ndlr. Les éducateurs sont des professionnels détenteurs d'un bac+4]. Sauf pendant les six semaines qu'il a passées au GSBdD, car son éducateur était en formation.

AURIEZ-VOUS UNE ANECDOTE À NOUS PARTAGER ?

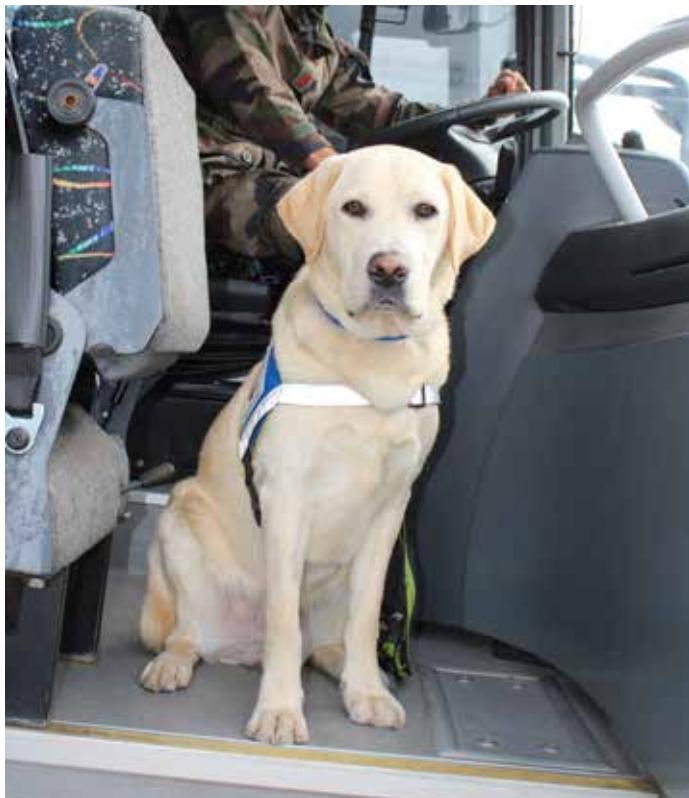
J'ai été contacté, il y a un mois par une maman qui m'a remercié d'avoir accueilli Réglisse, une petite chienne, l'année dernière. Réglisse était parfaite, mais elle a été opérée d'une dysplasie, ce qui la rend inapte pour être chien guide d'aveugle. Elle a donc changé d'association et a rejoint l'Association des Chiens médiateurs et d'utilité, de Woippy. Elle a été formée pendant un an pour être remise à l'enfant de cette dame qui est autiste. Depuis, je suis de près la nouvelle carrière de Réglisse. Elle apporte à cet enfant un apaisement extraordinaire et sa maman retrouve de la sérénité. C'est très émouvant. Simba fait aussi de la dysplasie. Il a donc été réorienté pour être formé, peut-être, vers ce même métier également très exigeant. J'ai de bonnes nouvelles... À suivre !



MAINTENANT QUE SIMBA A QUITTÉ SA FAMILLE D'ACCUEIL POUR REJOINDRE UN CENTRE DE FORMATION, EST-CE QUE VOUS ENVISAGEZ RECOMMENCER L'EXPÉRIENCE ?

Depuis mai, j'accueille Shadow, un magnifique labrador noir de 11 mois. Il est déjà très bien éduqué mais c'est un petit voleur ! Il a le même éducateur que Simba et doit encore suivre quelques stages d'ici la fin du mois juin. ■

¹ Système de gestion des stocks des établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) et des GS socles



LA MÉDIATION ANIMALE

« L'association des Chiens médiateurs et d'utilité » éduque également des chiens médiateurs. Leur mission consiste à rendre visite aux patients dans des établissements comme des maisons de retraites ou à accompagner des éducateurs pour enfants en difficultés, notamment les cas particulièrement sensibles de personnes autistes.



monaviscompte

en 3' donnez-nous
votre avis sur

SOUTENIR

en flashant ce QR code



NOUS SOMMES AUX CÔTÉS DE CEUX QUI PROTÈGENT LES AUTRES.

-10 %⁽¹⁾

SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

POUR LES ADHÉRENTS UNÉO

-20%⁽²⁾

SUR VOTRE ASSURANCE
AUTO OU HABITATION
OU ACCIDENTS & FAMILLE
OU PROTECTION JURIDIQUE

**GMF 1^{er} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public selon une étude Kantar TNS SoFia de mars 2021.

(1) Offre réservée aux agents du service public, personnels de l'armée. Réduction de 10 % sur le montant de la 1^{re} cotisation annuelle, pour toute souscription entre le 01/01/2022 et le 31/12/2022 d'un contrat AUTO PASS. Offre non cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse. (2) Réduction de 20 % pour le 1^{er} nouveau contrat AUTO PASS ou Habitation DOMO PASS ou Accidents et Famille ou Protection Juridique souscrit en tant qu'adhérent Unéo. Cette réduction est valable sur le montant de la première année de cotisation pour toute souscription entre le 01/01/2022 et le 31/12/2022 et n'est pas cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

Conditions et limites des garanties de nos contrats AUTO PASS, Habitation DOMO PASS, Accidents & Famille et Protection Juridique en agence GMF. Les Conditions Générales et les Conventions d'assistance de ces contrats sont consultables sur gmf.fr.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'Etat et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **GMF ASSURANCES** - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **Covéa Protection Juridique** - Société anonyme d'assurance au capital de 88 077 090,60 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - 442 935 227 R.C.S. Le Mans APE 6512Z - Siège social : 33 rue de Sydney - 72045 Le Mans Cedex 2.

Les produits distribués par GMF sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et/ou Covéa Protection Juridique.



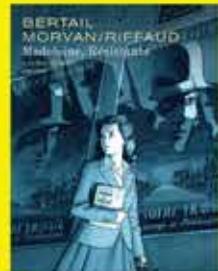
« Cette solution
est pensée
et développée
pour protéger
les militaires
et leur famille. »

Unéo, GMF et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

© 2022 Unéo. Tous droits réservés. Unéo est une marque déposée de la Société d'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires. GMF est une marque déposée de la Société d'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires. Covéa Protection Juridique est une marque déposée de la Société d'Assurance Mutuelle des Fonctionnaires.

LES GALONS DE LA BD

les prix bande dessinée du ministère des Armées



Le Grand Prix, d'un montant de 6 000 €, récompense un ouvrage sur la thématique du fait militaire ou des enjeux de défense.

Il a été attribué à **Madeleine Riffaud, résistante T1** de Jean-David Morvan, Madeleine Riffaud et Dominique Bertail (Dupuis).



Le Prix Histoire, d'un montant de 3 000 €, distingue un ouvrage traitant d'un conflit dans lequel les armées françaises ont été engagées.

Il a été attribué à **#J'Accuse...!** de Jean Dytar (Delcourt).



Le Prix Jeunesse, d'un montant de 3 000 €, quant à lui, récompense une œuvre sur les mêmes thèmes, particulièrement accessible aux collégiens et lycéens.

Il a été attribué par des élèves de classes de défense et sécurité globale à **L'Insurgée de Varsovie** de Dragan Paunovic et Jean-Pierre Pécau (Delcourt).



Le Jury a décerné une « mention spéciale » à **Bob Denard, le dernier mercenaire** d'Olivier Jouvray et Lilas Cognet (Glénat).

En partenariat avec :

CANAL BD
LIBRAIRIES